

ASKORIA
activateur de solidarités



***TRAVAIL SOCIAL ET
« TERRITOIRE » :
REPRESENTATIONS ET PRATIQUES
DES PROFESSIONNEL.LES ET DES
ETUDIANT.ES***

Rapport de recherche 2025

Groupe de recherche collaborative
Coordinatrice : Eugénie TERRIER, chargée de recherche ASKORIA
www.askoria.eu

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
PARTIE 1 - CONTEXTE, OBJET DE RECHERCHE ET METHODOLOGIE	9
Travail social et logique territoriale : bref historique et état des savoirs	9
Objectifs de la recherche.....	12
Méthodologie.....	13
PARTIE 2 – CE QUE SIGNIFIE « PRENDRE EN COMPTE LE TERRITOIRE » POUR LES INTERVENANT.ES.....	31
Une approche collective populationnelle de l'action sociale.....	31
Prendre en compte le territoire, c'est d'abord le connaître	32
Une signification du « territoire » qui diffère selon les groupes professionnels	33
Prendre en compte les besoins, les habitudes de vie et de mobilité des habitant.es.....	33
Connaitre les structures/services à proximité et travailler avec les partenaires du territoire	34
Prendre en compte les politiques locales	35
PARTIE 3 - CONNAITRE SON TERRITOIRE D'INTERVENTION.....	37
Les thématiques privilégiées pour présenter son territoire	37
Une connaissance des caractéristiques socio-démographiques du territoire variable selon les métiers et l'ancienneté	38
Les sources de connaissance du territoire	40
Une faible participation aux diagnostics de territoire	43
Une prise de connaissance des statistiques variable selon les contextes et les individus	46
Le manque de temps et le manque de travail en équipe en terme de diagnostics comme frein à la connaissance de son territoire.....	48
Des travailleurs sociaux désireux d'être davantage associés aux démarches de diagnostics de territoire	49
PARTIE 4 – MOBILISER LES « RESSOURCES » DU TERRITOIRE ET TRAVAILLER EN PARTENARIAT	53
Ce que signifie « ressources » du territoire pour les professionnel.les.....	53
La participation des professionnel.les à la mise en place d'actions collectives et/ou de projets partenariaux	54
Particularités territoriales du travail partenarial.....	57
Ce qui facilite le travail partenarial.....	58
Ce qui freine la mise en place d'actions collectives et le travail partenarial	59

PARTIE 5 - AGIR SUR LES RAPPORTS DES PERSONNES ACCOMPAGNEES AVEC LEUR TERRITOIRE DE VIE.....	63
Accompagner les personnes au plus près de leurs réalités socio-territoriales.....	63
Une connaissance fine du territoire qui facilite la mise en lien avec les personnes	64
Aider les personnes à s'approprier les « ressources » du territoire.....	65
Chercher des solutions aux difficultés de mobilité.....	67
De l'encouragement à élargir son territoire de vie à l'injonction à être mobile ?.....	68
Créer et soutenir le lien social de proximité.....	69
Autres modalités où les TS agissent sur les territoires de vie des personnes.....	70
PARTIE 6 - LES RAPPORTS DES TRAVAILLEURS.EUSES SOCIAUX.ALES A LEUR TERRITOIRE D'INTERVENTION.....	73
Les trajectoires socio-spatiales des professionnel.les.....	73
Les pratiques spatiales des intervenant.es sociaux.ales.....	76
Les représentations socio-spatiales des professionnel.les.....	79
Sentiments d'appartenance et de capacité d'agir vis-à-vis du territoire d'intervention	81
PARTIR 7 – APPREHENDER LA NOTION DE TERRITOIRE EN FORMATION	87
Signification et intérêt du « territoire » pour les étudiant.es en travail social	87
Le point de vue des étudiant.es sur les modules de formation au sujet de l'approche territoriale.....	89
La mise en pratique de l'approche territoriale sur les lieux de stage.....	93
Quel sentiment de préparation à l'approche territoriale ?.....	99
CONCLUSION.....	103
PROPOSITIONS	107
BIBLIOGRAPHIE.....	111
LISTE DES SIGLES	113
ANNEXES	115

Remerciements

Cette recherche a bénéficié d'un engagement et d'une participation assidue des différents membres du groupe de recherche, professionnel.les, formateurs.trices et étudiant.es pendant quatre années. Un grand Merci à chacun d'entre eux.elles pour la richesse des échanges et pour cette contribution active à chaque étape de ce travail collectif.

Nous remercions aussi les professionnel.les et les étudiant.es qui ont pris de leur temps pour répondre aux questionnaires en ligne et/ou qui ont participé aux entretiens individuels et collectifs. Les résultats de la recherche ne seraient pas aussi étayés sans la participation des personnes concernées.

Nos remerciements vont également aux différents membres du comité de suivi de la convention partenariale entre Askoria et le département d'Ille-et-Vilaine qui ont été attentifs au bon déroulement de la recherche ainsi qu'aux membres du COPIL de la convention qui ont accordé leur confiance à ce projet. Enfin, merci au Département d'Ille-et-Vilaine pour son soutien institutionnel et financier.

INTRODUCTION

Une recherche dans la continuité de la réflexion au sujet de la gouvernance territoriale du social

Au sein d'un contexte caractérisé par la « territorialisation » de l'action sociale et par la multiplicité des acteurs engagés dans le champ des « solidarités » aux différentes échelles, le département d'Ille-et-Vilaine a souhaité, avec Askoria, centre de formation et de recherche en Bretagne, engager en 2016 une réflexion au sujet de la « **gouvernance territoriale du social** ». C'est ainsi qu'un groupe de recherche-action a été mis en place en avril 2017. Il rassemblait les directions des six agences départementales, les responsables des services « vie sociale » et « développement local » des agences expérimentatrices, des élus départementaux, les directions départementales des pôles « enfance-famille », « territoires et services de proximité » et « égalité, éducation, citoyenneté » ainsi que le chargé de mission « observatoire » de la direction équilibre des territoires.

Cette recherche a permis de mettre en évidence les différents types de relations entretenues par le département avec les acteurs locaux, communaux et intercommunaux selon les contextes territoriaux, à travers l'analyse de quatre expérimentations de projets sociaux et partenariaux. Les résultats de cette recherche sont présentés dans un rapport accessible en ligne¹ et ont fait l'objet de plusieurs conférences et publications scientifiques²³. A l'issue de cette réflexion est apparue la **nécessité de s'intéresser de plus près à la place et au rôle joué par les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux au sein de ces dynamiques partenariales locales.**

Une recherche pour nourrir les formations au sujet du « territoire »

La dimension territoriale a été progressivement intégrée aux contenus des formations éducatives et sociales au fur et à mesure des évolutions politiques, législatives et des pratiques professionnelles. Les assistant.es de services sociaux en ont été les pionniers, suivis, depuis la réforme de 2018, par les éducateur.trices et les conseiller.es en économie sociale et familiale. Les équipes pédagogiques s'appuient alors sur les différents documents officiels permettant d'organiser les plans des formations tels que les référentiels professionnels, d'activités, de compétences, de formation et de certification. Les contenus liés de près ou de loin à la question territoriale occupent désormais une grande partie des formations à travers les interventions et les travaux d'étudiant.es sur le diagnostic de territoire, le partenariat, le travail en réseau, les politiques publiques, le développement social, l'intervention sociale collective, etc. Face à la variété des sujets émanant de l'approche territoriale du social, **plusieurs enjeux se posent pour la formation en terme d'ajustement des contenus en fonction des besoins sur les terrains et aussi de « portes d'entrée » à privilégier pour « accrocher » les étudiant.es** sur une thématique qui ne fait pas toujours sens pour eux.elles.

¹ Groupe de recherche « Gouvernance territoriale du social » sous la coordination d'Eugénie TERRIER, Le rôle de chef de file du Département et les modes de coopération avec les acteurs communaux, Rapport de recherche-action, Convention Askoria-Département d'Ille-et-Vilaine, 2021

https://www.askoria.eu/voy_content/uploads/2024/04/RA_Gouv_Terr_Social_Rapport_Final_210115.pdf

² Terrier, E. (2019). L'observation socio-territoriale par les acteurs du secteur social : catégories d'analyse et choix méthodologiques. *Espaces et sociétés*, 176-177, 15-32.

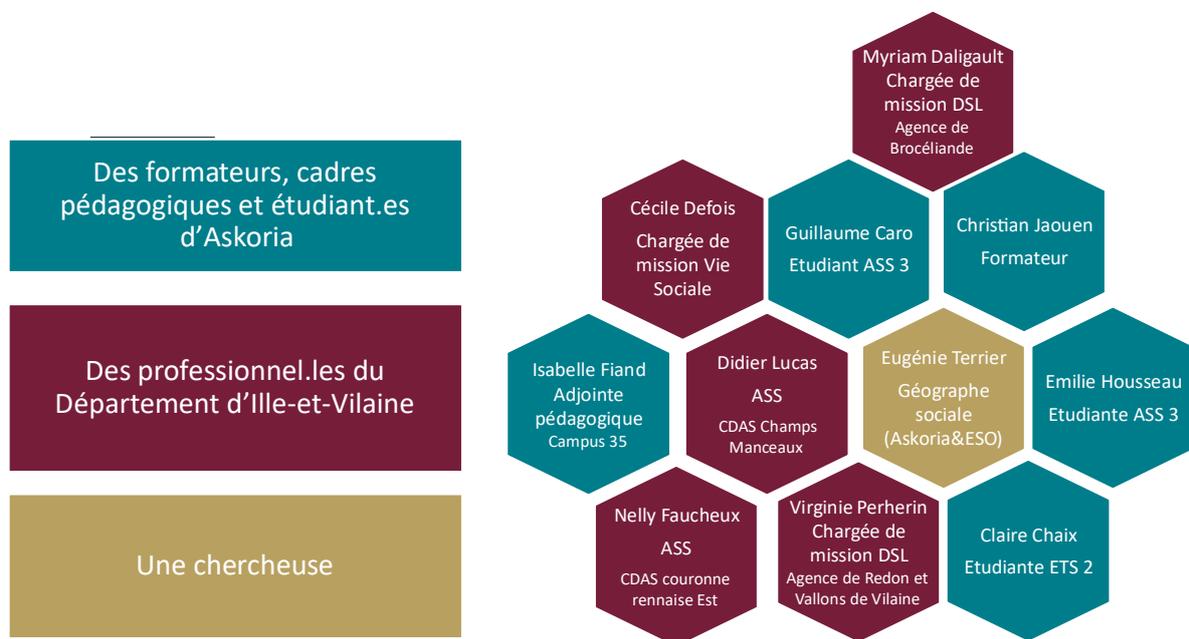
³ Terrier, E. (2023). Le « territoire » pour les acteurs du secteur social : Des approches et des intérêts différenciés selon les niveaux d'intervention. In *Inégalités et rapports de pouvoir en ville* (L'oeil d'or, p. 251-273).

Un groupe de recherche collaborative

Cette recherche a permis de créer **un espace d'échanges et de réflexions croisées entre des chercheurs.euses et des acteurs.trices de la formation et de l'action sociale** au sujet du rapport des travailleurs sociaux et travailleuses sociales à l'approche territoriale du social. L'idée de la mise en place d'un groupe de recherche collaborative a donc rapidement émergé. Eugénie Terrier⁴, chargée de recherche au CereiSo⁵, Centre de recherche d'Askoria a rencontré pendant l'année exploratoire 2021 plusieurs acteurs et actrices du département d'Ille-et-Vilaine et d'Askoria pour les inviter à rejoindre le groupe de recherche. Au final, le groupe de recherche⁶ est constitué de cinq formateurs.trices, cadres pédagogiques et étudiant.es d'Askoria et de cinq professionnel.les du département d'Ille-et-Vilaine. Malgré toutes les tentatives pour inviter des représentant.es du secteur éducatif, c'est surtout le métier d'assistant.es de service social qui est représenté dans ce groupe, ce qui doit être pris en considération dans la lecture de ce rapport de recherche.

Le groupe a participé à toutes les étapes de la recherche : croisement des expertises sur l'objet pour affiner la problématique et les hypothèses, revue de littérature et analyse de la documentation existante, conception de la méthodologie de recherche, passation du questionnaire, réalisation des entretiens individuels et collectifs, co-analyse des données recueillies, co-rédaction du rapport et valorisation des résultats.

Figure 1 - Composition du groupe de recherche collaborative « Travail social & territoire »



⁴ Docteure en géographie sociale et chercheuse associée au laboratoire UMR CNRS Eso (Espaces et sociétés), Université de Rennes 2

⁵ Centre de recherche interdisciplinaire Solidarités & Société

⁶ Rythme des rencontres : 5 réunions de 2 heures dans l'année pendant une période de 3 ans (2022-2024)

PARTIE 1 - CONTEXTE, OBJET DE RECHERCHE ET METHODOLOGIE

Travail social et logique territoriale : bref historique et état des savoirs

N.B. Dans une démarche de recherche collaborative, l'état des savoirs combine les apports de chercheur.es, des professionnel.les et des formateurs.trices « embarqué.es » dans la recherche. Les premiers temps d'échanges en réunion ayant été consacrés au partage des points de vue et des expériences entre les différents membres du groupe de recherche. Cette partie s'appuie aussi sur les écrits de plusieurs d'entre eux.elles dans le cadre de leur participation au colloque international interdisciplinaire du GIS HYBRIDA IS « Transformation des activités et des métiers du secteur social. Travail des frontières dans l'intervention sociale et la recherche », Rennes, les 18, 19 et 20 mai 2022.

Un supposé manque d'intérêt de la part des travailleurs sociaux et travailleuses sociales pour l'approche territoriale du social

Depuis les différents actes de décentralisation (1982, 2003), le « territoire » est devenu une référence majeure pour l'action publique et l'action sociale (Autes, 2005). Il est considéré depuis les années 90 comme « la condition de possibilité de l'action publique renouvelée » afin d'organiser une action sociale globale et partenariale (Palier, 1998). Les récentes réformes territoriales (2014, 2015) confirment cette approche en renforçant le rôle de « chef de file » du département dans le domaine du développement social local. Selon certains experts, l'approche territoriale serait même devenue **la solution à la crise du travail social** afin d'éviter l'épuisement des travailleurs sociaux dans des formes d'aide très individualisées (Jaeger, 2013).

On observe sur le terrain des acteurs du pilotage de l'action sociale (élus et cadres de direction) qui s'expriment régulièrement sur leurs **difficultés à mobiliser les travailleurs.euses sociaux.ales dans une approche plus « territorialisée » de l'action sociale**. Est souvent faite l'hypothèse que la vocation première des travailleurs.euses sociaux.ales étant l'accompagnement des personnes, le « territoire » peut leur apparaître comme une catégorie abstraite qui serait davantage dévolue aux missions des décideur.es. Or, la notion de « territoire » étant polysémique, il existe certains **décalages dans l'appréhension des enjeux territoriaux selon les niveaux d'intervention** (Terrier, 2023). Alors que le « territoire » fait davantage écho pour les acteurs du pilotage aux questions de gouvernance et de politiques publiques partenariales et territorialisées, les travailleur.es sociaux.ales, quant à eux.elles, y verraient plutôt la nécessité du travail en réseau et du repérage des dispositifs sur leur territoire d'intervention (CRTS de Bretagne, 2015).

Une place dévolue à l'approche territoriale hétérogène selon les dispositifs, les secteurs d'intervention et les métiers

Il serait réducteur de « tirer » des généralités à partir de la dénomination « travailleurs sociaux » qui, en réalité, représente **un groupe socio-professionnel hétérogène**. Il apparaît que la dimension territoriale est plus ou moins prégnante dans la constitution même des métiers du travail social. La territorialisation de l'action sociale a accéléré le déploiement de l'approche territoriale dans les formations en travail social, en commençant par les assistants

sociaux. Le métier d'assistant.e de service social est, dès son origine, très ancrée à la notion de territoire d'intervention. La circulaire du 22 octobre 1959 construit la polyvalence de secteur, qui « met à la disposition des usagers, des assistantes sociales capables d'avoir une vue d'ensemble de leurs problèmes sanitaires, sociaux, économiques, psychologiques et de les aider à mettre en œuvre les moyens d'y porter remède avec le concours éventuel des services spécialisés ». C'est en 1966 que s'organise un service social départemental (mais encore sous compétence de l'Etat). Les circonscriptions d'action sociale accentuent l'implantation territoriale des professionnel.les du social. Cette dimension territoriale prend totalement place dans la réforme des études d'assistant.e de service social de 1980.

Les années 80 constituent indéniablement une première étape marquante vers la prise en compte du territoire dans l'intervention sociale. Dans le même temps, et sans pour autant mettre de côté l'accompagnement individualisé, la politique de la ville, avec les dispositifs de Développement Social des Quartiers génère un déploiement des actions collectives et de développement social local. Les professionnel.les de l'action sociale et éducative s'en emparent pour intervenir à l'échelle d'un territoire en faveur des habitant.es. Le développement social des quartiers ouvre la voie aux premiers diagnostics sociaux de territoire et études des besoins sociaux. Il est question dorénavant d'étudier les besoins du territoire, bassins de vie et d'emplois ; et ce pour l'ensemble des politiques publiques. Cependant, en 1990, Jacques Ion observait que l'appréhension et la mise en œuvre sur le terrain de cette « logique territoriale » par les travailleurs sociaux ne se faisait pas de manière évidente ou homogène selon les secteurs et selon les dispositifs (Ion, 1990).

Par ailleurs, sur le terrain, les études montrent que **la place des intervenant.es sociaux.ales dans la réalisation des diagnostics de territoire reste encore marginale.** Ces derniers étant souvent conçus par des cabinet.es d'expert.es, des étudiant.es, des chercheur.euses, des cadres et/ou des élu.es. De plus, la prédominance des analyses statistiques et cartographiques par rapport aux approches plus qualitatives dans le cadre de l'observation sociale locale et des diagnostics de territoire peut venir limiter la prise en compte de l'expertise des intervenant.es de terrain et l'appropriation des résultats des diagnostics par les professionnel.les du social (Gallay&al., 2013 ; Guéry, 2015 ; Terrier, 2019).

Une généralisation de l'approche territoriale dans les formations sociales

Depuis les années 2000, les politiques publiques intègrent la participation et la territorialisation comme les deux nouveaux mots d'ordre du travail social. L'injonction à prendre en compte le territoire dans tout projet d'action sociale s'adresse désormais à l'ensemble des acteurs du secteur social (collectivités, associations, etc...). Ces dimensions s'invitent dès 2004 dans la réforme du diplôme d'assistant de service social. Les référentiels professionnels, formalisés dans les années 2000, mettent l'accent sur cette dimension territoriale de l'intervention sociale. C'est ainsi que les diagnostics de territoire, le partenariat, le travail en réseau, font partie intégrante des contenus de formation (Fourdrignier& Molina, 2013 ; Bresson&al, 2015). Il faudra attendre les dernières réformes des formations éducatives et sociales d'aout 2018 pour officialiser l'ancrage de l'approche territoriale dans les cinq formations (DEASS, DEES, DEETS, DEEJE, DECESF), désormais reconnues au grade licence.

Les territoires « vécus » des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales

Dans leur ouvrage au sujet **des « territoires vécus »** des travailleurs sociaux, Bresson&al (2015) proposent de qualifier et de parler des manières « *dont les acteurs (politiques, professionnels et usagers) construisent et s'approprient un espace d'action et de vie* » (p.12). L'idée étant de davantage porter le regard sur « *les espaces vécus et leur mode d'appropriation que sur les espaces conçus par l'ordre politique* » (p.12). Dans un des chapitres de cet ouvrage, JF Gaspar explique que même « *si le territoire n'est pas au centre des discours des professionnels dans l'univers du travail social, il constitue cependant, de fait, un enjeu majeur de leurs pratiques ; de la manière dont ils délimitent ou ajustent leurs prérogatives vis-à-vis des autres professionnels, des bénévoles, des usagers ; des rapports qu'ils entretiennent avec la puissance publique et le champ politique ; de la partition instable entre espaces privés et espaces publics, etc. Bref de la manière dont ils investissent leur territoire de leurs interventions* » (Gaspar, 2015, p.93).

Y. Molina analyse dans ce même ouvrage le caractère privé ou public des espaces de l'intervention sociale et montre dans quelles mesures **les lieux du quotidien des intervenant.es sociaux.ales peuvent être différents d'un secteur d'intervention à l'autre, d'une pratique à l'autre**. Le bureau est souvent présenté comme un lieu de pouvoir pour les intervenant.es comme nous avons pu aussi le repérer dans une recherche au sujet des territoires de la protection de l'enfance (Halifax&Terrier, 2023). Les visites à domicile font aussi partie des espaces-temps du quotidien de nombreux.es travailleurs sociaux et travailleuses sociales, entre démarches d'« aller-vers » et « contrôle social » (Leon&Rey, 2019). La grande proximité physique et l'intrusion dans l'espace intime des personnes accompagnées est de mise dans les établissements (Molina, 2015) alors que les pratiques socio-spatiales des éducateur.trices de rue sont largement tournées vers le dehors, vers l'extérieur (Penven, 2013).

Gaspar (2015) repère **plusieurs catégories de travailleur.eses sociaux.ales** dont l'adhérence ou la résistance aux normes territoriales est aussi « *fonction des modes de socialisation, de la trajectoire sociale, scolaire, professionnelle, bref de la genèse de leur habitus* » (p.107) :

- Les **travailleurs sociaux normatifs** dont l'attachement au territoire est marqué dans leurs discours et parfois dans leur bureau à travers par exemple des photographies. Les déplacements qu'ils.elles ont sur leur territoire leur donne une marge d'autonomie. Ces professionnel.les connaissent bien leur territoire et y trouvent aussi une certaine reconnaissance à travers leurs collaborations avec les acteurs locaux.
- Les **travailleurs sociaux militants**, partisans de l'action collective et qui connectent leurs interventions et leurs actions à des objets plus globaux. Ces derniers mobilisent leur « capital d'autochtonie », c'est-à-dire leur capital social local ainsi que leurs réseaux militants et syndicalistes au service de leurs projets d'action collective et d'accompagnement.

Dans notre recherche, nous avons fait le choix de nous appuyer sur cette approche par les « territoires vécus » des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales. Cette formule trouve sa source dans celle d'« **espace vécu** » d'Armand Frémont (1976), un des fondateurs de la géographie sociale, discipline mettant l'accent davantage sur l'analyse des rapports des sociétés et des individus à leurs espaces plutôt que sur l'analyse des espaces en tant que tels.

Dans la continuité de l'ouvrage de Bresson & al (2015), nous utilisons la notion de « territoire » plutôt que celle d'« espace ». Pascal Baud, Serge Bourgeat et Catherine Bras (2003) donnent trois significations au mot « territoire » : un découpage administratif ; un espace étatique ; tout espace socialisé, approprié par ses habitants⁷. La notion d'**appropriation** est en effet souvent mobilisée pour définir le « territoire » par rapport au mot « espace » : « *Le territoire implique toujours une appropriation de l'espace : il est autre chose que l'espace* »⁸ (Brunet & Théry, 1993)⁹. Pour Ripoll et Veschambre (2005), il existe **plusieurs types d'appropriation de l'espace**. Même si l'appropriation de l'espace peut être juridique, matérielle et économique comme par exemple toutes les formes de propriété privée ou encore les terrains occupés illégalement ; l'appropriation de l'espace peut aussi être idéale et symbolique. Il peut aussi s'agir d'attachement affectif en référence au sentiment de se sentir à sa place ou chez soi quelque part, ce que l'on pourrait aussi nommer le sentiment d'appartenance. Enfin, il existe l'appropriation symbolique ou identitaire quand une portion d'espace est associée à un groupe social au point de devenir l'un de ses attributs en participant à définir son identité sociale.

L'injonction à s'intéresser au « territoire » qui s'impose désormais aux travailleurs sociaux et travailleuses sociales invite à analyser **de quelles manières ces dernier.es le prennent en compte dans leur vision du travail social et dans leurs pratiques, en d'autres termes comment ils.elles s'approprient cette notion et comment ils.elles s'approprient leur territoire d'intervention**. En d'autres termes, quels sont les rapports des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux à la notion de « territoire » et à leur territoire d'intervention en termes de connaissances, de représentations et de pratiques professionnelles ?

Objectifs de la recherche

Objectif 1 > Rendre visibles et soutenir les pratiques professionnelles et pédagogiques en termes de prise en compte du territoire. Recenser les difficultés, les besoins et les propositions des travailleurs sociaux et des étudiants.

Objectif n°2 > Mieux comprendre les approches des enjeux territoriaux par les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales afin de repérer les « portes d'entrée » qui font davantage sens pour eux et faire évoluer les contenus de formations ainsi que les modalités de « *management* » des projets de territoire.

⁷ Pascal Baud, Serge Bourgeat, Catherine Bras, Dictionnaire de géographie. Hatier, coll. « Initial », 2003 [rééd. 2013].

⁸ Roger Brunet et Hervé Théry, « Territoire », in Brunet, Ferras et Théry (dir.), Les mots de la géographie. Dictionnaire critique. Reclus, La Documentation française, 1993 (1e éd. 1992).

⁹ En géographie, le territoire peut être défini de différentes manières selon les approches théoriques. Dans son dictionnaire, Maryvonne Le Berre met en avant l'idée de « limites » en expliquant que le territoire est une portion d'espace délimitée et dominée par un pouvoir (Le Berre, 1995) . D'autres chercheurs.euses insistent sur l'aspect systémique du territoire qui se définit par une pluralité de dimensions : historique, physique, économique, culturelle, sociale ; dimensions qui interagissent entre elles pour façonner le territoire (Moine & Sorita, 2015).

Méthodologie

Une phase exploratoire (2021)

L'année 2021 a permis à la fois de **constituer le groupe de recherche** collaborative mais aussi de mener différentes investigations exploratoires afin de préciser le sujet de recherche. Parmi ces investigations, ont été réalisés :

- Des rencontres individuelles et collectives¹⁰
- Une radiographie des référentiels professionnels et plans de formations (ASS et ES)
- Le partage d'expertises entre les membres du groupe de recherche

La **radiographie des référentiels professionnels et de formation** ASS et ES a donné la possibilité de repérer de quelles manières la dimension territoriale apparaît et la terminologie utilisée dans les textes règlementaires pourvoyeurs de « normes territoriales » auprès des formateurs.trices et des futur.es travailleurs sociaux et travailleuses sociales. Nous avons repéré trois axes principaux autour de la connaissance du territoire d'intervention (1), la mobilisation et la prise en compte du territoire dans l'accompagnement individuel (2), la mobilisation dans des démarches locales collectives et partenariales (3).

¹⁰ Des entretiens exploratoires individuels et collectifs ont été menés auprès des responsables de CDAS, des responsables « vie sociale », des chargés de mission « développement social local », une adjointe pédagogique, un formateur Parcours Grande Ecole – coordinateur thématique territoire, des équipes de formateurs.trices du pôle Bachelor et des étudiant.es.

Figure 2 - Contenus au sujet de l'approche territoriale du social dans les référentiels professionnels ES et ASS

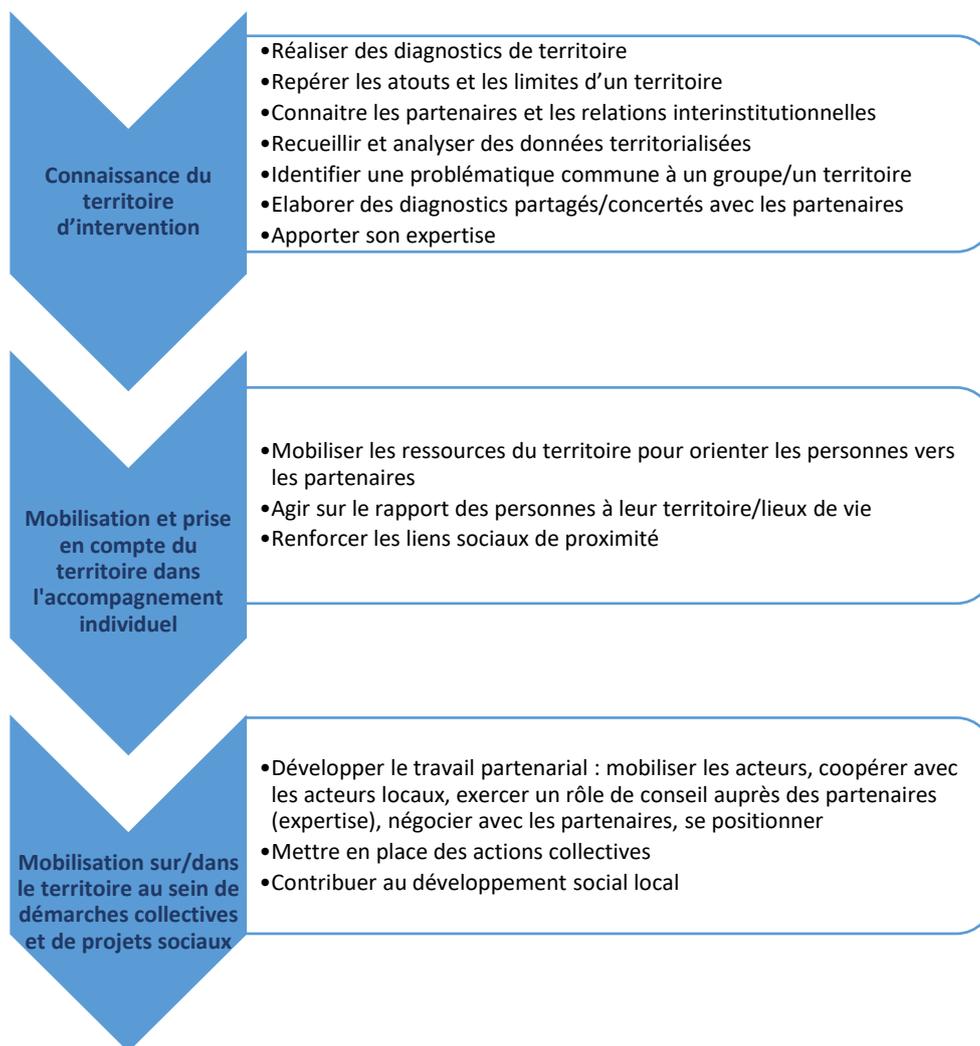
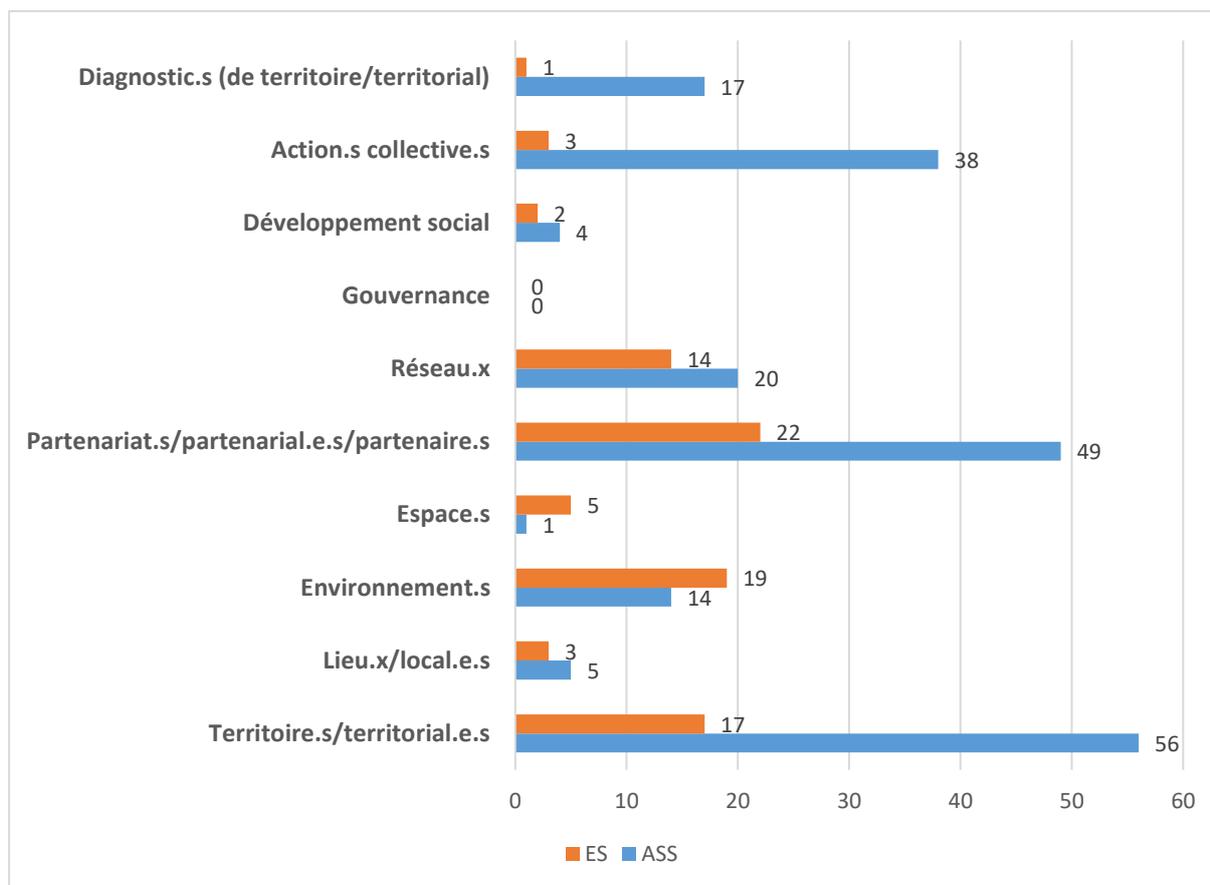


Figure 3 - Occurrences des notions en lien avec l'approche territoriale de l'action sociale dans les référentiels professionnels ASS et ES



Comparaison référentiels ASS et ES sur la notion de territoire

Les notions en lien avec l'approche territoriale sont davantage présentes dans les référentiels ASS que les référentiels ES. On observe moins d'exigences en terme de diagnostic de territoire ou de savoir analyser une question sociale sur un territoire chez les ES.

Pour les ES, les référentiels sont plutôt axés sur le travail partenarial et en réseau et aussi sur la connaissance des ressources du territoire pour mobiliser les partenaires. Il est fait mention du développement social local dans les référentiels ES mais la notion « d'action collective » n'apparaît pas. Les référentiels ES font davantage mention à la notion d'environnement que les ASS sans pour autant que ce mot soit défini. S'agit-il de l'environnement social, spatial, les deux ? Par ailleurs, l'idée de mobiliser les lieux dans l'accompagnement éducatif est plus prégnante au sein des référentiels ES.

Ces analyses exploratoires confirment l'idée que l'appréhension de la dimension territoriale est différente d'un métier à l'autre et ceci dès la formation.

Une formulation collective des hypothèses

Le travail exploratoire réalisé en début de recherche a abouti sur la formalisation de différentes hypothèses.

Des décalages entre « travail perçu », « travail prescrit » et « travail réel » en terme de prise en compte de la dimension territoriale par les professionnel.les

Les représentant.es de la formation observent qu'il est souvent nécessaire de **développer la curiosité des étudiant.es sur le sujet du territoire**. L'approche individuelle est plus fréquente dans les représentations sur le métier d'assistant de service social à l'arrivée en formation. La réalisation du **diagnostic social de territoire** (DST) pendant le cursus des ASS amène souvent une prise de conscience chez les étudiant.es : ils.elles passent d'une approche individuelle à une approche plus systémique et en réseau avec une prise en considération plus forte de la dimension politique du travail social.

- Nous faisons l'hypothèse que l'intérêt pour l'approche territoriale arrive progressivement pendant la formation

Les référentiels professionnels indiquent que l'assistant.e de service social doit pouvoir mettre en œuvre une méthodologie de diagnostic de territoire. Il.elle doit pouvoir « analyser les atouts et limites d'un territoire en lien avec une problématique identifiée" et « recueillir et analyser des données territoriales qualitatives et quantitatives" (Référentiel compétences). Au vu du niveau d'exigence présenté dans ces référentiels, nous sommes intéressés pour regarder dans quelles mesures les professionnel.les et futur.es professionnel.les s'impliquent et sont impliqué.es dans ces démarches de diagnostics.

- Nous faisons l'hypothèse de l'existence de **décalages** entre les attendus dans le cadre de la formation et les pratiques réelles de contribution des professionnel.les aux démarches de diagnostics de territoire.

Une appropriation du « territoire » différenciée selon les contextes d'intervention et les trajectoires individuelles

Les membres du groupe de recherche pensent que les pratiques du territoire par les travailleur.euses sociaux.ales seront très différentes selon les types d'institutions où ils travaillent : CDAS, IME, service social de la SNCF, etc..

- Nous faisons l'hypothèse que le type de structure d'intervention peut avoir un impact sur la manière d'appréhender son territoire d'intervention.

La taille des territoires d'intervention est également présentée comme un enjeu majeur : plus le territoire est grand, plus il est difficile pour les professionnel.les de se l'approprier. De la même manière, la construction du réseau peut être différente entre un territoire rural ou un territoire urbain sur lequel il y a davantage de partenaires et de lieux interinstitutionnels comme les espaces sociaux communs.

- Nous faisons l'hypothèse que la taille et le type de territoire d'intervention (rural/urbain) peut avoir des effets sur la manière de le prendre en compte ou pas dans l'accompagnement.

Le territoire d'intervention peut être différent d'un type de secteur à l'autre. Par exemple pour les TS de l'Aide Sociale à l'Enfance, le territoire d'intervention va bien au-delà du CDAS du fait des déplacements vers les lieux de placement ou des familles d'origine des enfants.

- Nous faisons l'hypothèse que le domaine d'intervention peut avoir un effet sur la manière d'appréhender le territoire.

En ce qui concerne la prise en compte du territoire, il est mis en avant le fait que les pratiques dépendent beaucoup des dynamiques d'équipe. L'impulsion du responsable d'équipe peut être déterminante.

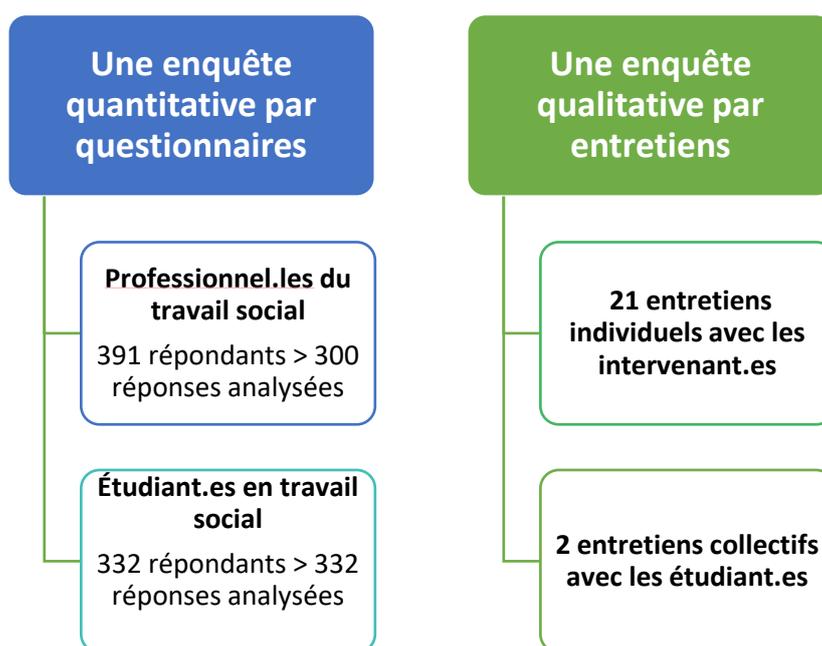
- Nous faisons l'hypothèse que les rapports des professionnel.les à leur territoire d'intervention est également influencé par le positionnement du ou de la responsable d'équipe.

En articulation avec les effets liés aux contextes, la manière d'appréhender les questions liées au « territoire » peut aussi être influencée par des facteurs plus individuels liés par exemple à l'ancienneté ou encore aux expériences sociales et professionnelles des intervenant.es.

- Nous faisons l'hypothèse que la trajectoire individuelle des intervenant.es peut représenter un facteur déterminant dans la manière de prendre en compte et de s'appropriier son territoire d'intervention.

Une enquête de terrain quantitative et qualitative auprès des intervenant.es sociaux.ales et des étudiant.es

- **Deux questionnaires** en ligne pour mieux connaître les approches de la notion de territoire, les pratiques quant à la prise en compte du territoire, les freins, les ressources, les attentes, les besoins, etc. (cf. annexe)
- **Des entretiens individuels et collectifs pour approfondir les résultats du questionnaire** (cf. annexe)



Modalités de diffusion des questionnaires

La formulation de l'ensemble des questions (questionnaires et entretiens) a été travaillée avec le groupe de recherche à partir de la problématique de la recherche, des hypothèses, de la revue de littérature et des échanges au sein du groupe. Les questionnaires en ligne ont été diffusés entre novembre 2022 et janvier 2023.

Le questionnaire « professionnel.les » a été envoyé à l'ensemble des travailleurs sociaux et travailleuses sociales du département d'Ille-et-Vilaine. Un travail d'accompagnement de l'enquête et de communication a été entrepris par les membres du groupe de recherche à l'interne de leurs équipes et services respectifs.

Afin d'avoir un échantillon plus large et aussi de donner la possibilité de comparer les résultats entre différents types de structure (collectivités, associations, etc.), il a été décidé de transmettre le questionnaire à des professionnel.les d'autres institutions. Ainsi, le questionnaire a aussi été diffusé via les différents réseaux professionnels des différents membres du groupe de recherche. Les listes de diffusion et réseaux sociaux d'Askoria ont également pu être mobilisés.

Le questionnaire « étudiant.es » a été envoyé à tous.les les étudiant.es d’Askoria, sur l’ensemble des sites (Rennes, Saint-Brieuc, Lorient, Morlaix). Comme pour le questionnaire « professionnel.les », il a été accompagné par un travail de communication. Une affiche a été réalisée par les étudiant.les présent.es dans le groupe de recherche (cf. Annexe). Ces dernier.es ont également fait des interventions dans les amphithéâtres et salles de cours pour encourager les étudiant.es à répondre à l’enquête.

Analyse des données quantitatives

Les réponses aux questionnaires ont été analysées via le logiciel statistique JASP à partir de tris à plats et de tris croisés¹¹. Le test d’indépendance khi-deux a été utilisé afin de tester l’effet des variables liées à nos hypothèses sur les réponses des professionnel.les : groupe professionnel, domaine d’intervention, type de structure, type de territoire. Sa valeur est précisée dans les graphiques présentés dans le rapport. En sciences sociales, on retient généralement les seuils conventionnels suivants pour qualifier le degré de significativité des relations statistiques mises en évidences :

Seuil de rejet de H0	Relation ...	Symbole
> 0.10	... non significative	-
0.05 à 0.10	... peu significative	*
0.01 à 0.05	... significative	**
0.001 à 0.01	... très significative	***
0.001 <	... extrêmement significative	****

Source : <http://grasland.script.univ-paris-diderot.fr>

¹¹ Nous remercions Jordy Stefan, psychologue social et chargé de recherche à Askoria pour son soutien méthodologique à cette étape de la recherche.

Les personnes enquêtées

Les professionnel.les enquêté.es

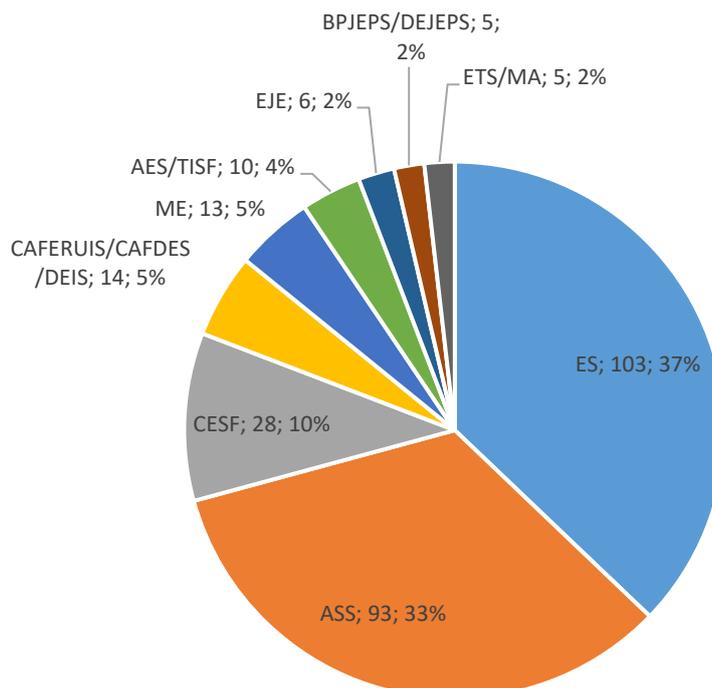
Au final, nous avons reçu 391 réponses exploitables. Cependant, du fait d'une surreprésentation des ASS et des CESF au sein du premier échantillon, des répondant.es ont été supprimé.es afin de faire correspondre davantage la répartition des métiers avec celle de la population-mère. L'échantillon final est composé de 300 répondant.es. Les ES, ASS et CESF restent légèrement sur-représentés (cf. tableau 1)

Tableau 1- Comparaison répartition des métiers entre échantillon et effectifs réels (Bretagne, 2023)

Métier	Bretagne		Echantillon	
	Effectifs	%	Effectifs	%
ES	5220	28%	103	37%
ASS	3720	20%	93	33%
CESF	880	5%	28	10%
CAFERUIS/CAFDES/DEIS	1730	9%	14	5%
ME	1490	8%	13	5%
AES/TISF	3010	16%	10	4%
EJE	1090	6%	6	2%
ETS/MA	1190	6%	5	2%

Sources : résultats questionnaire Recherche TS&Territoires (2022-2024), GREF Bretagne, 2023

Figure 4 - Diplôme principal des professionnel.les enquêté.es (n=300)



Afin de permettre le croisement des données, nous avons procédé à un regroupement des métiers et à la création de trois groupes professionnels distincts :

- **Groupe « intervention sociale » = « IS »** : ASS + CESF + MF + TISF + AES
- **Groupe « éducatif »** : ES + ME + ETS + EJE + MA
- **Autre groupe pro** : CAFERUIS + CAFDES + BPJESP + DEJESP

Figure 5 - Les groupes professionnels des intervenant.es enquêté.es (n=300)

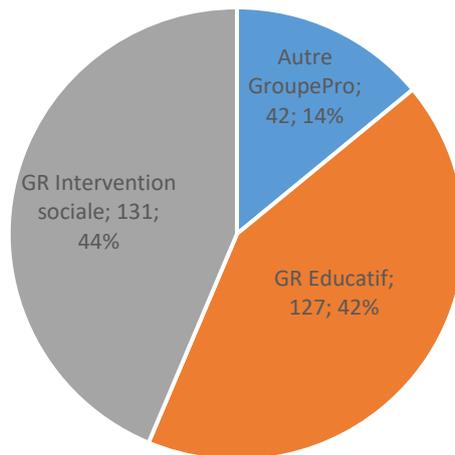


Figure 6 - Domaine d'intervention des professionnel.les enquêté.es (n=300)

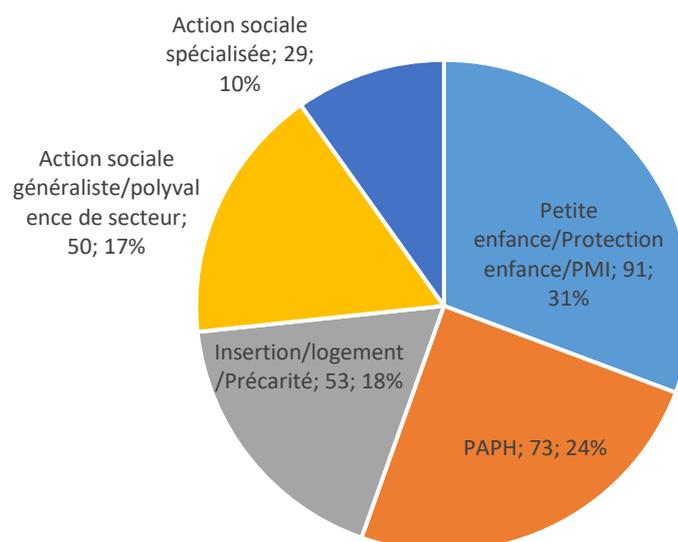
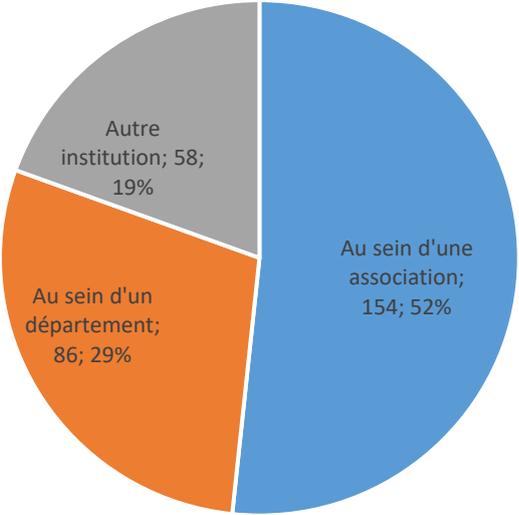


Figure 7 - Structure d'intervention des professionnel.les enquêté.es (n=300)



NB : Autres institutions = grand opérateur public, commune/interco, service social spécialisé

Figure 8 - Type de territoire d'intervention des professionnel.les enquêté.es (n=300)

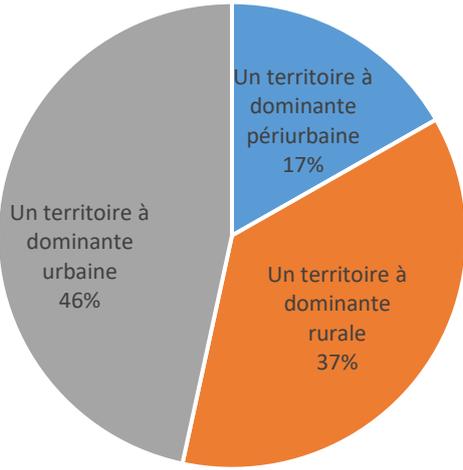


Figure 9 - Ancienneté des professionnel.les enquêté.es (n=300)

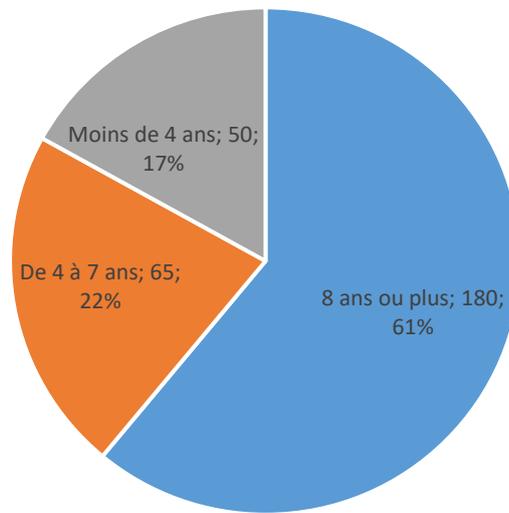
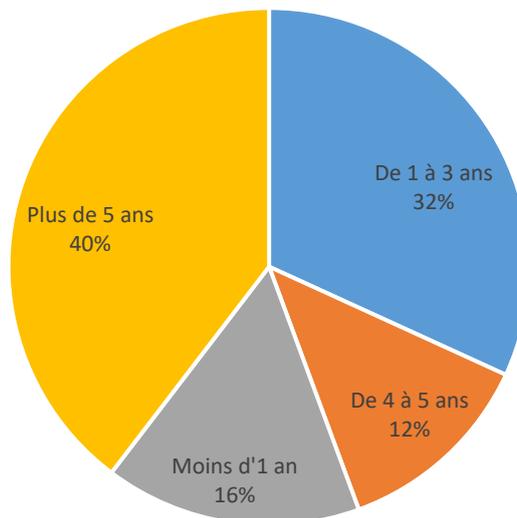


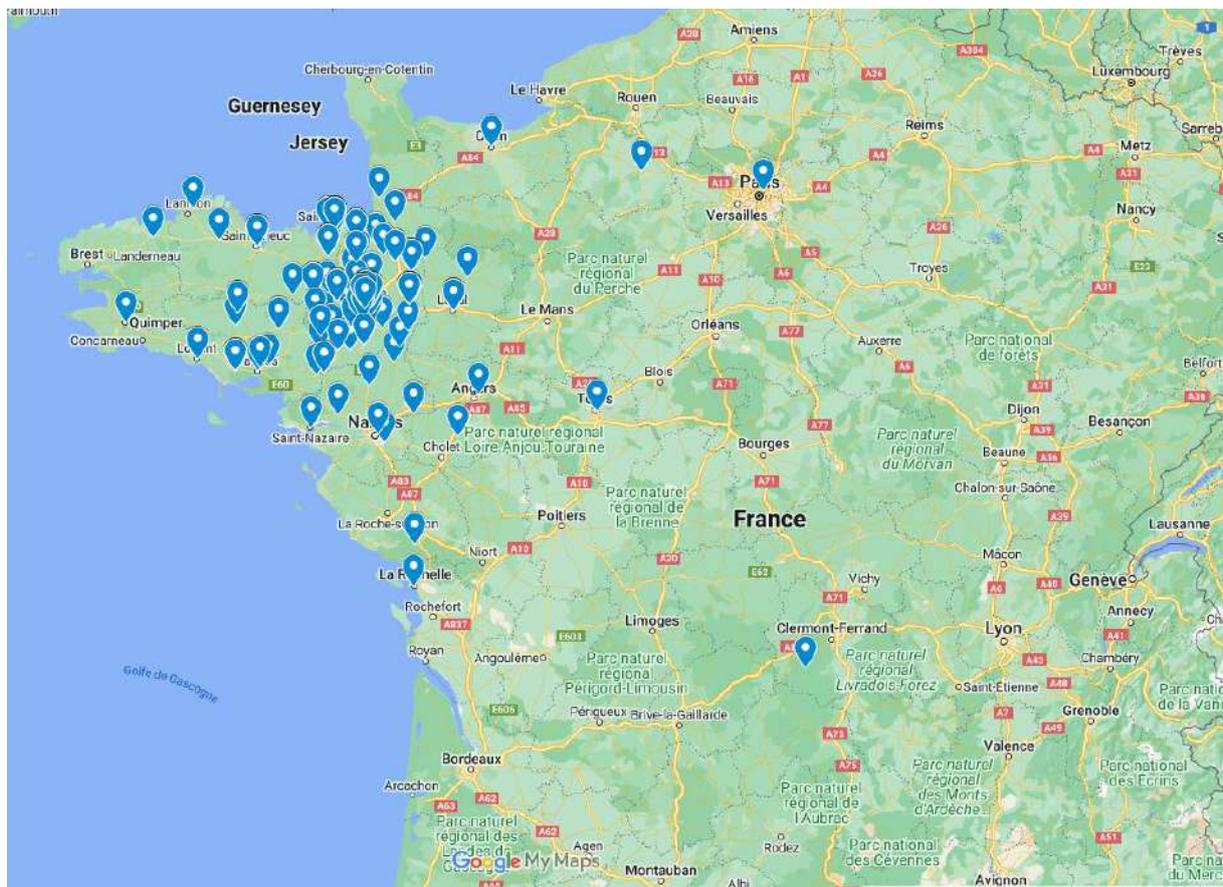
Figure 10 - Ancienneté sur le territoire d'intervention (n=300)



Localisation des répondant.es

Du fait des modes de diffusion du questionnaire en ligne (via les réseaux des membres du groupe de recherche), les répondant.es sont majoritairement issu.es de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine.

Figure 11 - Localisation des répondant.es au questionnaire « professionnel.les »

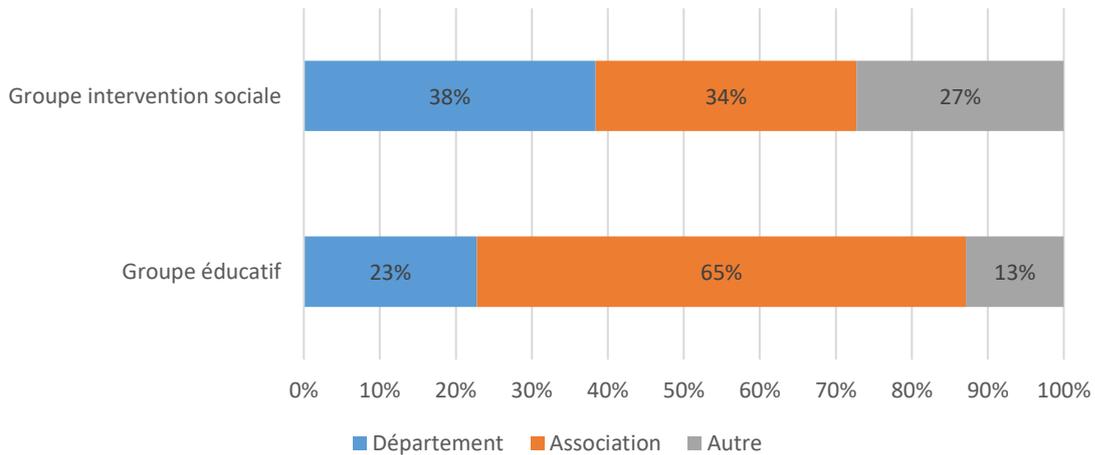


E.Terrier (2024). Réalisation de la carte avec google.map.

Des groupes professionnels et leurs particularités

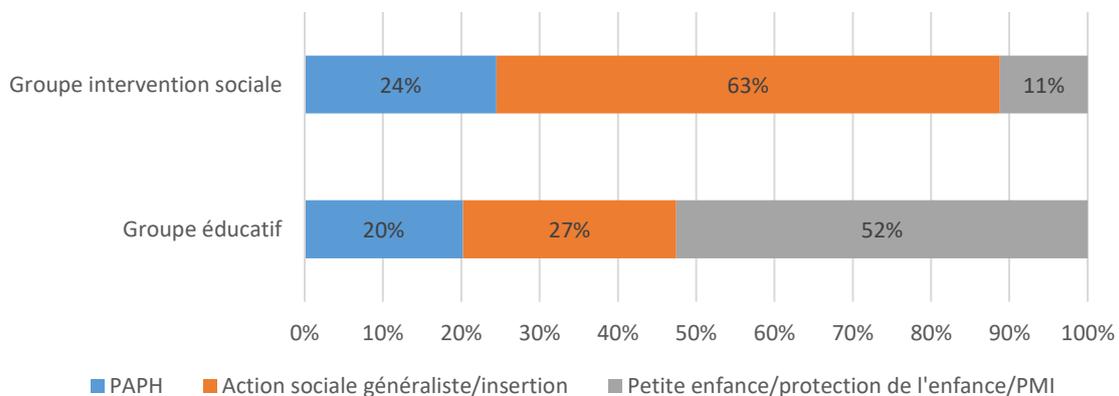
On observe une différence de type de lieu d'exercice selon les groupes professionnels : alors que 65 % des répondant.es du groupe éducatif travaillent dans le milieu associatif, seulement 34% des répondant.es du groupe intervention sociale y travaillent. Ces dernier.es sont plus nombreux.ses à travailler au sein d'un département.

Figure 12 - Les groupes professionnels selon les types de structure (n=300)



Les domaines d'intervention diffèrent également selon les groupes professionnels : alors que les répondant.es du groupe éducatif travaillent majoritairement dans le secteur de la petite enfance/protection de l'enfance (52%), les intervenant.es issu.es du groupe intervention sociale sont davantage dans le secteur de l'action sociale pour accompagner les personnes en difficulté sociale (polyvalence/insertion/précarité).

Figure 13 - Les groupes professionnels selon les domaines d'intervention (n=300)



Les répondant.es issu.es d'un département travaillent plus souvent en milieu rural (52% contre 25% pour le milieu associatif) alors que les intervenant.es de l'échantillon issu.es du

milieu associatif travaillent plus souvent en milieu urbain (58% contre 38% pour les départements).

Les entretiens avec les professionnel.les

L'enquête qualitative s'est déroulée de juillet 2023 à février 2024. Le choix a été fait de réaliser des entretiens individuels plutôt que des entretiens collectifs dans l'objectif de saisir les effets de la trajectoire individuelle sur les manières d'appréhender la question territoriale. Cette modalité non prévue à l'origine du projet a été rendue possible grâce à **l'implication de tous les membres du groupe de recherche dans la réalisation de ces entretiens**. Chacun des membres du groupe a mené entre 1 et 3 entretiens. Au total 21 entretiens ont pu être réalisés.

Les personnes à interviewer ont été sélectionnées à partir d'un échantillonnage défini en lien avec nos hypothèses. Nous souhaitons rencontrer des professionnel.les avec différents profils selon leur formation, le type de territoire d'intervention, le type de structure et le domaine d'intervention (cf. tableau 2). Les membres du groupe de recherche contactaient des personnes de leur réseau correspondant aux critères de l'échantillon. Nous avons comme consigne commune de prendre contact avec des professionnel.les sans *a priori* sur leur manière d'aborder le territoire afin d'éviter le biais qui consisterait à interviewer que des intervenant.es déjà très sensibilisé.es ou engagé.es sur le sujet « territoire ».

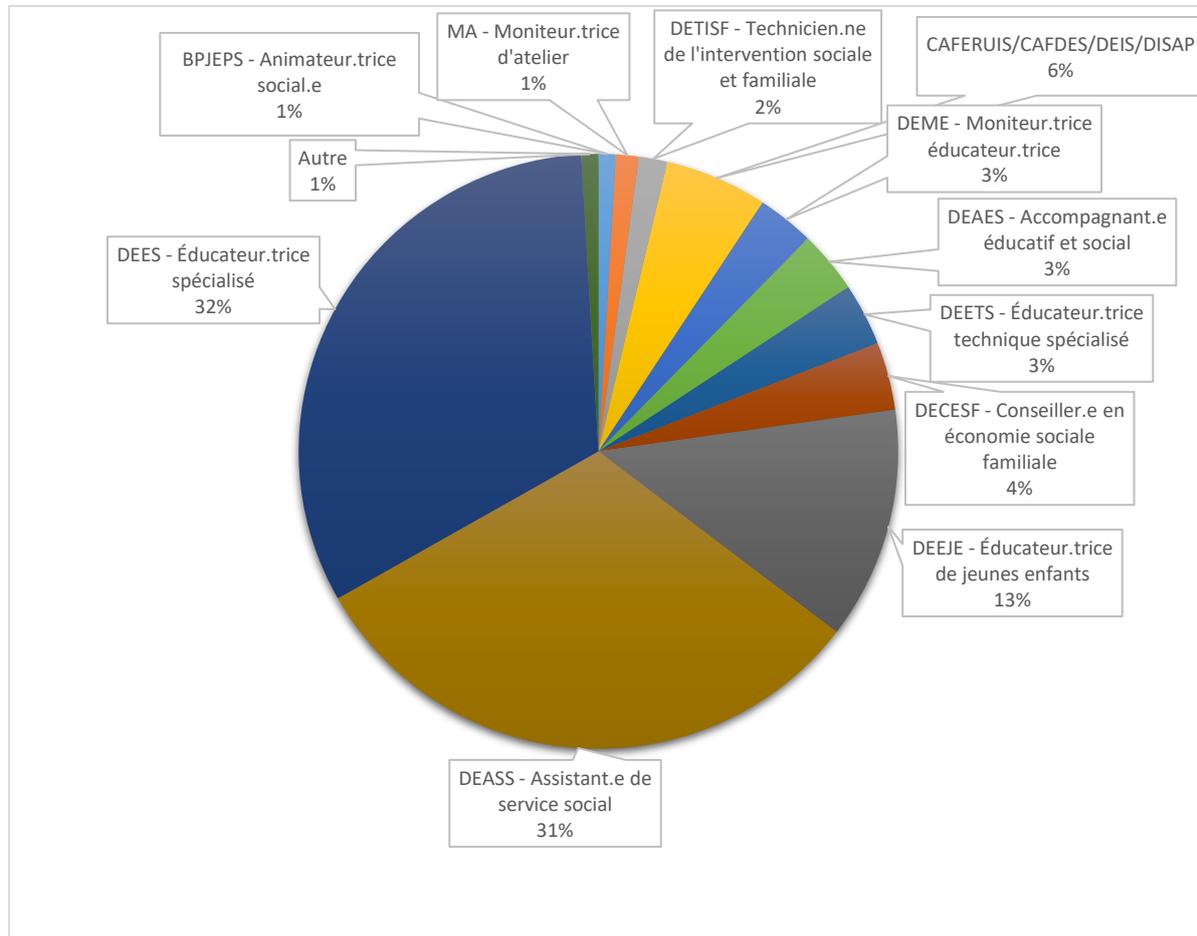
Tous les entretiens ont été retranscrits intégralement par une prestataire et pré-analysés via le logiciel nVivo. Puis plusieurs séances de travail du groupe de recherche ont été dédiées à l'analyse collective de ces entretiens.

Tableau 2 - Les professionnel.les interviewé.es

	Pseudo	Formation	Type territoire	Type Structure	Domaine intervention
1	Agnes	Pôle "animation sociale"	Urbain	Association	Enfance famille
2	Alice	Pôle "intervention sociale"	Rural	Département	Insertion
3	Amélie	Pôle "animation sociale"	Rural	EPCI	Jeunesse
4	Antony	Pôle "éducatif"	Urbain	Association	Insertion
5	Clarisse	Pôle "éducatif"	Urbain	Association	Insertion
6	Cyril	Pôle "éducatif"	Mixte	Association	Insertion
7	Delphine	Pôle "intervention sociale"	Mixte	Hopital	Action sociale spécialisée
8	Emma	Pôle "éducatif"	Urbain	Association	Insertion
9	Estelle	Pôle "éducatif"	Rural	Département	Protection de l'enfance
10	Fabienne	Pôle "intervention sociale"	Rural	Département	PAPH
11	Florence	Pôle "intervention sociale"	Urbain	Département	PAPH
12	Lise	Pôle "éducatif"	Mixte	Département	Protection de l'enfance
13	Luc	Pôle "éducatif"	Mixte	Association	PAPH
14	Maryse	Pôle "intervention sociale"	Rural	Département	Action sociale généraliste
15	Morgane	Pôle "intervention sociale"	Rural	Association	Enfance famille
16	Pauline	Pôle "intervention sociale"	Mixte	Hôpital	Action sociale spécialisée
17	Romain	Pôle "intervention sociale"	Rural	Education nationale	Action sociale spécialisée
18	Sonia	Pôle "éducatif"	Mixte	Association	PAPH
19	Stephanie	Pôle "éducatif"	Urbain	Association	PAPH
20	Thierry	Pôle "intervention sociale"	Urbain	Département	Action sociale généraliste
21	Virginie	Pôle "éducatif"	Rural	Département	Petite enfance

Les étudiant.es enquêté.es

Figure 14 - Diplôme préparé par les étudiant.es enquêté.es (n=332)



L'échantillon étudiant montre une répartition des diplômes assez similaire à celle de la population-mère avec cependant une sur-représentation des étudiant.es ASS (31% des effectifs contre 25% pour Askoria Rennes) et une sous-représentation des étudiant.es ES (32% contre 43% pour Askoria Rennes).

Figure 15 - Pôle de formations des étudiant.es enquêté.es (n=332)

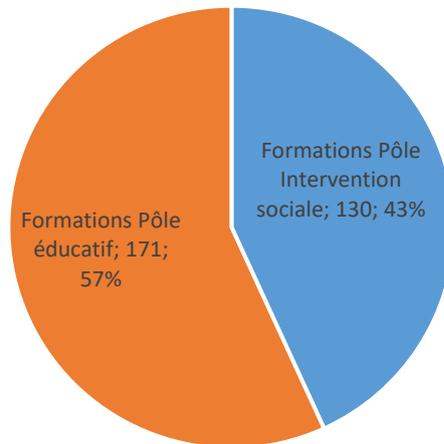


Figure 16 - Année de formation des étudiant.es enquêté.es (n=332)

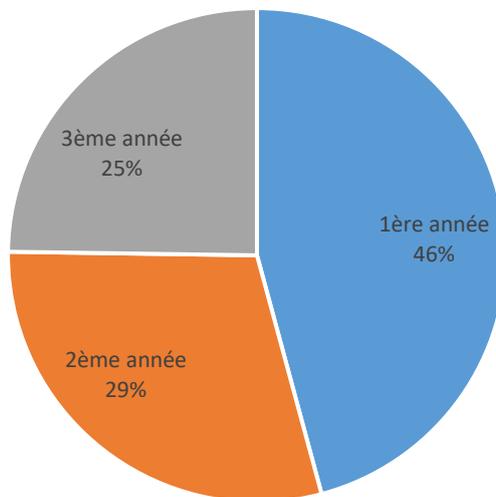
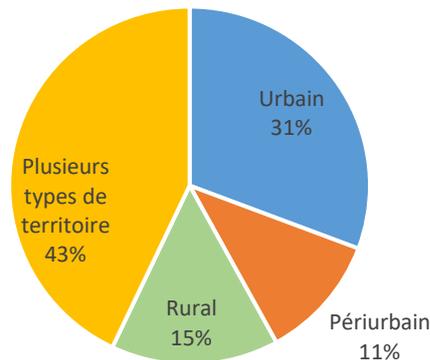


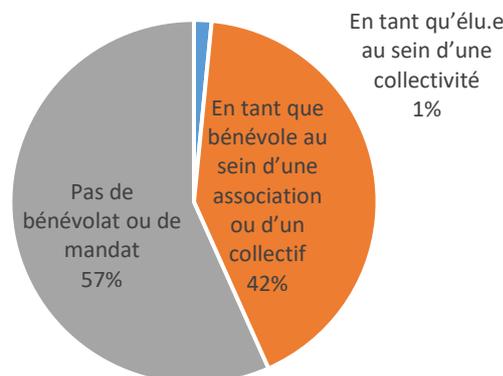
Figure 17 - Type de territoire pendant les stages (n=319)



Les étudiant.es qui ont répondu au questionnaire ont réalisé des stages dans une diversité de types de territoires. Ils.elles ont également eu l’opportunité de travailler au sein de différents types de structures : 65% ont fait un stage dans un département, 55% en association, 26% dans un service social spécialisé (hôpital, éducation nationale, justice, police...), 19% au sein d’une commune ou intercommunalité, 4% au sein d’un opérateur public (CAF, MSA, CARSAT...).

Parmi les étudiant.es qui ont répondu au questionnaire, 42% sont engagé.es en tant que bénévole dans une association ou un collectif. Il n’y a pas de différence significative entre les types de formation sur cette question.

Figure 18 - L'engagement bénévole et/ou politique des étudiant.es en travail social (n=323)



Les entretiens collectifs avec les étudiant.es

Au total neuf étudiant.es en formation ASS (six en troisième année et trois en deuxième année) ont été interviewé.es lors de deux focus-groupes organisés et animés par deux membres du groupe de recherche. Ces focus-groupes ont fait l’objet d’une retranscription synthétique. Les nombreuses initiatives pour mobiliser des étudiant.es en formation ES pour participer à un entretien collectif n’ont pas abouti. Le manque de représentant.es de la formation ES au sein du groupe de recherche explique en partie cette situation.

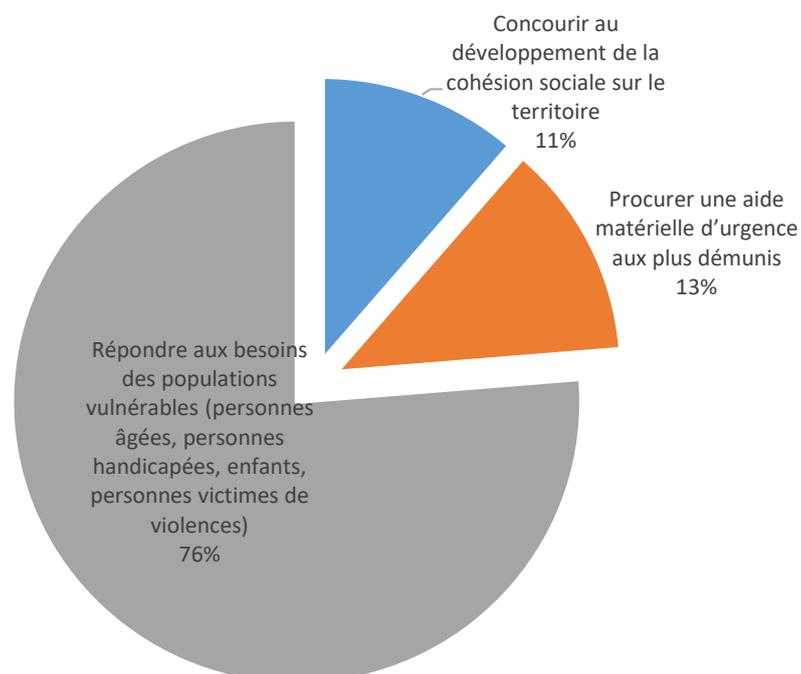
PARTIE 2 – CE QUE SIGNIFIE « PRENDRE EN COMPTE LE TERRITOIRE » POUR LES INTERVENANT.ES

Une approche collective populationnelle de l'action sociale

L'approche collective populationnelle de l'action sociale (Havette et al., 2014) reste majoritaire chez les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales de l'enquête : 76% d'entre eux.elles considèrent que l'action sociale doit répondre aux besoins des populations vulnérables. Le fait de « concourir au développement de la cohésion sociale sur le territoire », objectif qui se rapprocherait le plus d'une approche collective territoriale est cité comme priorité n°1 de l'action sociale par seulement 11 % des enquêté.es.

Pour rappel, dans l'enquête auprès des élu.es et des responsables de l'action sociale des communes et intercommunalités (Askoria/CD 35, 2021)¹², 35% des répondant.es avaient classé l'approche collective territoriale comme priorité de l'action sociale. Les réponses à cette question confirment le décalage de perception entre les différents types d'acteurs du social vis-à-vis de la place donnée à l'approche territoriale au sein de l'action sociale. Ceci dit, même si les intervenant.es de terrain définissent d'abord l'action sociale par l'objectif d'aider les personnes vulnérables, cela ne veut pas dire qu'ils.elles ne donnent pas d'importance au « territoire ».

Figure 19 - La priorité (classée en position 1) de l'action sociale selon les intervenant.es (n= 300)



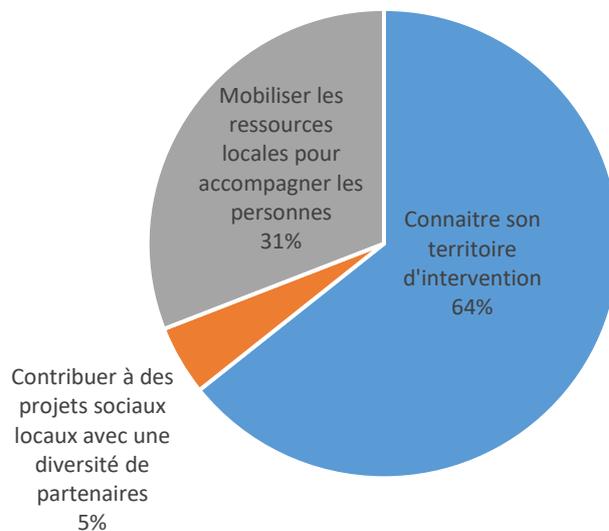
¹² Groupe de recherche « Gouvernance territoriale du social » sous la coordination d'Eugénie TERRIER, Le rôle de chef de file du Département et les modes de coopération avec les acteurs communaux, Rapport de recherche-action, Convention Askoria-Département d'Ille-et-Vilaine, 2021

https://www.askoria.eu/voy_content/uploads/2024/04/RA_Gouv_Terr_Social_Rapport_Final_210115.pdf

Prendre en compte le territoire, c'est d'abord le connaitre

64 % des répondant.es considèrent que prendre en compte le territoire dans le cadre du travail social, c'est d'abord connaitre son territoire d'intervention. La mobilisation des ressources locales et la contribution à des projets sociaux locaux arrivent en seconde et troisième position.

Figure 20 - Prendre en compte le territoire dans le cadre du travail social, c'est d'abord pour vous : (Classez les réponses suivantes de la plus importante à la moins importante) / n=300

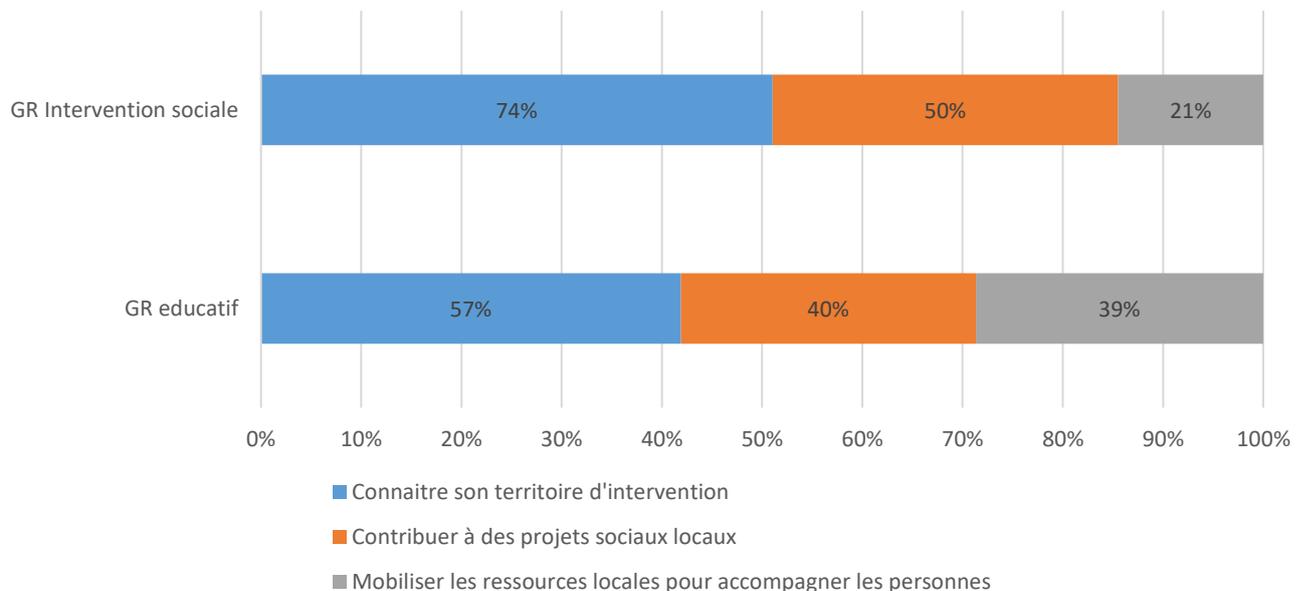


NB : attention, il s'agissait d'une question où les intervenant.es étaient invité.es à classer les trois propositions de réponses de 1 à 3. 62 % des répondant.es classent en seconde position « mobiliser les ressources locales ». 76 % des répondants classent en troisième position « contribuer à des projets locaux avec une diversité de partenaires »

Une signification du « territoire » qui diffère selon les groupes professionnels

Les enquêté.es du pôle « intervention sociale » sont plus nombreux.es à considérer que les intervenant.es du pôle « éducatif » que la prise en compte du territoire passe d'abord par le fait de le connaître : 74 % contre 57 %. Les autres variables (domaine d'intervention, type d'institution, type de territoire, ancienneté) n'ont pas d'incidence significative sur la réponse à cette question.

Figure 21 – La prise en compte du territoire selon les groupes professionnels (n=300)



Prendre en compte les besoins, les habitudes de vie et de mobilité des habitant.es

Les entretiens permettent de mieux comprendre ce que les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales mettent derrière la connaissance de leur territoire. Une majorité des interviewé.es (18/21) considère que prendre en compte le territoire, c'est **prendre en compte les besoins et les habitudes de vie des habitants. Le territoire est donc d'abord associé par les professionnel.les aux personnes qui y vivent.**

AGNES : Donc, du coup, avant tout il est humain, parce que c'est les gens qui font le territoire. Donc on part de leurs besoins, de leurs envies, et, et on crée avec eux. En tout cas, dans les centres sociaux on dit qu'on fait avec et pas pour. On essaie, tant qu'on peut. Donc on part, voilà, on part des gens (Animation sociale, urbain, association, enfance-famille).

CLARISSE : Quand je prends en compte mon territoire, c'est d'abord les habitants, les jeunes que je rencontre dans la rue, parce que nous on va à la rencontre des jeunes (Educatif, urbain, association, insertion).

VIRGINIE : Déjà avoir une connaissance des familles qu'on peut rencontrer sur le territoire. Enfin des familles ou des personnes. Des, des besoins (Educatif, rural, département, petite enfance).

Beaucoup de professionnel.les, particulièrement en milieu rural (mais pas exclusivement), associent la question du territoire au sujet des **mobilités des habitants et de l'offre de transport**.

ALICE : Tu vois, je pense à des personnes qui habitent, je pense des fois à des mères seules qui habitent dans une petite commune, qu'ont pas de moyen de locomotion, voilà tu travailles pas, tu travailles différemment, en fait, qu'avec une, avec des personnes qui habitent à, qu'ont peut-être pas de moyens de locomotion mais qui peuvent faire tout à pied, quoi (Intervention sociale, rural, département, insertion).

AMELIE : Prendre en compte le territoire. Par rapport à moi, je dirais que c'est prendre en compte la mobilité de mes publics (Animation sociale, rural, EPCI, jeunesse).

LISE : La considération du territoire, c'est par exemple là, sur la couronne rennaise Est, y a des disparités en termes de transports en commun, de est-ce que c'est bien desservi ou pas. Donc le temps de trajet pour les gens, de venir à un rendez-vous, ce que ça représente pour eux. Des choses très concrètes, toutes bêtes, mais auxquelles il faut qu'on soit des fois vigilant (Educatif, mixte, département, protection de l'enfance).

DELPHINE : C'est de connaître un petit peu les infrastructures, connaître un petit peu aussi la logique des familles. De savoir que par exemple, St P, qui est sur notre intersecteur, va plus facilement à St M* qu'à D*, que de l'autre côté, que sur Rennes, pour les hôpitaux. Alors qu'on pourrait dire qu'ils sont à la moitié, on pourrait imaginer qu'ils aillent assez facilement sur Rennes. (...) C'est de prendre en compte autant les infrastructures qui existent (...) que la vision des gens qui y habitent. (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée)*

Connaitre les structures/services à proximité et travailler avec les partenaires du territoire

Pour de nombreux.ses professionnel.les interrogé.es (17/21), prendre en compte le territoire, **c'est connaitre les services présents à proximité** et travailler en **partenariat** avec les acteurs locaux pour pouvoir orienter les personnes.

EMMA : Prendre en compte le territoire, c'est d'une manière globale prendre en compte les différentes institutions qui existent, les différentes, les différents partenaires (Educatif, urbain, association, insertion).

FABIENNE : Alors, prendre en compte le territoire, pour moi c'est déjà répertorier les services disponibles pour les habitants, enfin comme ressources pour eux. Enfin, parce que le but c'est qu'au-delà de notre action ils puissent avoir un relais local pour trouver des solutions à leur problématique (Intervention sociale, rural, département, PAPH).

LISE : Mais après oui, prendre en compte le territoire c'est comment il est desservi au niveau des services publics, au niveau des administrations, au niveau des ressources vers lesquelles on peut orienter aussi les gens, des fois, voilà (Educatif, mixte, département, protection de l'enfance).

Prendre en compte les politiques locales

Plusieurs professionnel.les interrogé.es (7/21) disent prendre en compte les **politiques locales, particulièrement celles menées par les communes**

CYRIL : Alors prendre en compte le territoire c'est connaître un peu tout le maillage associatif qui peut être dedans, connaître un peu les politiques publiques qui s'appliquent (Educatif, mixte, association, insertion)

VIRGINIE : Avoir une connaissance des, du tissu partenarial, donc des structures existantes. Je parlais tout à l'heure des médiathèques, mais y a aussi les piscines, les ludothèques, des associations des territoires, des politiques qui sont engagées. Parce que la bougeothèque, par exemple, c'est aussi un engagement des politiques pour développer certaines structures (Educatif, rural, département, petite enfance).

En revanche, pendant les entretiens, peu de travailleur.euses sociaux.ales associent la prise en compte du territoire avec la connaissance des statistiques locales (3/21).

CE QUE SIGNIFIE « PRENDRE EN COMPTE LE TERRITOIRE » POUR LES INTERVENANT.ES

CE QU'IL FAUT RETENIR

Même si les intervenant.es montrent une approche de l'action sociale résolument tournée vers l'accompagnement des populations vulnérables, les questions liées au territoire représentent un sujet central au sein de leurs pratiques.

Pour les intervenant.es enquêté.es, prendre en compte le territoire, c'est d'abord apprendre à le connaître. Alors que l'approche territoriale est plutôt associée aux notions de travail en réseau, de partenariat et de diagnostics de territoire dans les référentiels de formation, les travailleurs sociaux et travailleuses sociales interrogé.es sont nombreux.ses à considérer le territoire d'abord à partir des besoins, des habitudes et des mobilités des personnes qu'ils.elles accompagnent. Cependant, la connaissance des services et des partenaires présents sur le territoire pour mieux orienter et accompagner les personnes représente également un enjeu considérable pour les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales.

PARTIE 3 - CONNAITRE SON TERRITOIRE D'INTERVENTION

Les thématiques privilégiées pour présenter son territoire

Les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales étaient invité.es en début d'entretien à présenter en quelques mots leur territoire d'intervention. Cette présentation commence très souvent par une **localisation du secteur d'intervention** qui s'appuie sur le nom des communes ou des communautés de communes concernées ou sur les secteurs institutionnels. La **dimension administrative** représente donc une première base pour délimiter son territoire d'intervention. Pour d'autres, la délimitation du territoire d'intervention est plus floue car elle est définie par les lieux de résidence des personnes accompagnées. C'est par exemple particulièrement le cas des intervenant.es du service social hospitalier, de l'éducation nationale ou encore dans des services comme les SESSAD.

PAULINE : Donc c'est un territoire qui est assez large. Et on va au-delà par, avec les patients qui viennent de, d'un territoire extérieur (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée)

ROMAIN : Il se trouve que j'ajoute à ça que mon territoire est beaucoup plus large, parce que j'ai aussi un internat de collège. Donc, quand je bosse avec mon partenaire département, c'est le département, voire d'autres départements (Intervention sociale, rural, éducation nationale, action sociale spécialisée)

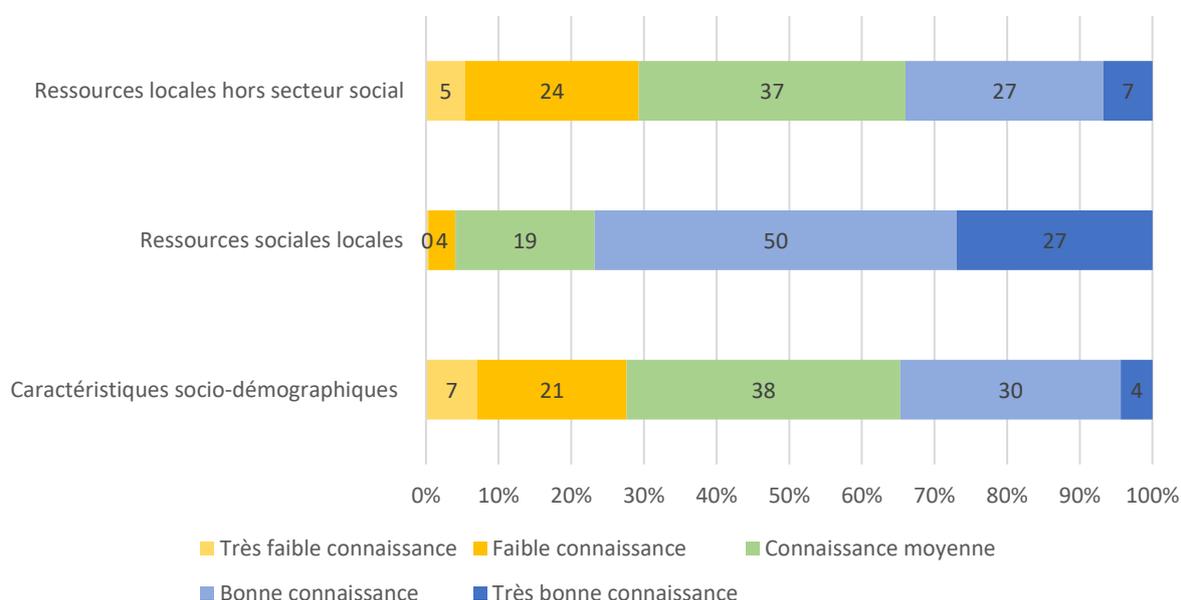
SONIA : Enfin voilà, c'est vraiment en fonction de, du territoire du jeune quand on, quand on l'admet au niveau du SESSAD (Éducatif, mixte, association, PAPH)

Puis les intervenant.es décrivent souvent le **type de territoire**, s'il est plutôt urbain, rural ou s'il appartient à une couronne périurbaine. Le **profil socio-culturel** des habitants, l'offre de transports et les questions liées à la **mobilité** des personnes ainsi que les **services** présents sur le territoire font partie des thématiques les plus mises en avant par les professionnel.les quand ils.elles présentent leur territoire d'intervention.

Une connaissance des caractéristiques socio-démographiques du territoire variable selon les métiers et l'ancienneté

Les résultats du questionnaire montrent que **les intervenant.es sociaux.ales considèrent mieux connaître les ressources locales en lien avec le secteur social que les caractéristiques socio-démographiques de leur territoire**. 77 % des répondant.es considèrent avoir une très bonne connaissance ou une bonne connaissance des ressources locales du secteur social sur leur territoire d'intervention. Ils ne sont en revanche que 34% à considérer avoir une bonne ou très bonne connaissance des caractéristiques socio-démographiques de leur territoire d'intervention.

Figure 22 - Globalement, comment évaluez-vous votre connaissance des thématiques suivantes sur votre territoire d'intervention ? (n=300)



Les entretiens confirment le fait que **les professionnel.les ont plus souvent une connaissance centrée sur leur secteur d'intervention**. Ils sont plusieurs à considérer qu'ils.elles ont encore beaucoup de choses à apprendre au sujet de leur territoire. Le fait que certaines parties du territoire sont moins explorées et donc moins connues est également régulièrement mis en avant par les professionnel.les.

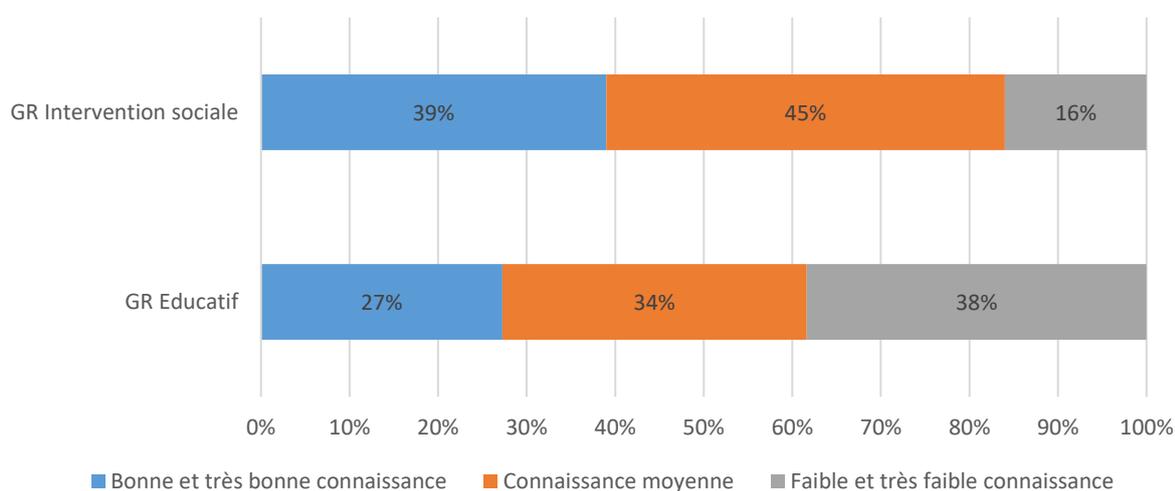
MARYSE : Ce que je connais le moins, c'est, je saurais pas dire quelle entreprise recrute, par exemple. Mais là, en fait, c'est pas trop mon domaine (Intervention sociale, rural, département, action sociale généraliste)

CLARISSE : Je pense que je le connais bien mais que j'ai encore plein de choses à apprendre. Et, et puis que je suis sûre y a plein, y a peut-être des associations qu'on connaît pas encore sur le quartier. Y a, y a des endroits où on passe le moins, alors que il faudrait qu'on passe un peu plus, pour voir si y a des habitants, des jeunes qui auraient besoin de, de notre aide (Educatif, urbain, association, insertion)

MORGANE : C'est des secteurs qui sont beaucoup moins détectés en termes de prévention. Que ça soit en protection de l'enfance, mais aussi en services à la personne. Parce que c'est des personnes souvent qui sont, même en secteur très rural, qui n'ont pas forcément les moyens de se déplacer, etc. (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

Le croisement des données montre **un effet de la variable « groupe professionnel » sur le sentiment de bien connaître ou pas les caractéristiques socio-démographiques de son territoire d'intervention**. 38% des professionnel.les du groupe « éducatif » considèrent avoir une faible ou très faible connaissance des caractéristiques socio-démographiques de leur territoire d'intervention contre seulement 16% du groupe « intervention sociale ». En revanche, on n'observe pas de différence significative en ce qui concerne la connaissance des ressources sociales locales.

Figure 23 - Globalement, comment évaluez-vous votre connaissance des thématiques suivantes sur votre territoire d'intervention ? (Caractéristiques socio-démographiques)



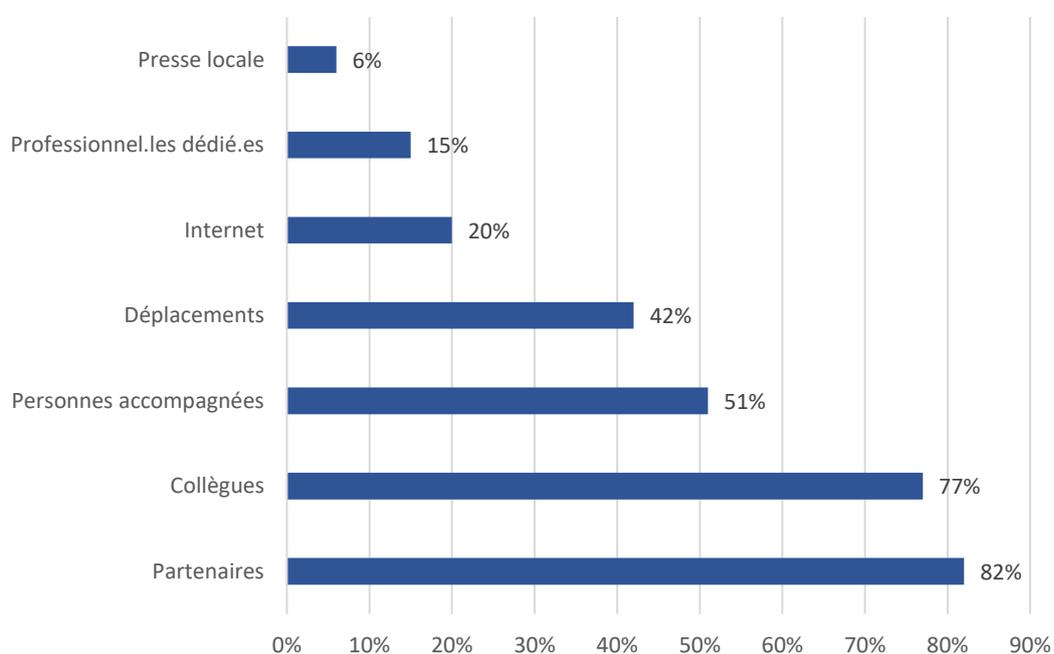
L'ancienneté sur le territoire représente bien un facteur de connaissance (ou du sentiment de bien connaître) des caractéristiques socio-démographiques de son territoire : 47% des professionnel.les qui sont sur leur territoire depuis plus de 5 ans disent avoir une bonne ou très bonne connaissance contre 17% de professionnel.les présent.es sur leur territoire depuis moins d'un an.

Les sources de connaissance du territoire

Les collègues et les partenaires comme principales sources de connaissance du territoire d'intervention

Les résultats au questionnaire montrent que **les deux principales sources de connaissance du territoire pour les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales sont les partenaires et les collègues**. 82% des répondant.es disent que les partenaires sont des ressources/sources d'informations pour mieux connaître leur territoire d'intervention et 77% nomment les collègues.

Figure 24 - Quelles sont les ressources/sources d'information qui vous permettent d'approfondir la connaissance de votre territoire ? (3 réponses possibles) (n = 300)



Comme dans les réponses au questionnaire, les échanges avec les collègues (12/21) et les partenaires (11/21) sont cités par les intervenant.es interviewé.es comme les principaux moyens de mieux connaître leur territoire d'intervention, **de manière informelle lors de discussions, en réunion d'équipe, en réunion partenariale ou aussi dans le cadre de certains dispositifs** (territoire d'éducation rurale, programme de réussite éducative, politique de la ville, réunion de coordination au sein des CLIC, etc.).

Des moments-clef sont également cités comme des opportunités de parler du territoire : l'accueil de nouveaux collègues, de stagiaires, à l'occasion d'une formation ou d'un projet d'équipement partenarial.

LISE : Ce qui m'aide à connaître le territoire c'est ça, c'est le bouche à oreille, les collègues, les échanges, donc les temps dédiés à ces rencontres, aussi, que ce soit en interne ou en externe, avec des partenaires extérieurs (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

VIRGINIE : Lors des réunions autour de projets. Donc là (...) sur la bougeothèque dont je vous parlais tout à l'heure. Sur C, les ateliers sur le diagnostic de territoire, mais aussi quand on a des projets communs. La Petite Enfance en Fête, la, le LAEP. C'est des espaces autour de projets où on fait commun, en fait (Éducatif, rural, département, petite-enfance)*

CLARISSE : Souvent on dit quand t'arrives en Prév il faut un an pour que tu t'adaptes au territoire. Et c'est vrai que vu, comme je te disais, là, j'ai eu la chance d'arriver en stage, donc on a pris le temps de me faire faire le tour du, du territoire, bien le délimiter, le regarder sur une carte, de savoir où est tel partenaire (Educatif, urbain, association, insertion)

Les encadrant.es cité.es comme des soutiens pour mieux connaître son territoire

Plusieurs intervenant.es (8/21) citent comme soutiens pour mieux connaître leur territoire leur responsable d'équipe ou aussi d'autres types de métiers comme les conseiller.es techniques et les chargés de développement social local.

ANTONY : J'ai pu le vivre, ça, (...) avec un chef de service, quand j'étais éducateur technique. Alors oui, on était très centré sur les besoins des jeunes, etc. Mais ce temps d'équipe chaque semaine, en fait, quand on faisait de l'échange sur la situation des jeunes qu'on avait, ce chef de service qui était quand même très pertinent, avait cette boîte à outils. Et en fonction de ce que nous on pouvait ramener, il nous obligeait pas, mais il nous disait vous avez ça, ça, ça. Et donc après, c'était à nous d'aller chercher la ressource qui nous intéressait le plus (Éducatif, urbain, association, insertion)

ROMAIN : On a aussi l'avantage, dans l'organisation de notre service, d'avoir des conseillers techniques de coordination. Et nos conseillers techniques ont pour de prendre un peu la charge, justement, du, de la présence sur les instances partenariales, les grandes instances partenariales, et nous en faire retour. Et je dois reconnaître que ma collègue sur le territoire fougerais est là depuis très longtemps, elle le connaît très bien et elle nous a facilité l'accès à plein de choses. Et elle mobilise beaucoup de rencontres (Intervention sociale, rural, éducation nationale, action sociale spécialisée)

STEPHANIE : On a des cadres socio-éducatifs, des cadres de santé, cadres supérieurs, une directrice. Voilà, on peut aussi un peu mieux connaître toutes les demandes du territoire par le biais des réunions institutionnelles, qui sont faites dans les établissements, et qui permettent justement d'avoir toutes les infos sans entendre forcément les bruits de couloirs qui circulent sur tous les établissements (Éducatif, urbain, association, PAPH)

Avoir de l'expérience sur le territoire comme levier de connaissance

La majorité des répondant.es au questionnaire pense qu'il faut environ deux ans pour bien connaître son territoire d'intervention. Pendant les entretiens, plusieurs intervenant.es (9/21) citent l'expérience sur le territoire comme un élément qui facilite la connaissance du territoire d'intervention. Dans le même ordre d'idées, **le fait d'habiter sur son territoire d'intervention est présenté par plusieurs interviewé.es comme facilitant pour mieux connaître son territoire.**

ROMAIN : Alors, je pense que je connais pas trop mal maintenant mon territoire. Je suis avantagé sur une partie du territoire, c'est la partie P, sur laquelle je travaille depuis au final un peu moins longtemps. Je crois que je fais ma troisième, oui c'est ça, ma troisième rentrée à P*. Mais il se trouve que c'est un territoire que je connais de longue date, pour y avoir exercé en associatif sur d'autres choses (Intervention sociale, rural, éducation nationale, action sociale spécialisée)*

ESTELLE : Ah oui. Oui. Ah oui, pour moi c'est, enfin je, je vois bien par rapport à mes collègues qui n'habitent pas le secteur, que c'est un plus, finalement. Parce que, j'ai les infos en direct, enfin quand on est habitant dans le territoire, on a effectivement des infos qui nous arrivent dans la boîte aux lettres (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

MORGANE : Oui. Un secteur aussi que je connaissais, parce que j'habitais pas loin, enfin j'ai grandi pas loin, en fait (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

DELPHINE : Ce qui m'aide, je pense que... Ça fait un petit bout de temps que je suis sur le poste, donc je suis aussi un peu repérée (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée)

Autres leviers pour mieux connaître son territoire

Les déplacements sur le territoire sont également présentés par les intervenant.es (42% des répondant.es au questionnaire) comme des moyens d'approfondir leur connaissance du territoire (via par exemple les visites à domicile, ou en faisant un « tour du territoire »)

AGNES : Alors, quand je suis arrivée dans les centres sociaux y a 16 ans, mon directeur m'a invité de venir à vélo au boulot, et on a fait tous les quartiers à vélo. Donc, en tout cas moi j'avais besoin physiquement de, de connaître le quartier, à quoi il ressemble, les rues, l'implantation des écoles, des partenaires. Donc, pour moi bien connaître son territoire c'est, si je ferme les yeux je peux, je peux vous dire où est-ce qu'est telle école (Animation sociale, urbain, association, enfance-famille)

FLORENCE : Voilà, les, les rencontres, les accompagnements que je fais sont strictement en visites à domicile. Donc je vais vers le territoire. Ce qui, ce qui permet que, enfin voilà, ce qui m'a permis de découvrir, d'avoir les repères, les repères géographiques, les repères (Intervention sociale, urbain, département, PAPH)

Les échanges avec les personnes accompagnées permettent aussi selon plusieurs professionnel.les de mieux connaître leur territoire (51% des répondant.es au questionnaire).

CLARISSE : Oui. Et puis je pense aussi, le petit ajout, c'est en discutant avec les habitants.(...) T'apprends des choses sur ce qui s'est passé y a quelques années. T'es en train de monter un projet, mais en fait on te dit y a 6 ans ils ont tenté de faire ça, mais ça a pas marché (Éducatif, urbain, association, insertion)

VIRGINIE : Et ensuite, dans mon quotidien c'est aussi ce que les familles nous en disent, de leur territoire. Parce que nous on a notre regard professionnel, mais c'est aussi les habitants qui nous permettent de mieux connaître où on travaille (Éducatif, rural, département, petite enfance)

Enfin, **les réseaux sociaux** sont cités par plusieurs professionnel.les. La presse locale est moins citée et semble davantage être une source d'information pour les plus ancien.nes

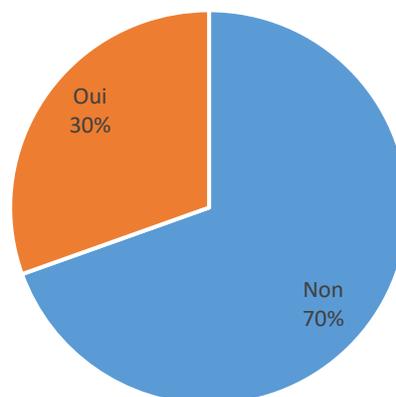
ANTONY : Y a aussi tout ce qui est, on n'a pas parlé des réseaux, mais les réseaux sociaux, en fait, sont une vraie mine d'informations, de possibilités, d'idées, au-delà de la recherche classique, en fait. Je trouve que ça c'est vraiment un bonus, en fait, dans notre vie d'aujourd'hui, de travailleurs sociaux, oui. Et c'est une possibilité pour moi d'apprendre, en fait, plus de choses sur le territoire (Éducatif, urbain, association, insertion)

MORGANE : Et sur, sur des messages, enfin des messages WhatsApp, etc. En disant ah j'ai vu une affiche là, ou la collègue elle prend en photo et en, et envoyée aux collègues. Ce qui permet de savoir ce qui se passe sur le territoire. Et d'atteindre le plus, le plus vite possible (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

Une faible participation aux diagnostics de territoire

Les résultats au questionnaire montrent que les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales ont assez **peu l'occasion de participer à des diagnostics de territoire**. Seul.es 30% répondent avoir eu l'opportunité d'y participer (durant les quatre dernières années écoulées).

Figure 25 - Depuis 4 ans, avez-vous eu l'opportunité de participer à une démarche de diagnostic de territoire ou d'analyse des besoins sur votre territoire ? (n = 300)



Parmi les professionnel.les qui ont eu l'opportunité de participer à un diagnostic de territoire, 63% l'ont fait lors d'une réunion partenariale, 33% lors de la préparation d'une action collective et 25% lors d'une réunion de service. 25% de ceux qui ont contribué à un diagnostic de territoire citent d'autres occasions :

- Accueil d'un.e étudiant.e (stage).
- Travail de recherche d'un groupe d'étudiant.es
- Lors d'une formation
- ABS CCAS ou de la communauté de communes

- Rapports d'activités
- Contrat local de santé
- Diagnostics de territoire Contrat de Ville
- Elaboration/renouvellement Projet Social
- Actualisation schéma départemental autonomie
- Évaluation interne

Les professionnel.les expliquent pendant les entretiens qu'il y a peu de temps dédiés au diagnostic de territoire au sein de leur équipe. Beaucoup d'intervenant.es interrogé.es expliquent qu'ils.elles n'ont jamais participé à des diagnostic de territoire. Les échanges entre professionnel.les au sujet du territoire sont davantage présents dans les moments informels ou sinon lors de réunions partenariales. Seuls cinq professionnel.les sur 21 disent avoir participé à des moments formalisés de diagnostics.

ENQUETEUR.TRICE : Il n'y a pas de temps officiel ?

ALICE : Non. Non, non.

ENQUETEUR.TRICE : Même dans les réunions, service social, insertion, où tu es ?

ALICE : Oui, oui. On n'est pas forcément, on est sur les actualités du quotidien, les évolutions du, je sais pas, l'action sociale, voilà, ce genre de choses, quoi (Intervention sociale, rural, département, insertion)

MORGANE : Oui, plus en temps informel, où on peut se dire qu'y a tel, tel évènement, telle chose sur le territoire, oui. Sur le repas, plus sur nos discussions, etc (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

AMELIE : Comme des réunions qu'il peut y avoir, par exemple dans le, ce qu'organise Julie au niveau du département, tu vois, des choses un petit peu institutionnalisées comme ça, où chacun peut échanger sur ce qu'il fait, sur sa pratique, sur ce qu'il aimerait ... Enfin voilà, des choses comme ça (Animation sociale, rural, EPCI, jeunesse)

VIRGINIE : Les, les projets politiques qui sont engagés, peut-être. Je suis plus éloignée de ça. Même si je, je suis vigilante à y participer quand on a des propositions. Sur C y a eu le diagnostic territorial qui a été fait. On a eu la possibilité d'aller à des groupes de travail. Du coup, là j'y suis allée, mais, et aussi pour, dans le souci, alors dans le souci de, de moi me tenir informée et me mettre à jour, et puis pouvoir voir où les politiques veulent, veulent aller, se réorienter. Mais aussi dans l'idée de faire remonter en fait les besoins qui sont repérés auprès, dans le CDAS (Éducatif, rural, département, petite enfance)*

On observe un **effet de la variable « groupe professionnel » sur le degré de participation à une démarche de diagnostic** : 34% des professionnel.les du groupe « Intervention sociale » ont participé à un diagnostic contre 23% des professionnel.les du groupe « éducatif ».

On observe également un **effet du domaine d'intervention** : 46 % des professionnel.les exerçant dans le secteur de l'action sociale généraliste ont participé à une démarche de diagnostic depuis 4 ans contre 25% des professionnel.les du secteur de l'insertion et 23% des professionnel.les du secteur de la petite enfance/protection de l'enfance/PMI.

Figure 26 – Effet de la variable « groupe professionnel » sur la participation à une démarche de diagnostic de territoire (n=292 ; p = 0,057)

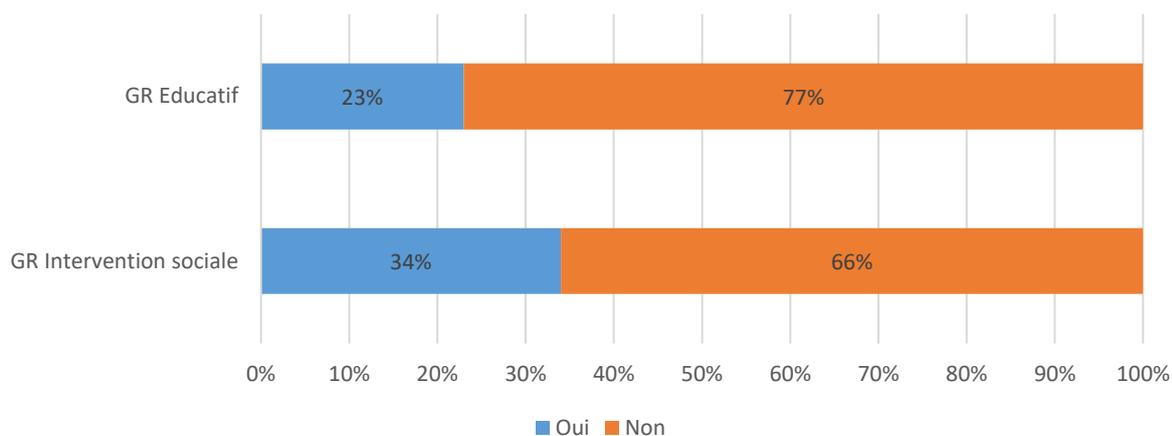
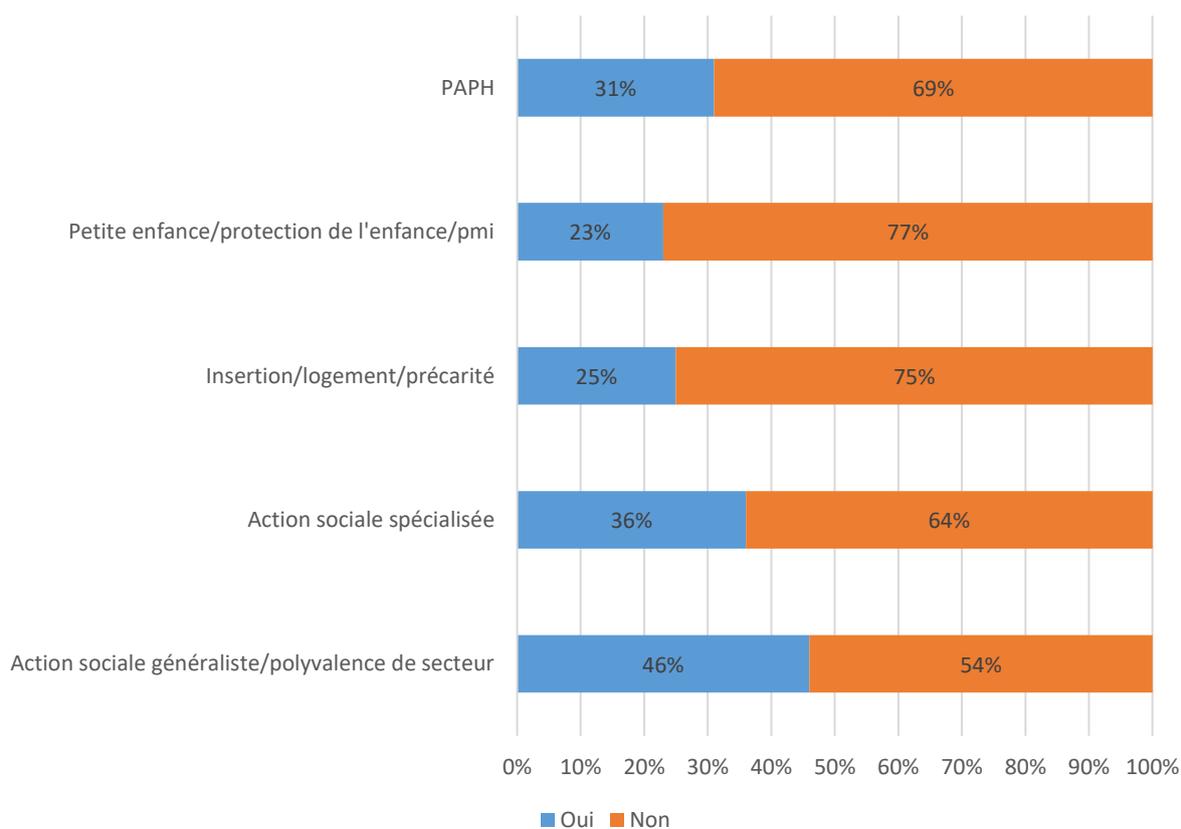


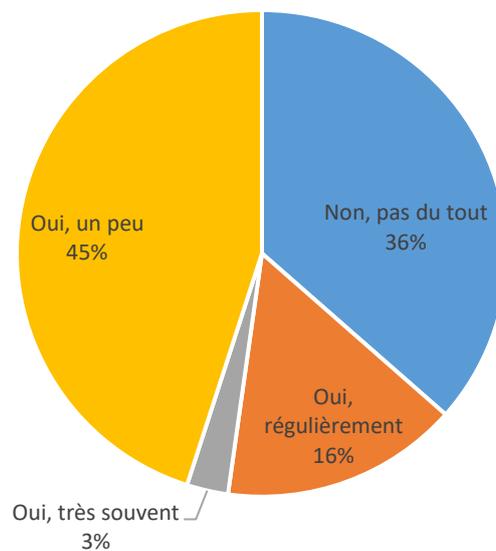
Figure 27 - Effet de la variable « secteur d'intervention » sur la participation à une démarche de diagnostic de territoire (n = 292 ; p = 0,098)



Une prise de connaissance des statistiques variable selon les contextes et les individus

Même si la participation effective aux diagnostics est assez faible, les résultats au questionnaire montrent que 64% des professionnels de terrain ont eu l'occasion de prendre connaissance des données statistiques sociales, démographiques ou économiques sur leur territoire d'intervention.

Figure 28 - Depuis 4 ans, avez-vous eu l'occasion de prendre connaissance des données statistiques sociales, démographiques voire économiques qui concernent votre territoire d'intervention ? (n=300)



Les résultats au questionnaire montrent **une prise de connaissance des statistiques plus importante dans le secteur de l'intervention sociale généraliste (92%) et au sein des départements (80%).**

Figure 29 – Prise de connaissance des statistiques selon le type de structure

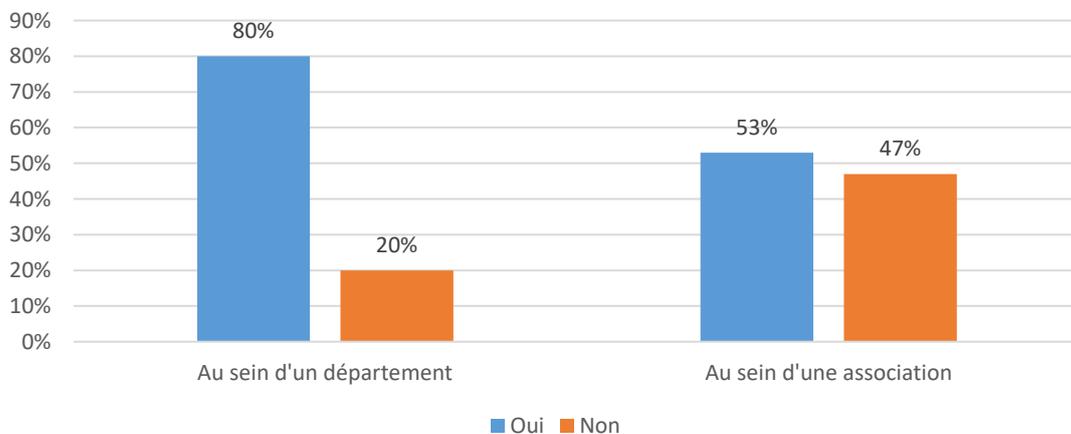
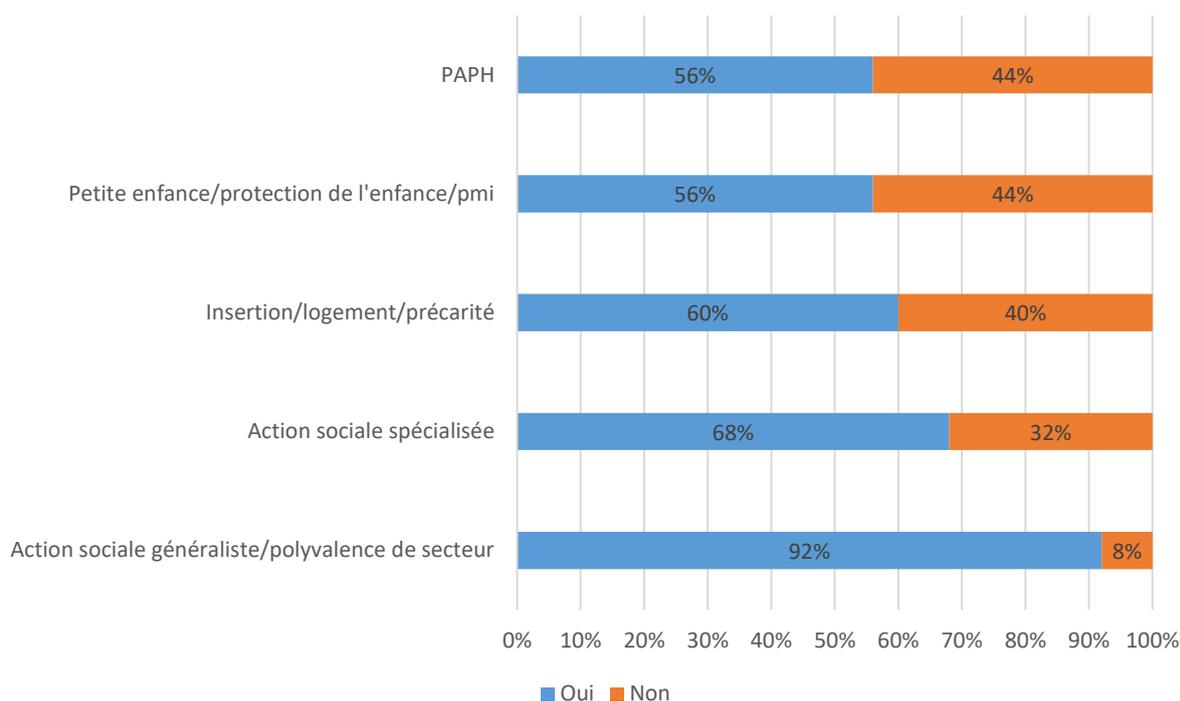


Figure 30 – Prise de connaissance des statistiques selon le secteur d'intervention



Les entretiens montrent **un intérêt variable pour les chiffres selon les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales**. Une majorité de professionnel.les (10) exprime un certain intérêt pour connaître les chiffres au sujet de leur territoire d'intervention. En revanche, certain.es (6) disent ne pas être très intéressé.es par les données statistiques.

ROMAIN : Je vais aller chercher, je profite de l'accueil des stagiaires pour leur demander d'aller chercher, souvent, sur les CCAS, les analyses des besoins sociaux quand elles ont eu lieu. Parce que eux, ça va leur servir directement, mais moi ça me permet de réactualiser, aussi, mes, mes informations, mes données (Intervention sociale, rural, éducation nationale, action sociale spécialisée)

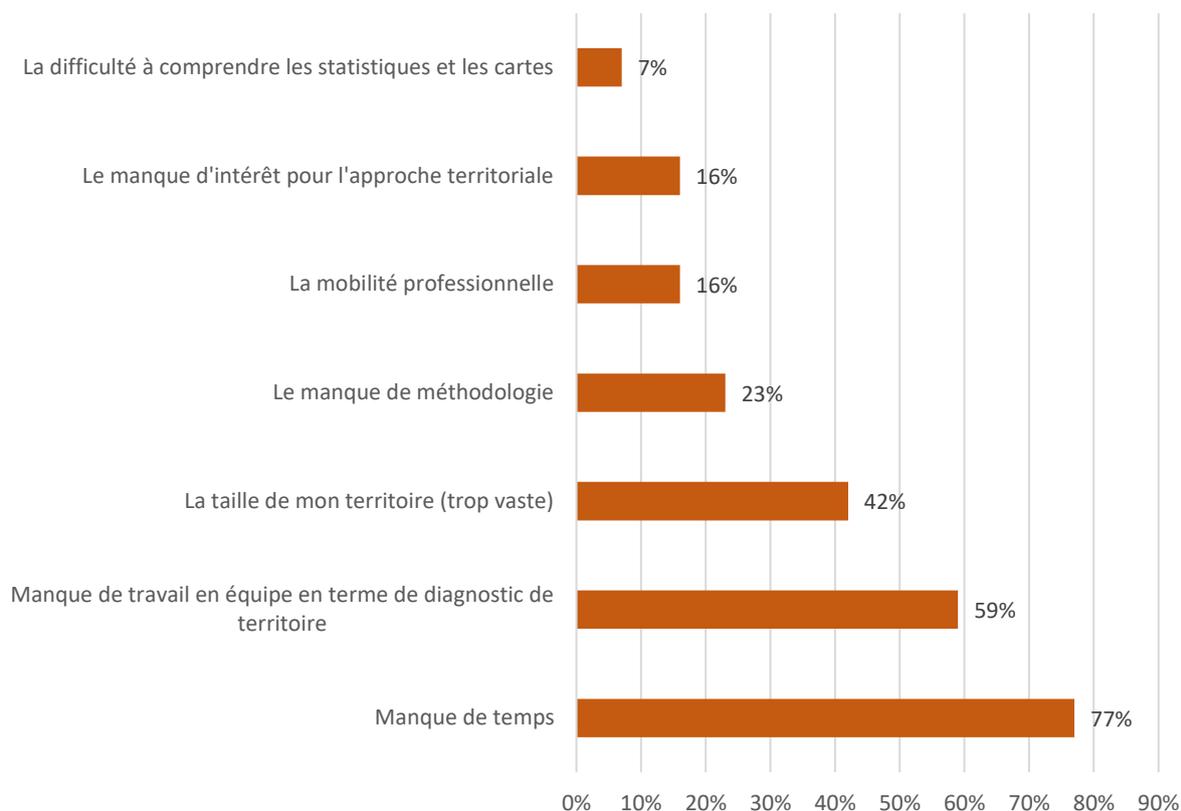
CLARISSE : Donc oui, on prend, je pense que je prends en compte vis-à-vis de, de tout ça. Et puis, et puis comme chaque année on a par exemple l'APRAS qui nous fait une grosse réunion sur aussi des chiffres, qui nous donne aussi un aperçu de, effectivement y a tant de pourcentage de chômage sur le quartier, y a la pauvreté ... Y a les chiffres aussi qui nous permettent d'avoir un, un autre regard sur ce qu'on peut voir au quotidien (Éducatif, urbain, association, insertion)

SONIA : Alors pour moi c'est pas très parlant. Je pense que ça c'est assez personnel. Y a des, y a des personnes pour qui les chiffres ça va être hyper parlant et, et d'autres non. Donc pour moi c'est pas hyper parlant. Donc, voilà (Éducatif, mixte, association, PAPH)

Le manque de temps et le manque de travail en équipe en terme de diagnostics comme frein à la connaissance de son territoire

Parmi les obstacles qui rendent plus difficile la démarche de mieux connaître son territoire, **le manque de temps est cité par 77% des enquêtés, suivi par le manque de travail en équipe en terme de diagnostic de territoire (59%) et la trop grande taille du territoire (42 %).**

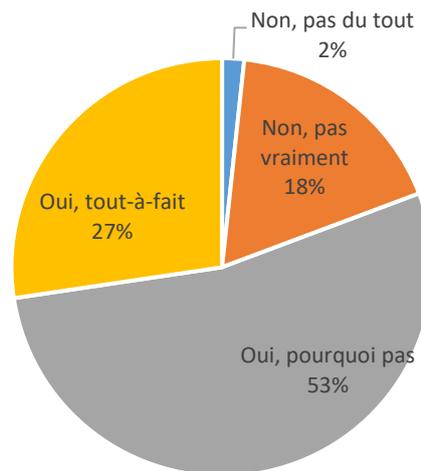
Figure 31 - Quels sont, pour vous, les principaux obstacles qui peuvent rendre plus difficile la connaissance de votre territoire d'intervention ? (3 réponses possibles) (n = 300)



Des travailleurs sociaux désireux d'être davantage associés aux démarches de diagnostics de territoire

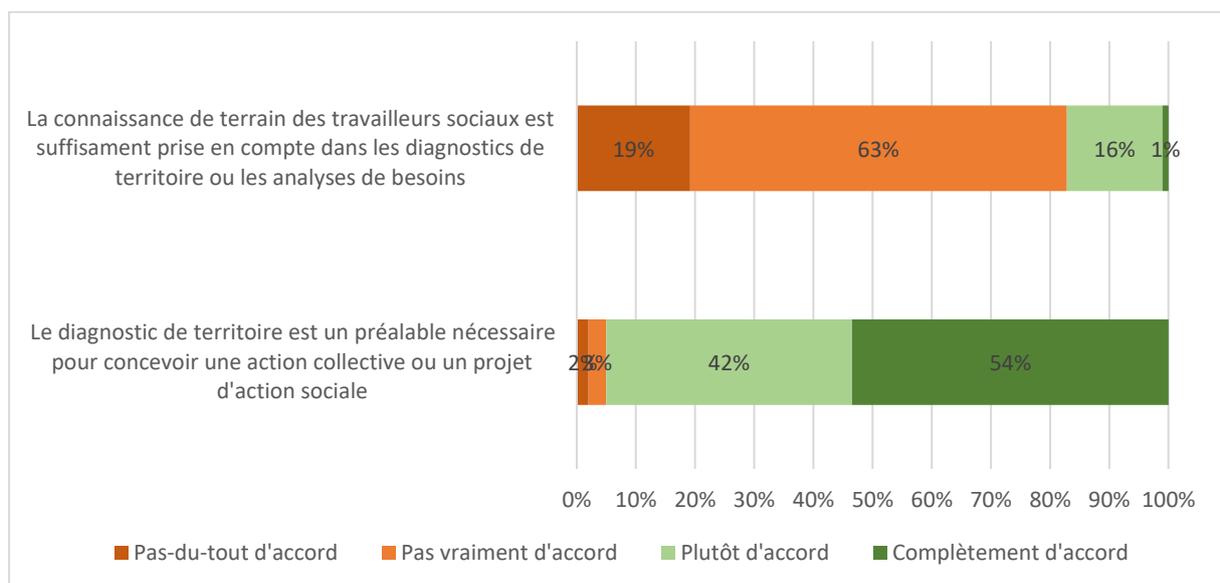
L'enquête montre que les professionnel.les du social souhaiteraient être davantage associé.es aux démarches de diagnostics. 80% d'entre eux.elles répondent positivement à la question s'ils.elles souhaiteraient être davantage associé.es à des démarches de diagnostic de territoire.

Figure 32 - Actuellement, souhaiteriez-vous être davantage associé à des démarches de diagnostics de territoire ? (n = 300)



D'après les réponses à une autre question, seuls 17% des professionnel.les interrogé.es considèrent que la connaissance de terrain des travailleurs sociaux est suffisamment prise en compte dans les diagnostics de territoire ou les analyses de besoins. Ils.elles sont nombreux.ses (96%) à penser que le diagnostic de territoire est un préalable nécessaire pour concevoir une action collective ou un projet d'action sociale.

Figure 33 - Que pensez-vous de ces affirmations ? (n=300)



Les professionnel.les du groupe « éducatif » sont plus nombreux.ses à considérer que leur expertise est insuffisamment prise en compte dans les diagnostics. Ils.elles sont encore plus nombreux.ses que les professionnel.les du groupe « intervention sociale » à vouloir être davantage associé.es à des démarches de diagnostic (86% contre 74% du groupe IS).

Figure 34 - Que pensez-vous de ces affirmations ? La connaissance de terrain des travailleurs sociaux est suffisamment prise en compte dans les diagnostics de territoire ou les analyses de besoins (n = 268 ; p = 0,018)

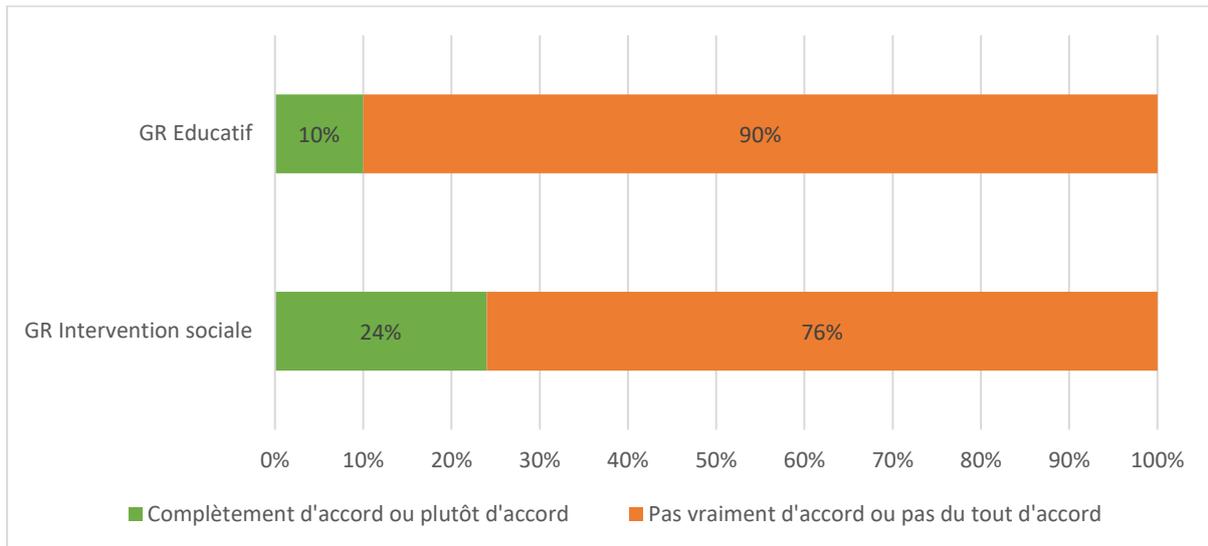
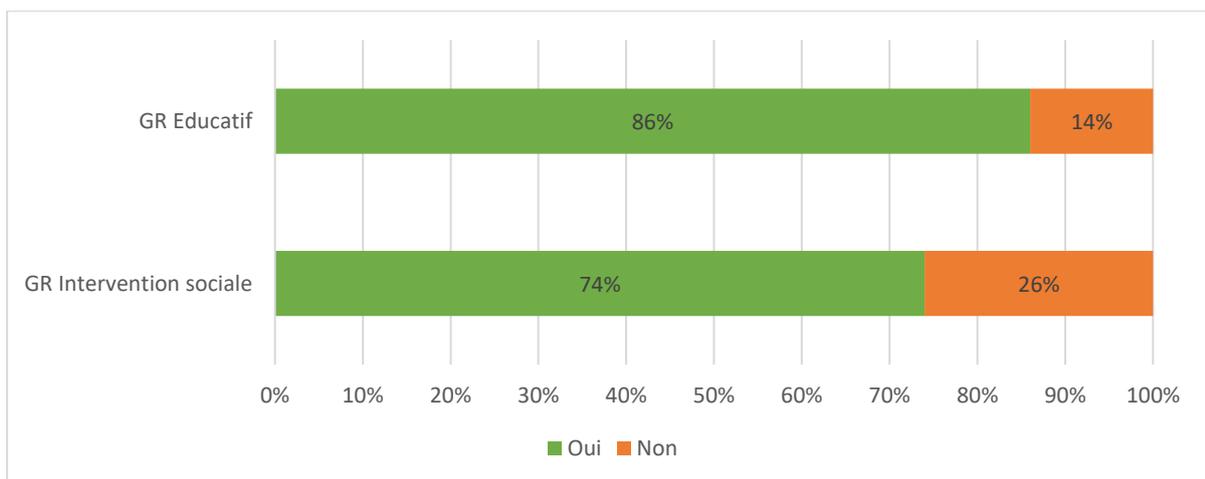


Figure 35 - Actuellement, souhaiteriez-vous être davantage associé à des démarches de diagnostics de territoire (n=296 ; p= 0,053)



CONNAITRE SON TERRITOIRE D'INTERVENTION

CE QU'IL FAUT RETENIR

Les professionnel.les enquêté.es considèrent mieux connaître les ressources sociales locales que les « caractéristiques socio-économiques » de leur territoire. On observe une nette différence entre les métiers sur ce sujet : les professionnel.les du pôle « intervention sociale » évaluent plus positivement leur connaissance des caractéristiques socio-économiques que ceux.celles du pôle « éducatif ». L'ancienneté sur le territoire représente bien un facteur de connaissance (ou du sentiment de bien connaître) des caractéristiques socio-démographiques de son territoire.

On observe une faible participation des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales à des démarches de diagnostics de territoire alors qu'ils.elles expriment leur souhait d'y être davantage associé.es. Ils.elles regrettent le manque de temps et le manque de travail en équipe en terme de diagnostic. Des moments-clef sont néanmoins cités comme des opportunités de parler du territoire : l'accueil de nouveaux collègues, de stagiaires, à l'occasion d'une formation ou d'un projet d'équipement partenarial.

Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales sont assez nombreux.ses, particulièrement dans l'intervention sociale généraliste et dans les départements à prendre connaissance de statistiques au sujet de leur territoire. Néanmoins, les intervenant.es enquêté.es apprennent à connaître leur territoire surtout en échangeant avec les collègues, les partenaires et les personnes accompagnées et en se déplaçant sur le territoire.

PARTIE 4 – MOBILISER LES « RESSOURCES » DU TERRITOIRE ET TRAVAILLER EN PARTENARIAT

Ce que signifie « ressources » du territoire pour les professionnel.les

Pour la majorité des travailleurs sociaux et travailleuses sociales interviewé.es (15/21), les « ressources du territoire » correspondent aux **partenaires et aux lieux vers lesquels ils.elles peuvent orienter les personnes** qu'ils.elles accompagnent comme par exemple les associations, les lieux culturels, les structures de santé, les structures de garde d'enfants, les transports en commun, les entreprises, etc.

ALICE : Pour moi les ressources du territoire c'est notamment vers qui on peut orienter, pour répondre à des besoins de la personne. Voilà. Je pense, je pense associations, je pense centre social, ce genre de choses, pour moi c'est des lieux ressources (Intervention sociale, rural, département, insertion)

ANTONY : La ressource du territoire, pour moi, j'en reviens à, aux partenaires, en fait, aux opérateurs. Pour moi c'est ça, les ressources du territoire ce sont les opérateurs qui travaillent, qui gravitent autour de, de mes fonctions, de mon métier, de mon établissement, en fait (Éducatif, urbain, association, insertion)

Ils.elles sont quelques un.es (5/21) à mettre en avant le point de vue des habitant.es et ce qui fait ressource pour eux.elles, ou encore les ressources plus informelles liées à des initiatives d'habitants comme par exemple un habitant de quartier qui donne des cours de français.

AGNES : Et puis on vient se ressourcer aussi soi. Par exemple, en bas dans le hall, là, où t'as attendu, le matin y a le Café des Epices. Pour moi les gens ils viennent là se ressourcer, ils viennent, ils viennent rencontrer du monde, sortir de chez soi, rompre l'isolement (Animation sociale, urbain, association, enfance-famille)

MORGANE : Qui sont assez fixes sur le territoire pour être quelque chose d'assez connu et qui fait culture commune aux habitants. J'entends la maison de services à, à M, comme on disait tout à l'heure, par exemple, ça a mis beaucoup de temps à être identifié (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)*

THIERRY : Oui, alors les ressources du territoire ... Je pense aux, aux acteurs que je connais, et puis à toute la dimension qui m'échappe, quoi. C'est-à-dire les dynamiques de quartier, les dynamiques d'immeuble, les, les personnes. Voilà, y a, les ressources du territoire, y a celles qu'on peut assez facilement identifier (Intervention sociale, urbain, département, action sociale généraliste)

Enfin, certain.es mettent aussi en avant **les ressources qu'ils.elles peuvent trouver en interne** de leur organisation.

LISE : Enfin, moi j'ai découvert au fur et à mesure, depuis que je suis à T seulement, les ressources de l'agence. Et mine de rien, y a beaucoup de choses, j'ai monté une action co, depuis l'année dernière, un petit peu plus d'un an, où justement, en partenariat avec l'ADMR, avec qui on intervient aussi beaucoup, justement.(...) Les éducateurs sportifs, la Pâtissière du*

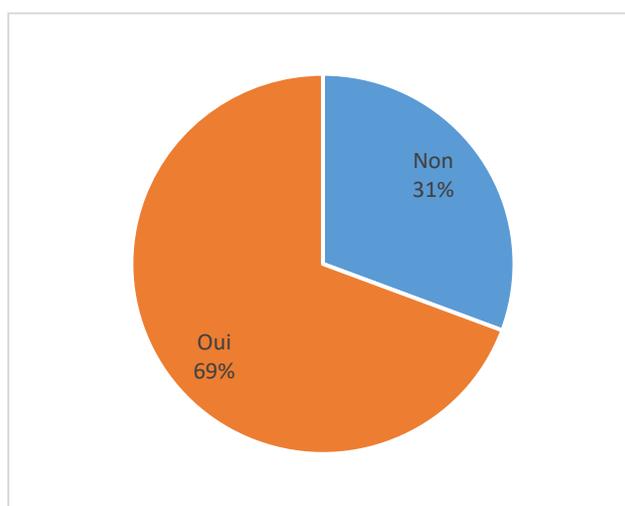
département. Enfin, voilà, toutes ces ressources là déjà sont énormes (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

VIRGINIE : Et puis ensuite, enfin je sais pas si ça l'inclus, mais y a les collègues de l'agence. C'est aussi eux qui, alors sur des projets d'action collective, mais aussi en tant que personnes ressources. Puisque ils ont la connaissance, je pense aux éducateurs sportifs, de la, du tissu associatif dans les, dans les activités extra scolaires pour les enfants (Éducatif, rural, département, petite enfance)

La participation des professionnel.les à la mise en place d'actions collectives et/ou de projets partenariaux

Parmi les professionnel.les interrogé.es, **69% ont contribué à la mise en place d'actions collectives et/ou de projets partenariaux durant les quatre années écoulées** et un.e intervenant.e sur deux a déjà été à l'initiative d'une action collective ou un projet partenarial.

Figure 36 - Depuis 4 ans, vous est-il arrivé de contribuer à la mise en place d'actions collectives et/ou de projets sociaux partenariaux ? (n = 300)

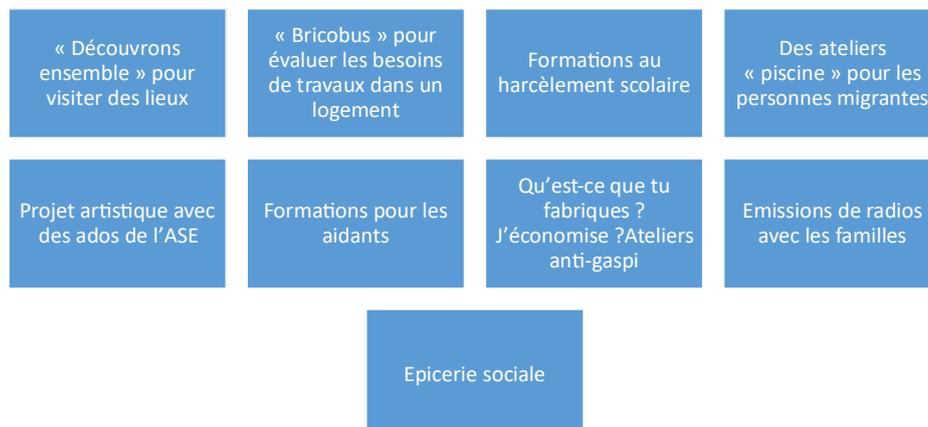


Les entretiens confirment cette tendance montrant une majorité des intervenant.es interrogé.es (14/21) à participer à des projets partenariaux et/ou des actions collectives.

VIRGINIE : Ça fait partie du quotidien. C'est une manière d'intervenir auprès, à part entière dans nos quotidiens, l'action collective et les projets partenariaux, donc y en a beaucoup (Éducatif, rural, département, petite enfance)

ROMAIN : Oui. Beaucoup. Alors, puisque moi c'est une de mes marottes l'action collective. Alors, j'en fais, j'en mets en œuvre énormément dans mes établissements (Intervention sociale, rural, éducation nationale, action sociale spécialisée)

Figure 37 - Exemples d'actions collectives ou de projets partenariaux cités dans les entretiens

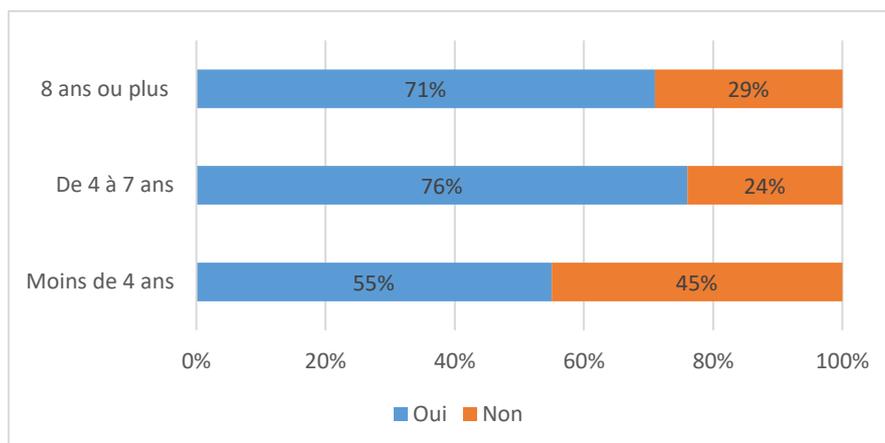


Quelques professionnel.les interviewée.es (6/21) n'y participent pas (ou peu) pour diverses raisons. Certaines disent que ce n'est pas leur culture ou qu'ils.elles ne sauraient pas faire, d'autres vont plutôt orienter les personnes vers ces projets/actions. Enfin, des professionnel.les considèrent que c'est dû au public qu'ils.elles accompagnent (exemple des personnes âgées dépendantes).

MARYSE : Alors, moi je pense que j'ai, je crois au fond de moi que je ne sais, je ne saurais pas faire. Voilà. Donc, on me dit que c'est pas vrai, mais j'ai ça en moi, en fait. Alors après, créer de bout en bout une action, j'ai l'impression que je saurais pas faire. Voilà (Intervention sociale, rural, département, action sociale généraliste)

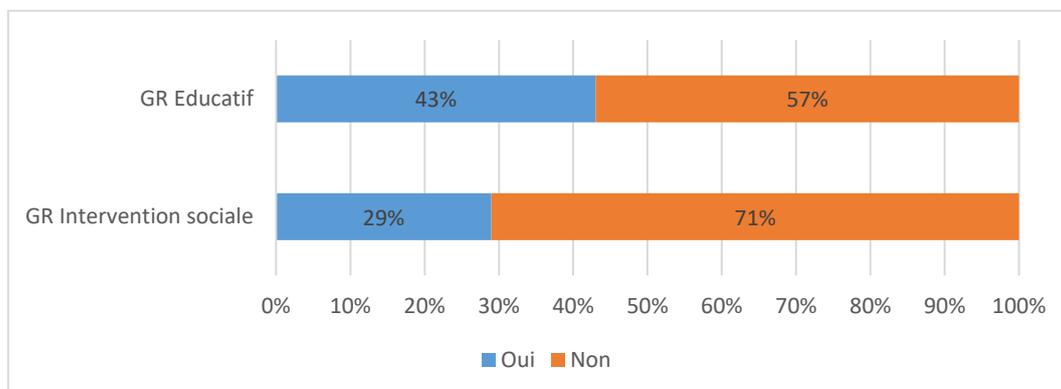
En ce qui concerne la contribution des travailleur.euses sociaux.ales à des actions collectives ou des projets partenariaux, les analyses statistiques ne montrent pas de différence significative entre les groupes professionnels, les domaines d'intervention, les types d'institution ou encore les types de territoire. En revanche, on observe un **effet de l'ancienneté sur la participation à des actions collectives ou des projets partenariaux**. Les jeunes professionnel.les (moins de quatre années) participent moins souvent à des actions collectives et des projets partenariaux. Pour le groupe de recherche, cela s'explique avant tout par le temps nécessaire qu'il faut pour « prendre ses marques » sur son territoire d'intervention.

Figure 38 - Depuis 4 ans, vous est-il arrivé de contribuer à la mise en place d'actions collectives ou de projets partenariaux ? (n=287)



39% des répondant.es disent avoir eu l'opportunité de contribuer à un projet local qui était à l'initiative d'un partenaire hors travail social. Les intervenant.es du groupe « éducatif » sont plus nombreux (43%) à contribuer à des projets collectifs associant des acteurs et des actrices extérieurs.es au secteur social et appartenant à d'autres champs comme la santé, les arts...

Figure 39 - Depuis 4 ans, avez-vous déjà eu l'opportunité de contribuer à un projet local qui était à l'initiative d'un partenaire hors travail social (par ex. arts, santé, urbanisme...)



Particularités territoriales du travail partenarial

Même si les résultats au questionnaire ne montrent pas de différence significative entre les types de territoire en terme de niveau de participation à des actions collectives et/ou des projets partenariaux, les entretiens mettent en évidence des différences territoriales en terme de modalités du travail partenarial. **En milieu urbain**, les professionnels soulignent la grande diversité d'acteurs et de partenaires possibles avec la difficulté de pouvoir tout connaître. **En milieu rural**, les intervenant.es évoquent le manque de certains services sur leur territoire tout en expliquant que cette moindre densité d'acteurs permet aussi une meilleure interconnaissance. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales des territoires ruraux travaillent plus souvent avec les mairies et des associations de solidarité. Certain.es citent les Maisons France service.

CYRIL : Donc mine de rien, on peut agir sur tous les leviers. Et donc ce qui nous permet aussi d'aller, d'ouvrir le champ du possible avec chaque personne qu'on rencontre, pour voir si elle aurait pas envie d'être accrochée sur telle branche, ou de le faire par elle-même sur telle autre, et ... Donc c'est très facilitant. Par contre pour nous c'est peut-être plus compliqué, c'est de connaître en fait le, le ... Le plus dur c'est de se tenir au courant de tout ce qu'il peut y avoir, et de, et de bien orienter, de bien accompagner (Éducatif, mixte, association, insertion)

VIRGINIE : Moi je trouve qu'y a pas, y a, y a moins de, pas beaucoup de partenaires, y a pas une grande diversité de partenaires. Mais ça aussi, ça permet aussi d'en avoir la connaissance, et de se connaître en tant que professionnels. Donc, ce qui est plutôt, ce qui est facilitant, à mon avis, pour répondre aux besoins (Éducatif, rural, département, petite enfance)

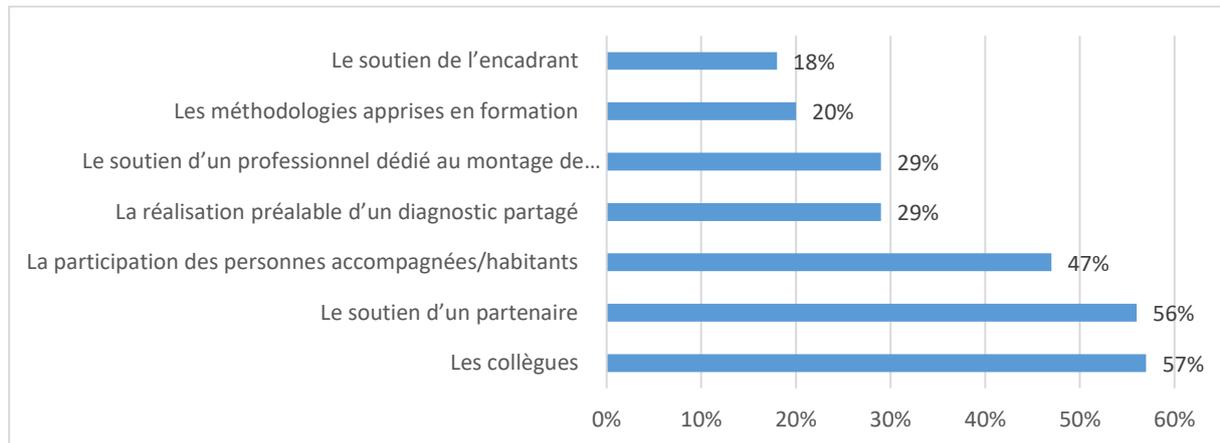
MARYSE : Les partenaires, savoir qui on peut mobiliser en termes de, d'aides. Le Secours Catholique, et maintenant les, le Secours Populaire. Là je trouve que y a aussi tout un, comment dire, un travail de partenariat qui se met en place avec les mairies (Intervention sociale, rural, département, action sociale généraliste)

ALICE : Oui. On est obligé. Après, on a la chance d'avoir quand même la Maison des Services et de l'Emploi qui s'est développée à côté, avec quand même des permanences. Avant c'était pas le cas. Fallait aller à Rennes. Maintenant y a ça. Et puis ils sont super aidants et très soutenant. Si on les oriente, si on oriente les personnes, ils vont essayer (Intervention sociale, rural, département, insertion)

Ce qui facilite le travail partenarial

Les collègues et les partenaires sont cités comme les soutiens les plus importants pour réaliser ces projets.

Figure 40 - Si oui, qu'est-ce qui a été soutenant pour réaliser cette ou ces actions/projets ? (3 réponses maximum) / (n=200)



Lors des entretiens, les professionnel.les nomment d'autres **facilitateurs du travail partenarial** comme l'importance de bien se connaître, des métiers supports (conseillers techniques, chargés de mission) et le soutien des encadrant.es, les formations territorialisées et aussi les temps informels entre collègues et partenaires. Enfin la proximité géographique comme par exemple au sein des espaces sociaux communs est cité comme un levier mais qui ne garantit à lui seul les liens partenariaux.

CYRIL : Mais effectivement, on peut avoir un peu de, de réticence ou pas savoir trop quelle légitimité ou quelle assise la personne en face a. Donc nous c'est vrai qu'on, on a besoin de créer beaucoup d'interconnaissance au départ, pour ensuite se dire qu'on va vraiment travailler ensemble (Éducatif, mixte, association, insertion)

AMELIE : Ce qui m'aide à travailler en partenariat, je dirais aussi que c'est quand même, c'est quand même le fait qu'on me laisse le faire (Animation sociale, rural, EPCI, jeunesse)

ROMAIN : Et nos conseillers techniques ont pour de prendre un peu la charge, justement, du, de la présence sur les instances partenariales, les grandes instances partenariales, et nous en faire retour (Intervention sociale, rural, Education nationale, action sociale spécialisée)

THIERRY : Donc nous, quand on s'est retrouvé, à un moment donné, en 2006 l'espace social commun a été créé. Ça c'est un outil qui a permis aux acteurs d'être, d'avoir une centralité et d'être sur le même lieu les mêmes acteurs. Très bien. C'est parfait, voilà. Dans l'idée c'est parfait. Maintenant il faut mettre ça en ...

ENQUETEUR.TRICE : En musique.

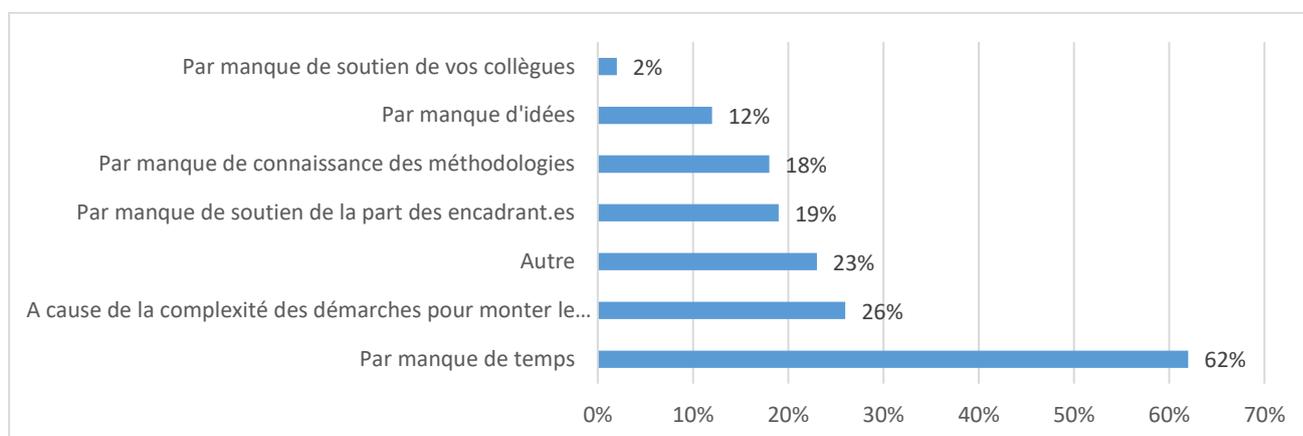
THIERRY : En musique, en mouvement. Nous, pendant 2 ans, un an et demi, 2 ans, on a été très repliés sur nous-mêmes, je trouve (Intervention sociale, urbain, département, action sociale généraliste)

EMMA : Et, là-bas eux ils avaient une politique où, enfin pas une politique, mais dans leur manière de travailler, en fait, ils faisaient vachement en sorte d'entretenir le réseau et le partenariat, donc en allant régulièrement rencontrer les partenaires, en allant régulièrement, sur des temps informels, donc se faire des bouffes entre collègues, ce genre de chose. Ce qui permet de bien connaître les partenaires et pouvoir se tenir informé les uns les autres. Et c'est beaucoup plus simple quand tu les connais un petit peu, de pouvoir se poser des questions, de donner des infos, ce genre de choses (Éducatif, urbain, association, insertion)

Ce qui freine la mise en place d'actions collectives et le travail partenarial

Parmi les freins cités pour mettre en oeuvre des actions collectives ou des projets sociaux figure en tête le **manque de temps** : 62 % des intervenant.es n'ayant pas participé à des actions collectives ou des projets partenariaux citent cet obstacle. La **complexité des démarches pour monter ces projets** arrive en seconde position. Dans la catégorie « autre » qui arrive en troisième place, sont cités l'arrivée récente sur le territoire, le grand nombre d'actions collectives sur le territoire, le portage des projets partenariaux par la direction ou encore le fait que cela ne soit pas la vocation de la structure.

Figure 41 - Les freins à la participation à des actions collectives/projets partenariaux (3 réponses possibles) / n=90



La **charge de travail** est citée comme le frein principal qui empêche de développer davantage de projets collectifs. Certain.es nomment aussi la **rigidité de certaines organisations** ou encore les fausses **représentations** entre secteurs.

FLORENCE : Et puis que, au vu des difficultés réelles, j'ai envie de dire, des acteurs du terrain, c'est-à-dire difficultés à exercer sa, enfin ses, sa mission, il n'y a absolument pas du tout de temps possible pour travailler les actions collectives. C'est pas le fait qu'il n'y ait pas d'idées, qu'il n'y ait pas de thèmes à, à travailler, c'est que il n'y a pas les moyens (Intervention sociale, urbain, département, PAPH)

LISE : Le problème c'est le temps. Parce que déjà, mon petit bébé de cette action co là, a été mise en péril du fait du temps que ça me demandait et du fait de ...De la difficulté qu'on

avait, sur notre équipe, depuis quelques mois. Oui, c'est compliqué. Et c'est dommage qu'on n'ait pas des temps dédiés à ça, que ce soit pas ... Parce qu'en plus, le département prône ce genre d'initiative et veulent développer, mais on nous donne pas les moyens de le faire, en fait. Parce que sur un temps de travail de poste de référent ASE, clairement c'est du plus que je fais pour cette action co là, quoi. Donc c'est ça qu'est dommage. Parce que en plus, on a un réel bénéfice, parce que derrière, moi, mon travail il est facilité avec ces actions là. Les familles qui participent, que je suis, moi ça me sert de matière et on fait des progrès, des fois de, bien plus rapidement que si j'avais pas ces, ce support là, quoi (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

De la même manière, lors des interviews, le **manque de ressources humaines et de temps** est le plus souvent cité comme un frein au travail partenarial.

ANTONY : Les contraintes institutionnelles c'est, on est dans un secteur où on trouve de moins en moins de personnes à vouloir venir travailler sur notre secteur, social, médico-social. Que un éducateur CIFPRO il est seul dans son atelier avec une, certainement une production, et que c'est très difficile à des moments de sortir individuellement alors qu'on a un groupe de 7, sur une journée entière de partir qu'avec un jeune ou deux jeunes, et qu'est-ce qu'on fait d'autres, des 6 autres jeunes (Éducatif, urbain, association, insertion).

STEPHANIE : Les fautes de temps, le manque de personnel aussi. Là malheureusement ça reste la conjoncture actuelle, le manque de personnel sur les maisons. Voilà, les maisons sont très grandes, moi où je travaille, donc c'est des maisons qui accueillent 20 résidents. Voilà, c'est vrai que, on a des professionnels à la journée, mais pas suffisamment, entre guillemets, si je peux me permettre, pour accompagner et développer beaucoup d'activités extérieures sur le territoire (Éducatif, urbain, association, PAPH)

En outre, les relations partenariales sont considérées comme étant **plus ou moins faciles selon les mairies, selon les CDAS**. Le secteur de la **santé** est cité comme un des partenaires avec qui les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales ont le plus de difficultés à travailler. Enfin, les professionnels insistent sur le fait que les **liens** partenariaux demandent du temps car il faut les entretenir. De plus ils peuvent être fragilisés du fait d'être trop liés à des personnes en particulier (perso-dépendants).

EMMA : Voilà. Le CMP aussi, qu'est pas simple. Puisque de manière globale, le CMP a du mal à faire confiance à notre évaluation sur les soucis psys des personnes qui sont hébergées, et que, pareil, comme ils fonctionnent en flux tendu et qu'ils sont overbookés, ils ont du mal à prendre en considération le mal-être des personnes tant que c'est pas en période de crise extrême. Donc, c'est souvent compliqué. Le secteur du soin de manière globale, en fait (Éducatif, urbain, association, insertion)

LISE : Ça dépend des communes, ça dépend ... Oui, c'est très aléatoire. Y en a qui sont très conciliants, qui sont, même qui sortent largement de leur mission, enfin, avec lesquels on travaille, et y en a d'autres qui sont très très rigides et qui entendent pas. Des fois y a besoin de faire des pas de côté, des choses comme ça. Donc c'est très très aléatoire (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

MORGANE : Donc on avait fait des, on avait réussi à faire des choses, mais c'est des, c'est des partenariats qu'il faut beaucoup entretenir, en termes de relation, etc. A partir du moment

où des professionnels des structures, de différentes structures, bougent, il faut recréer ça, recréer (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

DELPHINE : On peut avoir des positionnements comme ça institutionnels qui peuvent du coup être compliqués. Autrement, voilà, qui ont évolué, qui évoluent. Et après, voilà, les CDAS, c'est des partenaires. Et je vois bien d'un CDAS à l'autre, c'est plus fluide ou moins fluide. Et même dans les CDAS où c'est très fluide, c'est aussi personne dépendante en fonction des caractères des collègues (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée)

MOBILISER LES « RESSOURCES » DU TERRITOIRE ET TRAVAILLER EN PARTENARIAT

CE QU'IL FAUT RETENIR

Pour la majorité des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales, les « ressources » du territoire correspondent aux partenaires et aux lieux vers lesquels ils.elles peuvent orienter les personnes qu'ils.elles accompagnent comme par exemple les associations, les lieux culturels, les structures de santé, les structures de garde d'enfants, les transports en commun, les entreprises, etc. Ils.elles sont quelques un.es à distinguer les ressources du point de vue des professionnel.les et les ressources du point de vue des personnes accompagnées et des habitant.es.

Deux professionnel.les sur trois participent à des projets partenariaux et des actions collectives. On observe un effet de l'ancienneté sur la participation à des actions collectives ou des projets partenariaux. Les jeunes professionnel.les (moins de quatre années) participent moins souvent à des actions collectives et des projets partenariaux, le temps « de prendre leurs marques » sur leur territoire d'intervention.

Les collègues et les partenaires sont cités comme les soutiens les plus importants pour réaliser ces projets. D'autres facilitateurs du travail partenarial et du montage d'actions collectives sont nommés comme l'importance de bien se connaître, des métiers supports (conseillers techniques, chargés de mission) et le soutien des encadrant.es. Enfin la proximité géographique comme par exemple au sein des espaces sociaux communs est citée comme un levier mais qui ne garantit à lui seul les liens partenariaux.

Parmi les freins cités pour mettre en oeuvre des actions collectives ou des projets sociaux figure en tête la charge de travail.

PARTIE 5 - AGIR SUR LES RAPPORTS DES PERSONNES ACCOMPAGNEES AVEC LEUR TERRITOIRE DE VIE

Accompagner les personnes au plus près de leurs réalités socio-territoriales

Les entretiens montrent que les professionnel.les prennent en compte la dimension territoriale quand ils.elles essaient d'adapter leurs propositions d'accompagnement aux réalités socio-territoriales des personnes :

- En prenant en considération les pratiques socio-spatiales des habitants/personnes (ex d'un atelier parents en bas d'une tour, ex des rdv avec les jeunes ruraux, avec les mères isolées, aller sur le net)
- En prenant en compte les possibilités de mobilité des personnes pour venir à des actions collectives, des accueils, des lieux d'apprentissage, des visites parents-enfants
- En connaissant les conditions d'accès aux services à proximité (ex. fonctionnement des médiathèques, prix du cinéma, fonctionnement de la cantine de l'école etc.)

AMELIE : Prendre en compte le territoire. Par rapport à moi, je dirais que c'est prendre en compte la mobilité de mes publics. Parce que moi j'ai quand même affaire à pas mal de jeunes qui sont mineurs, donc qui n'ont pas de permis, qui n'ont pas de, enfin les mêmes possibilités de se déplacer que certains autres jeunes ou certaines autres catégories de population. Et donc du coup, nous on avait déjà réfléchi à faire deux antennes, une sur P, une sur B*I, pour le service Info Jeunes, avec un accueil vraiment équivalent sur les deux territoires. (Animation sociale, rural, EPCI, jeunesse)*

LUC : Alors ça veut dire que pour les mises en stages et les mises à disposition des jeunes, faut bien réfléchir comment on, comment on les place, pour qu'ils puissent se rendre à leur lieu de travail, sinon on est obligé d'avoir affaire, de demander de l'aide aux parents, à la famille. Les taxis c'est de moins en moins, on les sollicite de moins en moins, parce que ça a un coût quand même assez élevé (Éducatif, urbain, association, PAPH)

ALICE : Pour, pour faciliter le, l'organisation de tout le monde. Des fois ça m'arrive de caler les, en fait je fais un peu en fonction du planning des personnes, aussi. Je pense à une maman qui emmène le mardi son fils à la, à la crèche. Je lui dis, je dis si vous voulez on se voit juste après, quoi, à 9 heures 15 on se voit, si vous êtes ok, quoi (Intervention sociale, rural, département, insertion)

DELPHINE : Alors, en tant que travailleur social, si on sait pas ça, on peut ne jamais rencontrer le public, en fait. C'est-à-dire que si on met un rendez-vous sur Saint-Malo pour des gens de Dol, on peut avoir des freins dans la prise en charge du rendez-vous (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée).

Les membres du groupe de recherche confirment l'importance de connaître les « modes de circulation » et les pratiques spatiales des personnes pour adapter les propositions d'accompagnement. Selon eux.elles, il est important de bien connaître des personnes dans les espaces pour voir comment « *les territoires sont traversés* » car cette pratique des lieux peut être déterminante dans par exemple le fait d'aller dans certains îlots ou pas du quartier, ce qui influe sur la venue ou pas des habitants jusqu'aux lieux où se trouvent les professionnel.les.

Une connaissance fine du territoire qui facilite la mise en lien avec les personnes

Des TS expliquent que montrer une connaissance fine du territoire leur donne de la crédibilité et permet de créer du lien avec les personnes qu'ils.elles accompagnent.

AGNES : Ça, si on est intéressé, si on, si on est intéressé au lieu de vie des gens, déjà on, l'accroche avec eux elle va être beaucoup plus facilitée. Moi, y a plein de choses que j'arrive à faire avec les familles, parce que j'ai créé un lien de confiance, qui fait que elles vont venir, ou des fois elles vont même venir les yeux fermés, quoi. Mais parce que il faut, parce que on s'intéresse à qui elles sont et où est-ce qu'elles vivent, quoi. (Animation sociale, urbain, association, enfance-famille)

ENQUETEUR.TRICE : Et toi, dans ton quotidien, bien connaître le territoire c'est ... Toi tu parles de la cantine, comment c'est, comment tu le ... ?

MORGANE : Justement, c'est de connaître comment ça fonctionne, en fait.

ENQUETEUR.TRICE : Oui. Et qu'est-ce que ça, toi, ça te permet ensuite de ... ? Comment ça peut te permettre d'accompagner ou de mieux accompagner la famille, en fait, de bien connaître tout ça ?

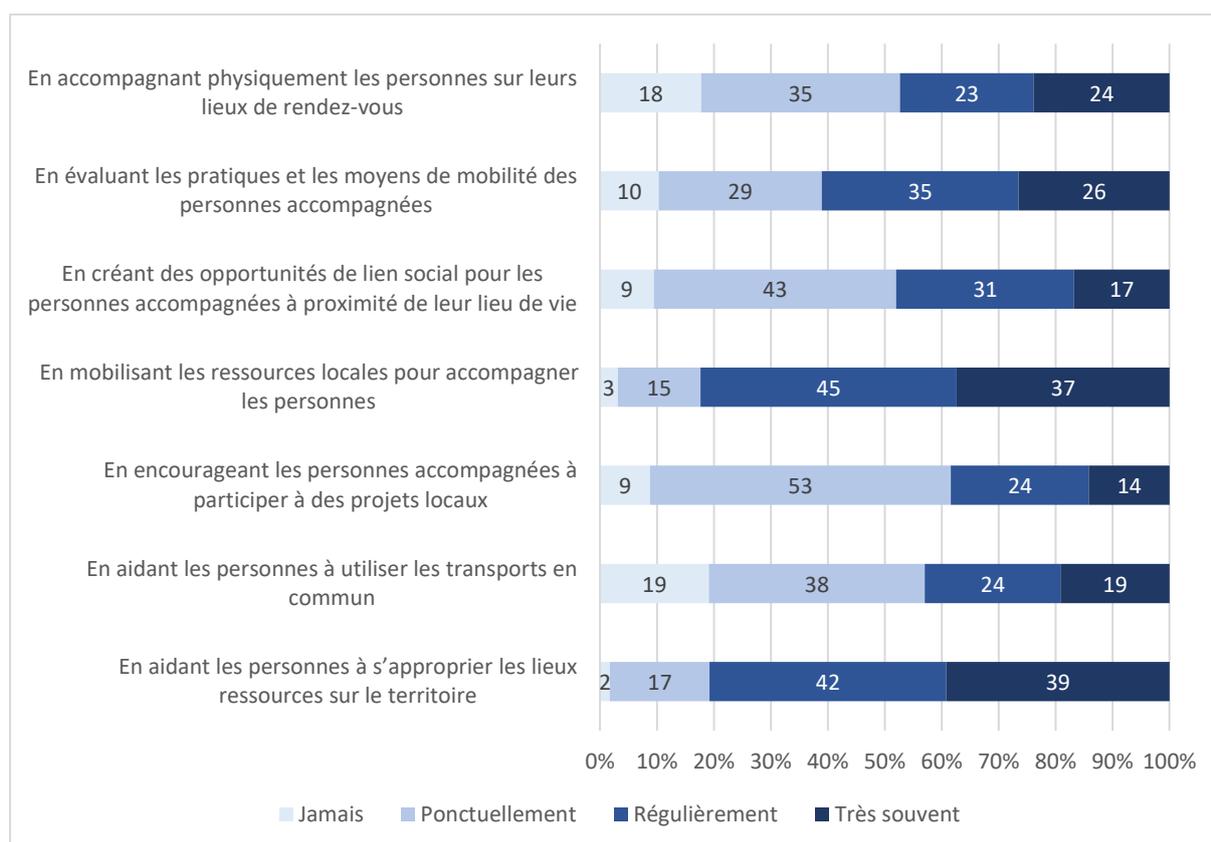
MORGANE : Ça donne une crédibilité. Je pense, parce que du coup les personnes sont, se sentent compris dans leur réalité de vie. Je pense qu'on, ça nous permet d'être justement sur un, sur une réalité commune. Et plus on est sur une réalité commune avec les personnes qu'on accompagne, mieux on arrive à créer un lien, un contact, quelque chose qui fonctionne sur le long terme (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

La place donnée au territoire dans les pratiques n'est pas toujours conscientisée par les professionnel.les. Le fait que certain.es intervenant.es expliquent qu'une meilleure connaissance du territoire leur permet de créer du lien avec les personnes accompagnées en leur donnant une certaine crédibilité/légitimité supplémentaire intéresse beaucoup les membres du groupe de recherche. En effet, ils.elles réalisent que c'était aussi le cas pour eux.elles mais qu'ils.elles n'en avaient pas forcément conscience.

Aider les personnes à s'approprier les « ressources » du territoire

Le « territoire » prend toute sa place au sein des pratiques professionnelles à travers la **mobilisation des ressources locales pour accompagner les personnes** (82% des répondant.es) ou encore **en aidant les personnes à s'approprier les lieux ressources sur le territoire** (81 % des répondant.es).

Figure 42 - Quelle place prend le territoire dans vos accompagnements ? (n=300)



Nombreux.ses sont les professionnel.les qui souhaitent aider les personnes qu'ils.elles accompagnent à mieux connaître les lieux qui peuvent faire ressource pour elles : associations de solidarité/culturelles/sportives, bourses aux vêtements, médiathèques, parcs, espaces jeunes, LAEP, conférences. Une des intervenantes rencontrées se considère quand une « *messagère de ce qui se passe sur le territoire* » pour les familles. Cette pratique va de la simple **information** (en faisant passer des prospectus par exemple) jusqu'à **accompagner** les personnes dans le lieu pour qu'elles puissent ensuite y aller de façon « autonome ».

AGNES : Quand j'accueille une famille, à l'espace jeux, donc c'est le mercredi matin, c'est un lieu d'accueil pour les enfants et les parents, dans un premier temps je prends une carte de Rennes, nous on habite là, Rennes c'est tout ça. Et elles me disent je sais pas quoi faire avec mon enfant. Ok. D'abord on entoure tous les parcs, et comment on va dans ces parcs là. Tout ce qu'elle peut faire de manière autonome, gratuite, avec des transports. Et, ce qui est autour d'elle, quoi. Parce que elle va me dire mais moi y a rien chez moi, y a pas de parc. Mais en fait elle savait pas que de l'autre côté de la rue de Vern y a le quartier des

*Pommerai et y a un parc du Landry, quoi. Et ça fait 5 ans qu'elle habite là, quoi. Donc
(Animation sociale, urbain, association, enfance-famille)*

*CLARISSE : Oui. Effectivement, le partenariat de quartier est très important. Mais on travaille aussi, par exemple le 4 BIS qui est en plein centre ville de Rennes, moi je sais que je l'utilise énormément. Je vais souvent avec des jeunes rencontrer ce lieu ressource, parce que on voit bien y a des jeunes, ils habitent sur le quartier, ils vont à l'école sur le quartier et ils ont besoin de sortir du quartier et ils vont peut-être pas aller se confier à, à quelqu'un du quartier. Donc ils, ils vont pouvoir savoir qu'au 4 BIS t'as un, tu peux voir un psychologue
(Educatif, urbain, association, insertion)*

ESTELLE : C'est on a des jeunes qui sont un peu, alors moi ça m'est arrivé, par exemple, d'accompagner des jeunes pour s'inscrire au service jeunesse, aux animations qu'ils proposent, en fait y a une inscription à faire valider. Et, les jeunes, souvent, ils osent pas trop y aller tout seul, les parents ils sont pas toujours, eux, en, voilà, en capacité de le faire. Donc moi ça m'est arrivé d'aller avec des jeunes pour les inscrire, pour demander des renseignements, des fois, tout simplement (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

ROMAIN : Et c'est des trucs tout bêtes, j'ai l'impression d'être une vieille AS des années 60, des fois quand je dis ça. Mais aller ouvrir la porte, enfin ouvrir la porte avec eux (Intervention sociale, rural, Education nationale, action sociale spécialisée)

L'accompagnement peut aussi passer par **proposer aux personnes d'aller dans des endroits qui peuvent leur apporter du bien-être** comme par exemple les balades en forêt, les activités culturelles, sportives, etc :

ALICE : Quand je vois des personnes pas bien et isolées, j'essaie de voir avec elles si y a pas des choses, autour de chez elles, qui leur feraient du bien, ou chercher une association, ou, tu vois, un truc qui leur ferait du bien (Intervention sociale, rural, département, insertion)

*FABIENNE : Après on était sur l'idée, à un moment donné, avec ma collègue infirmière, de, de pouvoir proposer justement aux aidants un peu d'oxygène sur des sorties, quelquefois, dans l'année. Mais on aurait voulu monter ça en partenariat avec un service d'aide à domicile qui puisse répondre présent auprès des personnes aidées le temps de cette bulle d'oxygène.
(Intervention sociale, rural, département, PAPH)*

STÉPHANIE : On peut aller au restaurant, on peut, voilà, c'est diverse et varié, faire des sorties en forêt pour, pour certains résidents qu'ont besoin de se défouler, et sans être forcément perturbé par l'environnement extérieur, parce que le contact avec d'autres personnes peut être compliqué (Éducatif, urbain, association, PAPH)

Les professionnel.les jouent ainsi souvent un rôle de passeur, de médiateur entre les personnes souvent isolées et les lieux-ressources sur le territoire. **L'enquête montre que « ce qui fait ressource » est souvent défini par les professionnel.les selon leurs propres normes socio-culturelles** – par exemple ce qui fait ressource pour aller mieux (marcher en forêt, etc.). Or la définition de ce qui fait ressource peut être différente d'un groupe social à l'autre, d'un

individu à l'autre. Une question se pose par rapport à cette pratique : les professionnels font-ils/elles découvrir les lieux qu'ils/elles considèrent être des ressources selon leurs propres normes sociales ? L'exemple est donné au sein du groupe de recherche d'intervenants qui emmènent les familles faire des randonnées dans la forêt avec un discours négatif sur les lieux de sortie habituellement pratiqués par ces familles (type laser game, parcs de jeux pour enfants dans les salles).

Ces normes sont socio-culturelles et peuvent aussi être véhiculées voire imposées par les acteurs politiques qui disent « ce qui est bien » et « ce qui n'est pas bien » (exemples des bienfaits de la nature, des effets néfastes des écrans, etc.). Comment les travailleurs sociaux peuvent-ils avoir du recul vis-à-vis de ces discours pour savoir comment positionner leurs pratiques d'accompagnement ? La recherche fait partie des outils possibles pour déconstruire ce qui est présenté comme des évidences dans les discours dominants. Autre manière de prévenir cette imposition de normes pourrait se trouver dans le montage de projets amenés par les habitants eux-mêmes qui « font sens pour eux ». Cela revient donc à poser la question de la participation des habitants au sein des projets sociaux.

Chercher des solutions aux difficultés de mobilité

Les pratiques professionnelles en termes de prise en compte et d'accompagnement des difficultés de mobilité semblent plus hétérogènes entre les intervenants. Même si 61% des répondants déclarent évaluer les pratiques et les moyens de mobilité des personnes accompagnées, seulement 43% aident les personnes à utiliser les transports en commun.

Les travailleurs sociaux, particulièrement en milieu rural, disent agir sur les questions liées au territoire **en cherchant des solutions d'aide à la mobilité** des personnes qu'ils/elles accompagnent (transport à la demande, prêt de vélos électriques, de scooters, aides pour passer le permis, mise en place du taxi, covoiturage...)

ENQUÊTEUR.TRICE : Et dans ta pratique. De quelle manière t'essaies de, d'agir sur ces difficultés ou les ressources du territoire de vie des personnes ?

ALICE : Je fais la promotion du transport à la demande, notamment, de tout ce qui est, voilà, transport à la demande. (Intervention sociale, rural, département, insertion)

EMMA : Pour certains freins, on va dire, en sollicitant les ressources qu'il peut y avoir sur le territoire. Enfin, par exemple, on disait la mobilité, y a pas beaucoup de bus, ce genre de chose. Mais dans le cadre d'une mission de travail, on peut faire des demandes pour des vélos électriques, pour des scooters, enfin ... (Éducatif, urbain, association, insertion)

VIRGINIE : Pour les actions collectives, ça nécessite de réfléchir au lieu où on va faire l'action. Et si on décide de faire l'action plus loin, c'est de réfléchir ensemble avec les familles, comment on s'organise, est-ce que y a des familles qui sont prêtes à faire du covoiturage, aussi, entre elles (Éducatif, rural, département, petite enfance)

De l'encouragement à élargir son territoire de vie à l'injonction à être mobile ?

De nombreux.ses professionnel.les sont particulièrement attaché.es à **encourager les personnes qu'ils.elles accompagnent à « s'ouvrir vers l'extérieur » et à sortir de chez eux.elles** mais aussi à les encourager à oser dépasser les frontières de leur territoire de proximité :

- En proposant des balades, des sorties (ex : pour sortir d'un climat tendu avec ses enfants à la maison, pour découvrir des lieux de loisirs, pour créer du lien social..)
- En faisant découvrir des lieux ruraux à des citadins et vice-versa
- En essayant de lever les « freins psychologiques » à la mobilité pour aller vivre sur d'autres territoires plus dotés en emploi, formation, logement social, etc.

Cette pratique professionnelle de **faire en sorte que les personnes « s'ouvrent davantage vers l'extérieur »** peut avoir une dimension spatiale (encourager à sortir de chez soi) et aussi une dimension sociale dans le sens de faire sortir la personne de son milieu familial et/ou socio-culturel considéré parfois comme « toxique » (ex. réseaux de délinquance).

AMELIE : Mais par exemple, tu vois, quand je fais des actions sur l'orientation scolaire, je travaille avec les jeunes, un petit peu, cette notion là de, de réfléchir avec eux. Est-ce qu'ils ont peur de sortir du territoire, est-ce qu'ils pourraient envisager d'aller dans un établissement qui soit sur Rennes ou même au-delà. On travaille aussi avec eux et leurs parents sur, tu vois par exemple, l'internat, est-ce que ça le fait flipper ou pas. Enfin, c'est un petit peu de, enfin de, c'est, l'idée c'est vraiment de dire au jeune ouvre toi à plus de choses parce que tu, tu dois avoir les mêmes droits que n'importe quel autre jeune de n'importe quel autre coin de la France, en fait (Animation sociale, rural, EPCI, jeunesse)

CYRIL : Juste un, peut-être un petit complément. C'est que nous on joue beaucoup sur le fait de passer de l'urbain au rural ou de, du rural à l'urbain. On le fait beaucoup plus dans le premier sens, puisque nos actions sont principalement urbaines. Et qu'en fait on se rend compte que ce que peut générer l'environnement rural sur des urbains est plus que bénéfique, voire même très porteur. Donc, que ce soit des sorties, des chantiers, des séjours (Éducatif, mixte, association, insertion)

ESTELLE : Enfin, souvent pour les enfants qu'on accompagne, si on est sur une famille, on est souvent sur des familles assez repliées sur elles-mêmes, qui sont pas très ouvertes sur l'extérieur. Donc nous c'est une de nos, un des objectifs qui est, enfin toujours noté dans les, dans les projets pour l'enfance, c'est l'ouverture à l'extérieur. (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

ROMAIN : Son rêve c'est de devenir infirmière, une école d'infirmière faut, alors y en n'a plus à D, faut aller à Rennes, quoi. Elle me dit mais non, non, c'est fini. Et du coup, apprentissage coiffure à C*, à moins, à moins de 10 kilomètres de chez papa et maman. Et elle peut aller en voiturette électrique. Ça, ça a un vrai effet. Moi, sur l'ambition scolaire, là-dessus j'ai un vrai effet. Sur les parents, y a beaucoup ça aussi, de, d'humilité forcée parfois. Oui mais attendez, nous, nous on est des petites gens. Je dis vous êtes des gens. Mais on est des petites gens, ça nous intéresse pas. Et du coup, alors moi ça a un effet simple, et très visible, sur la non*

sollicitation des aides financières. Ici en particulier, les familles, moi là, sont maintenant, ne saisissent pas du tout les aides financières. (Intervention sociale, rural, Education nationale, action sociale spécialisée)

Une question émerge de cette pratique professionnelle : comment les professionnel.les se situent entre ce qu'on pourrait appeler l'encouragement des personnes en leur montrant le champ des possibles et l'injonction à la mobilité spatiale avec le risque de jugement des personnes qui ne sont pas mobiles. L'encouragement à être mobile est très prégnant dans les discours et les pratiques des professionnel.les. Quel recul réflexif ou lecture critique ont-ils.elles par rapport à l'injonction sociale à être mobile et par rapport à la valorisation sociale de la mobilité ? Quelles connaissances ont les travailleurs.euses sociaux.ales de cette norme sociale dominante de la mobilité spatiale (en lien aussi avec le contexte des normes d'insertion professionnelle) ? Quelles connaissances ont-ils.elles des effets délétères de la mobilité spatiale et au contraire des effets parfois positifs de l'ancrage territorial ?

Créer et soutenir le lien social de proximité

Les intervenant.es sociaux.ales essaient d'aider les personnes isolées à **faire des rencontres à proximité** de chez elles (via des associations sportives, lieux d'accueil parents enfants, groupes de soutien aux aidants, etc.). Ils.elles observent souvent **des situations des personnes qui ont déménagé récemment** et qui ont besoin de recréer un réseau social.

ESTELLE : Moi je me rappelle d'une, d'une maman y a quelques années, qui avait ses jumelles. Elle venait de perdre son mari, subitement, d'un infarctus donc c'était, voilà, très soudain. Qui, du coup, voilà, voulait être dans une reprise un peu existentielle de j'ai besoin de voir du monde, j'ai besoin de, elle était originaire de, du Finistère. Donc elle était arrivée ici par rapport au travail de son mari, à l'époque. Ils avaient débarqué, ça faisait 2 ans qu'ils étaient dans le secteur, mais elle avait aucune ...Aucune connaissance, aucun réseau, si ce n'est quelques collègues de travail. Mais elle travaillait sur Rennes, donc ses collègues de travail étaient sur Rennes (...) En fait, elle a, elle a investi, du coup, une association sportive pour une de ses filles, enfin oui, une de ses filles a voulu faire du sport. Et, et en fait elle s'est créé ce réseau avec les, les personnes, là, les parents qui ... (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

MORGANE : On est aussi sur des personnes qui, des personnes qui bougent beaucoup maintenant dans les territoires. Là où avant on vivait là où on avait un peu grandi, enfin grosso modo, maintenant c'est plus le cas. Enfin, maintenant les gens bougent beaucoup pour le travail, bougent beaucoup pour, enfin de régions, etc. Donc en fait il faut recréer aussi ce, ce réseau là pour les familles. Donc on est aussi parfois une source de recréer ce réseau là, et comment connaître des personnes, etc. (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

Le travail des intervenant.es pour (re)créer du lien social de proximité pour les personnes apparaît comme une dimension centrale de la prise en compte du territoire au sein des pratiques. Les entretiens montrent que la mission des travailleurs.euses sociaux.ales à chercher à recréer du lien social pour les personnes isolées, en milieu urbain et en milieu rural

est intrinsèquement liée à la prise en compte des trajectoires géographiques (mobilités résidentielles) et des territoires de vie des personnes accompagnées.

Autres modalités où les TS agissent sur les territoires de vie des personnes

Pendant les interviews, d'autres pratiques par lesquelles les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales agissent sur le territoire de vie des personnes sont apparues :

- en accompagnant les personnes à améliorer leur cadre de vie
- en créant de nouveaux lieux qui répondent à des besoins (ex. lieu d'accueil de jeunes filles pour attendre leur bus).
- en faisant remonter les réalités sociales qu'ils.elles rencontrent lors de réunions partenariales et/ou avec des élu.es
- en faisant évoluer les représentations sociales sur par exemple les jeunes, les personnes handicapées, les quartiers QPV

AGNÈS : Un des gros soucis c'était les déchets en bas des tours. Et les, les trucs où on met les poubelles, là, tout seul, enfin bref, tout ça ça marchait pas. Et donc, et ça devient invivable, parce que du coup y a des rats, parce que y a des trucs qui sont dangereux pour les enfants, et puis le problème n'est plus que le leur, mais tous ceux de, enfin de l'ilot, qui habitent là, quoi. Donc c'est accompagner des personnes pour qu'elles fassent de ce problème le problème de tous, et puis d'aller écrire un courrier à la direction de quartier, et puis aller après rencontrer les bailleurs sociaux, et puis contribuer à la réflexion pour élaborer une solution à ce projet.(Animation sociale, urbain, association, enfance-famille)

SONIA : Alors dans la pratique, on parle beaucoup d'insécurité, nous, avec les jeunes. Parce que on a beaucoup de jeunes filles, notamment, qui se retrouvent confrontées à être embêtées à certains endroits, quand elles prennent le bus, etc.

ENQUÊTEUR.TRICE : Ok.

SONIA : Donc y a eu une action, quand même, du territoire, qui a installé notamment aux Champs, là, en centre ville, un système qui s'appelle la Cabane. Je sais pas si t'en as entendu parler.

ENQUÊTEUR.TRICE : Oui, si.

SONIA : Du coup ça permet aux jeunes, au lieu d'attendre leur bus, des fois ils attendent assez longtemps, ils peuvent attendre une demi-heure, une heure, leur bus devant les Champs, là. Et au lieu qu'ils soient, que les jeunes filles ou les jeunes garçons soient au niveau des arrêts de bus, ils peuvent aller à la Cabane ...

ENQUÊTEUR.TRICE : Ok.

SONIA : Donc c'est un lieu qui est sécurisé, avec des éducateurs, où ils peuvent travailler, y a des tables, y a des jeux, enfin y a plein de trucs (Éducatif, mixte, association, PAPH)

VIRGINIE : Mais aussi utiliser ce qui existe sur la commune en question, et la politique de la Comm Comm qui est d'aller vers, aussi. Ça ils l'ont bien en tête. Et notre rôle aussi, en tant que professionnel, c'est de faire remonter ça, en fait, dans les diagnostics. Mais c'est aussi dans les, dans les rencontres partenariales, de faire remonter ces difficultés-là. (Éducatif, rural, département, petite enfance)

AGIR SUR LES RAPPORTS DES PERSONNES ACCOMPAGNEES AVEC LEUR TERRITOIRE DE VIE

CE QU'IL FAUT RETENIR

Les professionnel.les expriment souvent leur volonté d'accompagner les personnes au plus près de leurs réalités socio-territoriales. Pour ce faire, ils.elles essaient d'adapter leurs propositions en fonction des contraintes et des possibilités des personnes. Plusieurs intervenant.es expliquent que montrer une connaissance fine du territoire leur donne de la crédibilité et leur permet de créer du lien plus facilement avec les personnes qu'ils.elles accompagnent.

Aider les personnes à s'appropriier les lieux qui peuvent faire ressource pour elles fait partie du quotidien d'une grande majorité des professionnel.les. Cette pratique va de la simple information jusqu'à accompagner physiquement les personnes dans le lieu pour qu'elles puissent ensuite y aller de façon « autonome ». L'enquête montre que « ce qui fait ressource » est souvent défini par les professionnel.les selon leurs propres normes socio-culturelles.

Les intervenant.es prennent en compte les difficultés de mobilité des personnes et cherchent des solutions d'aide à la mobilité. Ils.elles sont aussi particulièrement attaché.es à encourager les personnes qu'ils.elles accompagnent à « s'ouvrir vers l'extérieur » et à sortir de chez eux.elles mais aussi à les encourager à oser dépasser les frontières de leur territoire de proximité. La question d'une imposition de normes (ici celle de la valorisation sociale de la mobilité et de la dévalorisation de l'ancrage) se pose. Les intervenant.es sociaux.ales se mobilisent aussi beaucoup pour aider les personnes isolées à faire des rencontres à proximité de chez elles pour recréer du lien social.

PARTIE 6 - LES RAPPORTS DES TRAVAILLEURS.EUSES SOCIAUX.ALES A LEUR TERRITOIRE D'INTERVENTION

Les trajectoires socio-spatiales des professionnel.les

Habiter ou ne pas habiter sur son territoire d'intervention

D'après les réponses au questionnaire, **37% des répondant.es déclarent résider sur leur territoire d'intervention.**

Pendant les entretiens, des professionnel.les expliquent les avantages d'**habiter sur leur territoire d'intervention**. Un des avantages est pragmatique, c'est celui de réduire les déplacements entre le domicile et le travail. Par ailleurs, des professionnel.les expliquent que cela leur permet de mieux connaître leur territoire d'intervention, ou aussi de créer des liens plus facilement avec les habitants. D'autres encore racontent qu'ils « testent » des lieux avant de les proposer aux personnes accompagnées.

AGNES : Donc, quand je viens au travail, je travaille presque en sortant de la maison jusqu' au travail. Parce que je passe par une école où des parents, c'est les mêmes parents du centre social. Et puis arrivée au centre social, sur le trottoir je ralentis, et là je vais retrouver aussi les mamans. Donc, moi déjà dans mes déplacements je rencontre du monde. A l'école où, maintenant mes enfants sont grands, mais l'école qu'ils fréquentaient j'avais aussi des familles du centre social. Donc, voilà, ça ça permet de rencontrer du monde. (Animation sociale, urbain, association, enfance-famille)

ANTONY : Moi j'habite dans le centre-ville de Rennes. Pour moi c'est identique, les deux. Y en a un que je vais utiliser, effectivement, côté professionnel plus facilement. J'ai moi-même des enfants, donc je peux être aussi amené à utiliser certaines ressources, comme l'Explorateur des Métiers, que je citais tout à l'heure. Et surtout, en fait, ça me permet de collecter bien plus de données, du territoire au niveau personnel. Donc là je vais peut-être plus sur des loisirs, ce genre de choses comme ça. Mais ce qui me permet moi, en fait, de tester des choses, que peut-être après je vais pouvoir repropose au niveau professionnel, quoi en fait (Éducatif, urbain, association, insertion)

En effet, pour certain.es professionnel.les, **les lieux de vie et les lieux du travail s'entremêlent**. Ces dernier.es présentent ces situations comme des opportunités de créer du lien, d'observer et de mieux comprendre ce qui se passe pour les habitant.es.

ROMAIN : Au contraire, c'est plutôt intéressant. Hier soir j'ai passé, j'ai passé je pense une demie heure au Super U avec une de mes anciennes élèves, qui est actuellement employée dans le Super U. Et, on faisait le point sur plein de choses. C'est hyper agréable, au contraire. Mais c'est, ça nécessite aussi une mise à disposition, une posture, qui se travaille, qui est pas simple. (Intervention sociale, rural, Education nationale, action sociale spécialisée)

En revanche d'autres ne vivent pas très bien le fait de rencontrer des personnes accompagnées en dehors de leur temps professionnel. Ce discours sur le rapport au territoire d'intervention parle aussi du rapport différencié des personnes au travail. Certain.es

revendiquent au contraire d'être éloignés du lieu d'intervention pour avoir la possibilité de « couper » avec leur travail et/ou de décompresser.

ALICE : Non, non, c'est très agréable, surtout que moi j'aime bien la campagne, donc c'est, c'est très agréable. Là où ça l'est un peu moins, c'est de, d'être amenée à rencontrer les personnes que t'accompagnes dans le quotidien, quoi. Faire des courses, à l'école, sortie d'école, à la kermesse. (Intervention sociale, rural, département, insertion)

CLARISSE : Oui. En vrai, oui. Mais par contre je me verrais pas habiter sur mon quartier, parce que je pense que j'ai besoin de couper et que (...) Le travail c'est le travail. Et puis le soir je rentre, j'essaie de faire la part des choses et puis pas avoir sa vie à côté ... (Éducatif, urbain, association, insertion)

STEPHANIE : Je pense que, voilà ce, faire quelques kilomètres, effectivement ça a un coût financier. Après voilà, des fois ça permet aussi de pouvoir décompresser, quand on a des journées qui peuvent être dures. Le fait d'avoir un petit peu de route, des fois, ça permet de, de décompresser avant de rentrer à la maison et d'attaquer la deuxième journée. Parce qu'on attaque aussi notre deuxième journée quand on rentre à la maison. (Éducatif, urbain, association, PAPH)

Le vécu de la mobilité professionnelle en tant que travailleur.euse social.e

En moyenne, les répondant.es ont travaillé sur quatre territoires d'intervention différents depuis le début de leur carrière de travailleur social. Si l'on regarde en fonction de l'ancienneté, le nombre moyen de territoires d'intervention est de 3 territoires pour les intervenant.es travaillant depuis moins de quatre ans et s'élève à 4,5 pour les intervenant.es travaillant depuis plus de 8 ans.

Les professionnel.les interrogé.es ont plutôt tendance à exprimer les bénéfices de la mobilité professionnelle en expliquant que cette mobilité permet de prendre conscience des différences sociales et partenariales entre les territoires, d'expérimenter des pratiques professionnelles différentes ou encore d'apprendre à s'adapter. Même si ces retours d'expériences correspondent pour la plupart du temps à des bénéfices ressentis par les interviewé.es, il est important de les interpréter également à l'aune des normes sociales et professionnelles dominantes qui valorisent la mobilité géographique.

ESTELLE : Ce que j'ai aussi beaucoup trouvé intéressant c'était de voir qu'y avait différents fonctionnements de CDAS, d'organisation, de fonctionnement sur les, les CDAS. Même si les missions sont les mêmes pour tout le département, finalement le fonctionnement, l'organisation des commissions, etc. (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

LISE : De façon générale, moi ma, l'exercice de ma profession en DOM TOM, enfin particulièrement en Guyane, c'est clair que ça a développé des capacités d'adaptation, alors encore plus que en métropole. Ça c'est sûr. (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

Certain.es parlent quand même des désavantages de la mobilité professionnelle comme par exemple le fait de devoir reconstruire son réseau.

SONIA : Alors, bien connaître son territoire, moi je peux un peu en parler, parce que je suis pas originaire de, du coin, et que j'ai, j'ai fait plusieurs territoires pour le coup en termes de, de travail social. Donc à chaque fois il faut reconstruire son réseau, les partenaires, bien connaître (Éducatif, mixte, association, PAPH)

Ils.elles sont quelqu'un.es à mettre en avant **l'importance de se « poser » sur un territoire**. Cependant on perçoit dans les entretiens avec les professionnel.les qui ont été peu mobiles dans leur carrière **une tendance à vouloir justifier cette immobilité** ou encore à montrer qu'ils.elles ont conscience des risques de cette immobilité.

EMMA : Non, moi ce territoire me plaît bien, parce que, du coup, une fois qu'on a construit son réseau, qu'on connaît ses partenaires c'est quand même assez confortable. (Éducatif, urbain, association, insertion)

THIERRY : Néanmoins le, quand on est à peu près au fait de ces écueils qui peuvent devenir des inconvénients, je pense qu'y a quand même des, des avantages à être sur un territoire et d'avoir, voilà, d'être connu, voire reconnu, d'être observateur, d'être constant dans les relations avec les professionnels sur ce territoire-là, d'être au fait des, des changements perceptibles ou moins perceptibles. Donc, je crois que la durée demeure quand même un sacré atout. Voilà. Moi, en ce qui me concerne, en tout cas, voilà. (Intervention sociale, urbain, département, action sociale généraliste)

Des intervenant.es expliquent que **leur milieu d'origine a pu être déterminant** dans leur capacité ou incapacité à s'adapter à d'autres types de territoires et **d'en connaître les codes** :

FLORENCE : Du côté des B[Quartier urbain), par rapport à ... Donc non, moi j'ai trouvé ça super intéressant. Alors, avec plus de difficultés pour moi par rapport à, par rapport à la ruralité parce que c'est pas mes origines, enfin c'est pas mes origines (...) Donc, là, beaucoup plus de mal à trouver, à trouver mes repères. Parce que j'ai, je pense que j'avais pas forcément les, les codes, enfin les bons codes. Et là, bon, comme en plus je suis pas restée très très longtemps, j'ai pas forcément eu le temps de, de les acquérir (Intervention sociale, urbain, département, PAPH)*

Les pratiques spatiales des intervenant.es sociaux.ales

Des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales très mobiles au quotidien

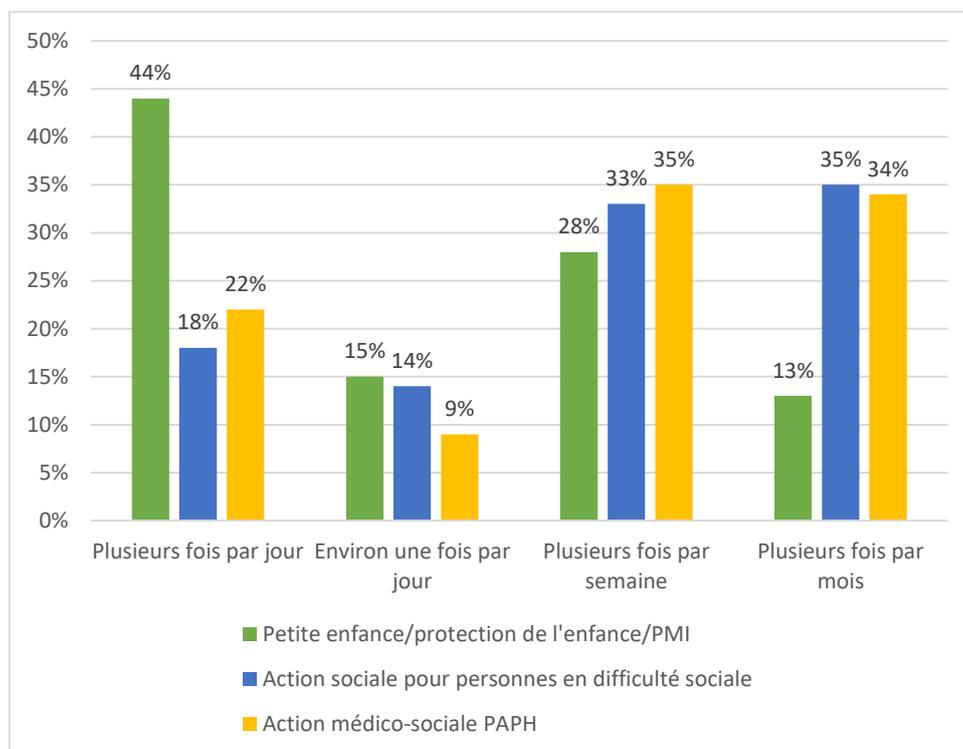
Les intervenant.es en milieu rural font plus souvent de visites à domicile que les intervenant.es des territoires urbains : 43% des professionnel.les en milieu rural font entre 3 et 7 visites à domicile par semaine contre 26 % en milieu urbain et 20% en milieu périurbain.

Cependant, que cela soit en milieu urbain ou en milieu rural, les professionnel.les interrogé.es sont **souvent à l'extérieur de leur bureau** : en visite à domicile, en permanence dans des antennes, en réunion chez des partenaires, en faisant de l'« aller vers ». D'après les réponses au questionnaire, 40% des enquêté.es, quel que soit le type de territoire, se déplacent sur leur territoire d'intervention (en dehors de leur trajet domicile-travail) au moins une fois par jour (dont 27% plusieurs fois par jour) et 32% se déplacent plusieurs fois par semaine.

Le groupe de recherche fait remarquer que pour certain.es travailleurs sociaux et travailleuses sociales, les pratiques du territoire peuvent être très déterminées par l'institution. Par exemple, à Rennes, les professionnel.les des CCAS n'ont pas l'autorisation de faire de visites à domicile et doivent changer de secteur tous les deux ans pour éviter des logiques de trop grande proximité avec les habitants.

On observe que les professionnel.les du groupe « éducatif » et du domaine d'intervention « petite enfance/protection enfance » sont plus nombreux.ses à faire plusieurs déplacements par jour par rapport aux autres groupes professionnels et domaines d'intervention.

Figure 43 - Fréquence déplacements par domaine d'intervention



Les entretiens montrent qu'en milieu rural, les déplacements qui sont nécessairement réalisés sur de plus grandes **distances** sont vécus plus souvent comme des **contraintes**.

LISE : Ils sont fréquents et réguliers, et de plus en plus contraignants, parce que la difficulté actuelle de la protection de l'enfance fait que aussi les enfants sont potentiellement placés de plus en plus loin, et que si on veut les voir, voilà, faut prendre le temps de le faire (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

MORGANE : Pas toujours, pas toujours bien, au sens où ça demande une énergie quand même, de conduire sur le territoire. Enfin, voilà, je peux être sur une moyenne de, de la semaine à 300 kilomètres. Ce qui est relativement énorme, sur un territoire qu'est pas si immense que ça quand même (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

PAULINE : Alors, moi je suis déjà sur un poste qui compte 4 sites. Voilà. Donc je change tous les jours de lieu, des fois plusieurs fois par jour. C'est pas facile à gérer, parce que il faut avoir, sur 380 résidents, il faut avoir les résidents dans la tête, savoir dans quel EHPAD ils sont (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée)

SONIA : Ok. Alors, moi je me déplace tous les jours, plusieurs fois par jour. Je vais dans, je passe de, d'école en collège et de collège en lycée, et inversement. On est, on a des véhicules de service, ici. Donc on se déplace essentiellement en, en voiture (Éducatif, mixte, association, PAPH)

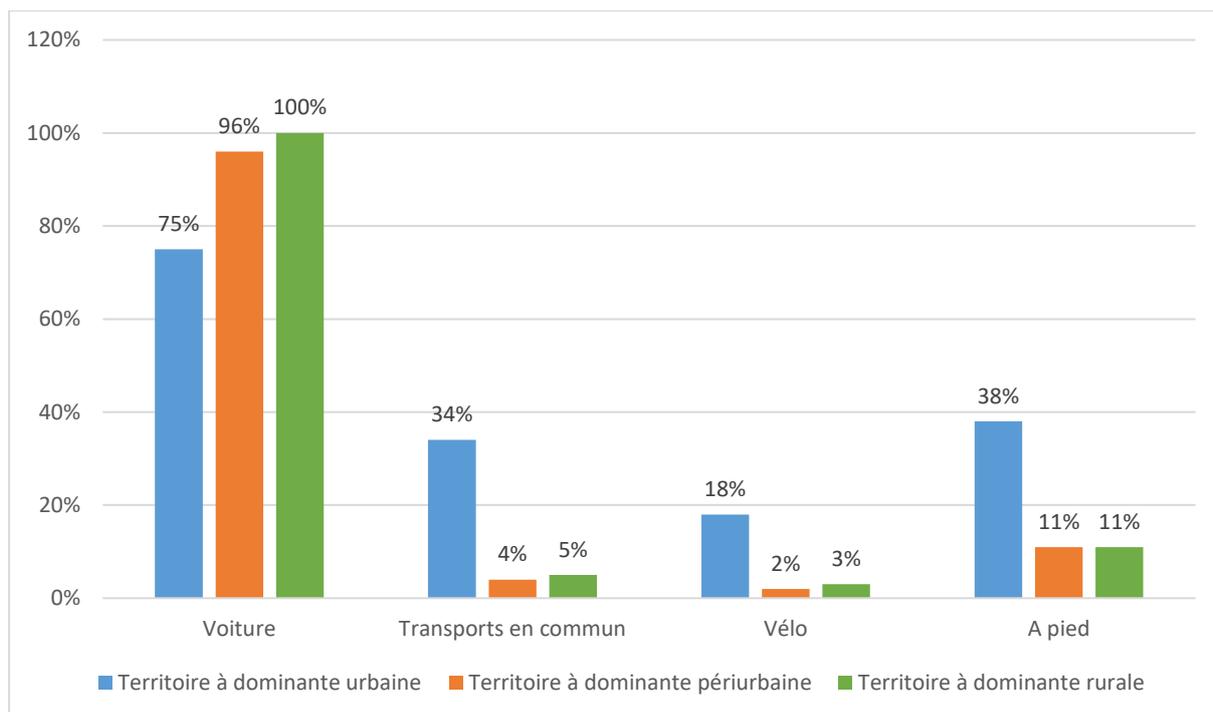
A l'inverse, certain.es vivent bien ces déplacements, les valorisent en disant qu'ils permettent d'avoir des moments privilégiés avec les personnes, ou parce qu'ils.elles permettent de sortir du bureau, de prendre du recul.

ESTELLE : Donc, du coup, non les temps de trajet, alors quand je suis toute seule ça me permet aussi de, voilà, de prendre le recul sur l'entretien, ce qui s'est dit, qu'est-ce que je vais faire, qu'est-ce que j'ai à faire. Enfin voilà, de faire un petit peu la check-list. Des fois je regarde juste, de conduire et de pas avoir un crayon et ... Les notes vocales c'est pratique. Du coup, non moi j'aime bien ces temps de trajet, où du coup je, soit on est 2 et on débrieife, voilà, soit on est seule et puis on débrieife aussi avec nous-mêmes (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

Des modes de déplacements différents selon les types de territoire

Les modes de déplacements des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales sont très différents selon les types de territoire. Alors que la quasi totalité des intervenant.es ruraux.ales et périurbain.es utilisent la voiture, les moyens de déplacement sont plus diversifiés pour les professionnels des villes.

Figure 44 - Quel(s) moyen(s) de transport utilisez-vous le plus souvent pour vous déplacer sur votre territoire d'intervention ?



En milieu urbain, les professionnel.les se déplacent souvent à pied, à vélo ou en transports en commun sauf dans les quartiers moins bien desservis ou si l'emploi du temps chargé incite le.la professionnel.le à préférer la souplesse de la voiture. Les professionnel.les en milieu urbain peuvent aussi avoir besoin d'utiliser la voiture pour transporter du matériel ou pour véhiculer les personnes accompagnées.

CLARISSE : Nous on fait presque tout à pied. On a des collègues qu'ont des vélos, nous on, on est plutôt à pied. On va très régulièrement à la sortie du collège et la sortie de l'école élémentaire (Éducatif, urbain, association, insertion)

CYRIL : Et que le public peut être un peu partout, on peut aller, Rennes Métropole, zone, zone rurale. Quand je le peux, et dès que je le peux, c'est du vélo. Tout ce qui est possible en vélo je le fais. Dès qu'y a beaucoup trop de matériel, c'est un véhicule de l'association, mais dès qu'y a du déplacement de personnes, c'est les véhicules de l'association (Éducatif, mixte, association, insertion)

Ainsi, les professionnel.les, particulièrement en milieu rural et périurbain, se retrouvent à beaucoup utiliser la voiture. Or, on perçoit dans certains entretiens des intervenant.es

semblant vouloir/devoir se justifier d'utiliser autant leur voiture comme s'ils.elles étaient atteintes par une sorte d'injonction contradictoire provenant à la fois de la société et du milieu professionnel préconisant de développer « l'aller-vers » les personnes peu mobiles et éloignées des services et en même temps de contribuer à la transition environnementale en ayant des pratiques de mobilité plus écologiques.

Les représentations socio-spatiales des professionnel.les

On a rencontré pendant l'enquête **plusieurs intervenants ruraux qui ne voudraient pas travailler en ville**. L'insécurité est par exemple mise en avant ou encore le « problème » d'une trop grande proximité avec les usagers, ou aussi le fait qu'il y aurait davantage d'intervention dans l'urgence et moins sur le long terme qu'en milieu rural.

LISE : Là où j'aurais du mal, ce serait peut-être plus d'aller dans le urbain urbain, enfin Rennes centre. Ça je pense que ce serait plus compliqué pour moi, oui.

ENQUETEUR.TRICE : Ah oui. Pourquoi ?

LISE : Le côté ville vraiment, très très urbanisée, avec tout ce que ça implique. Et la, dans notre métier la proximité avec les usagers, je vois les collègues qui me disent en fait la dame elle te guette, parce que du coup de sa tour elle te voit arriver, et du coup elle descend en pyjama chaussons pour t'alpaguer devant le, le boulot, quoi. Donc ce côté-là, j'aurais un peu plus de difficulté, peut-être. Et puis le côté peut-être un peu plus insécurité, aussi, ça me dit rien (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

MARYSE : Non. Non, non. C'est vraiment ... Et puis moi je suis, j'aime beaucoup le rural. Donc, je partirais pas travailler à Rennes par exemple. Voilà.

ENQUETEUR.TRICE : Et pourquoi du coup tu ... ?

MARYSE : Je sais pas. J'aime bien, j'aime bien le rural.

ENQUETEUR.TRICE : Ok.

MARYSE : Je pense qu'à Rennes c'est pas le même, je pense qu'y a plus, peut-être plus d'urgences, peut-être plus, peut-être moins dans les accompagnements qui durent (Intervention sociale, rural, département, action sociale généraliste)

Les intervenant.es en milieu urbain sont plusieurs à dire qu'ils.elles ne ressentent pas de sentiment d'insécurité avec pour certain.es d'entre eux.elles **une volonté de « réhabiliter » l'image des quartiers**.

THIERRY : Donc il faut rendre, donc j'essaie de, de rendre la chose, le territoire visible, accessible, de un petit peu l'objectiver, dire que j'y travaille et je m'y sens bien, et que j'y suis et que j'y reste. Et que j'y vais et que je me sens pas en insécurité, et que c'est pas Chicago (Intervention sociale, urbain, département, action sociale généraliste)

De la même manière, on observe dans les discours des intervenant.es en milieu rural une certaine valorisation des territoires ruraux avec parfois **des clichés au sujet des campagnes** comme le fait que les habitant.es y seraient plus accueillant.es ou aussi que les solidarités de voisinage y seraient beaucoup plus présentes.

ALICE : Oui. C'est ... Et c'est vrai que ça, c'est un milieu qui m'a tout le temps plu, qui m'a tout le temps attirée, je sais pas pourquoi. C'est, tu vois, quand j'étais à la MSA, le public était très accueillant, en fait, parce que on venait chez eux. On se déplaçait chez eux. Je me rappelle de personnes âgées, j'ai passé plus de temps dans leur jardin, mais on abordait, on abordait tout le maintien à domicile dans le jardin, quoi (Intervention sociale, rural, département, insertion)

ROMAIN : Alors, dans ma représentation, moi, je pense qu'on retrouve moins dans les territoires à caractère urbain, beaucoup de solidarités traditionnelles qui se mettent en œuvre. Beaucoup de solidarités de voisinage. J'ai peu de difficulté à traiter de situations, de manque financier qui déclencherait des besoins alimentaires. On va peu vers les banques alimentaires parce que y a toujours un voisin qu'a 2, 3 poulets dans son congèle, ce genre de choses. J'ai beaucoup de ça. Ça c'est assez surprenant au départ (Intervention sociale, rural, Education nationale, action sociale spécialisée)

Certain.es intervenant.es ont tendance à valoriser leur territoire d'intervention pour diverses raisons (lutter contre la stigmatisation des quartiers, sensibiliser les élu.es, etc.). Cette posture liée souvent à des convictions et donc à un engagement peut aussi amener un filtre pour les intervenant.es dans l'appréhension de leur territoire d'intervention.

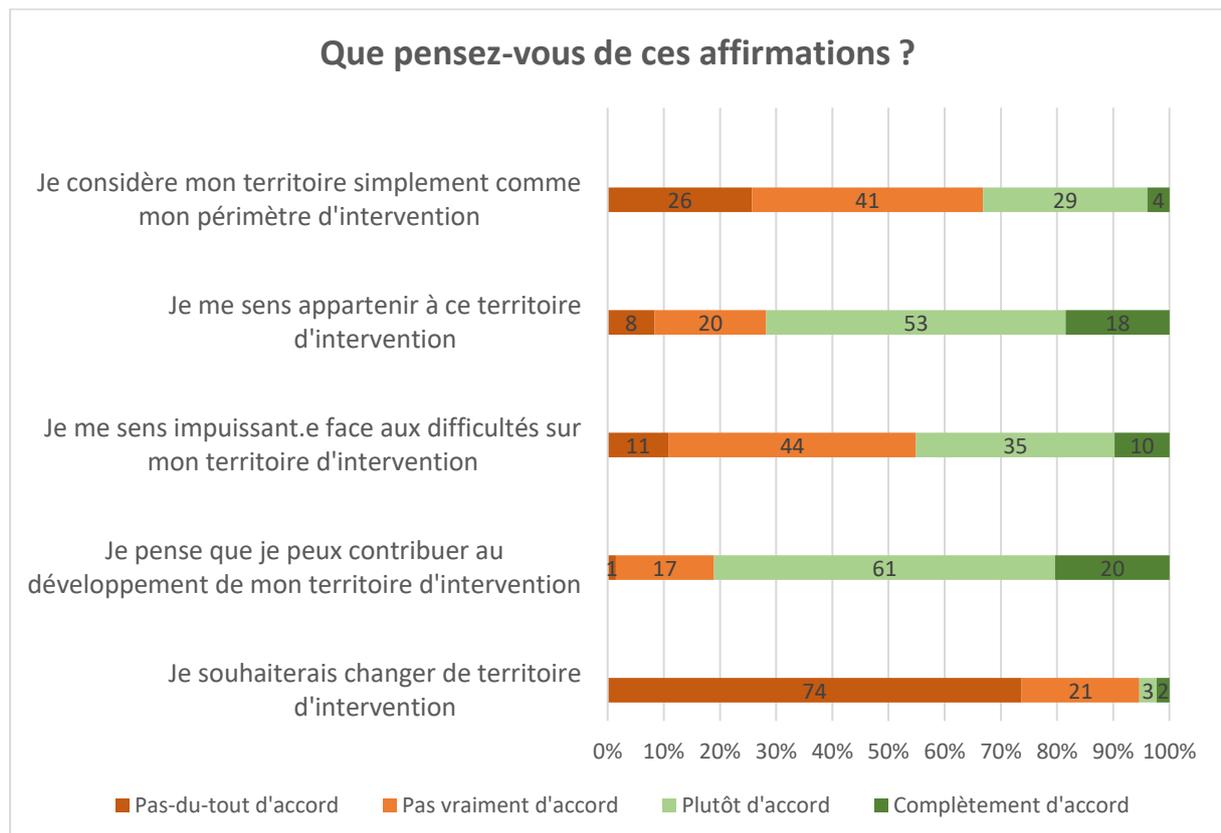
Les réponses au questionnaire montrent **une certaine hétérogénéité du groupe des travailleurs sociaux et travailleuses sociales face à certaines représentations socio-spatiales**. Par exemple, 57 % ne considèrent pas que les solidarités seraient plus importantes à la campagne qu'en ville. Par ailleurs, 64 % des répondant.es ne considèrent pas que les personnes en milieu urbain connaissent mieux leurs droits qu'en milieu rural.

En revanche, certains postulats font davantage consensus entre travailleur.euses sociaux.ales. Par exemple 87% pensent que les situations socio-familiales peuvent être différentes selon les types de territoire et 96% pensent que l'environnement peut parfois aggraver les difficultés sociales et familiales.

Sentiments d'appartenance et de capacité d'agir vis-à-vis du territoire d'intervention

Un attachement au territoire variable selon les professionnel.les

Les résultats au questionnaire montrent **un sentiment d'appartenance au territoire assez prégnant pour une majorité des répondant.es** : 71% disent se sentir appartenir à leur territoire d'intervention.



Certain.es professionnel.les expriment pendant les entretiens un **fort attachement** à leur territoire d'intervention.

MARYSE : Ah oui. Oui, oui. Je suis très ... Enfin, voilà. Là j'aimerais bien partir, mais je suis très attachée à, à mon territoire d'intervention, oui (Intervention sociale, rural, département, action sociale généraliste)

A l'inverse d'autres montrent une certaine **distance** vis-à-vis de leur territoire d'intervention soit parce qu'ils.elles n'y habitent pas, soit parce qu'ils.elles sont passé.es par différents territoires pour lesquels ils.elles n'ont pas développé de rapport affectif.

ENQUETEUR.TRICE : Quel rapport tu penses avoir avec ton territoire d'intervention ? Plutôt neutre, avec une distance, ou plutôt une affection sur ton territoire ?

ALICE : Plutôt neutre. Je, je suis pas du coin (Intervention sociale, rural, département, insertion)

ENQUETEUR.TRICE : Oui. Et, ton, ton rapport avec ton territoire d'intervention, est-ce que c'est un rapport distancié, un peu affectif quand même ? Est-ce que, est-ce que c'est neutre, est-ce que tu t'es engagée sur ce territoire ?

FABIENNE : Je pense que je reste assez neutre. Disons que, je pense que de par les différents CDAS sur lesquels j'ai exercé, j'ai appris à m'adapter à différents territoires. Et, et je vais pas forcément développer de l'affectif (Intervention sociale, rural, département, PAPH)

Les résultats au questionnaire montrent que **le sentiment d'appartenance au territoire d'intervention est plus important pour les professionnel.les travaillant dans des départements que dans des associations** : 80% des professionnel.les travaillant dans un département disent se sentir appartenir à leur territoire d'intervention contre 65% des répondant.es travaillant en association.

Se sentir acteur.trice du territoire

Une majorité d'interviewé.es (12/21) disent se sentir acteurs.trices sur le territoire de diverses manières :

- En se faisant **porte-parole**, en faisant connaître les réalités des personnes qu'ils.elles accompagnent
- **En étant repérés** et contactés par les familles, par les partenaires
- **En mettant en place des projets** locaux pour les habitant.es

Amélie : Et moi, en fait, c'est aussi pour ça que je vais, d'ailleurs, à toutes ces réunions, là, c'est que des fois je me dis que mon rôle c'est aussi de me faire un peu la voix des jeunes (Animation sociale, rural, EPCI, jeunesse)

CYRIL : Etre acteur, oui, oui, je suis aussi, au-delà de mon engagement professionnel je suis aussi engagé dans d'autres structures à titre personnel. Sur des actions ponctuelles comme sur des engagements un peu plus politiques. Donc, je fais partie du paysage, en dehors de mon, de mon métier. Et, et ça me plaît, et c'est pour ça du coup que je reste dans ce territoire urbain, parce que j'y trouve aussi un énorme terrain de jeu, qui m'intéresse et qui me construit aussi en tant que, en tant que personne (Éducatif, mixte, association, insertion)

MARYSE : Je pense que je suis repérée, je pense que je suis ... Parce que ça fait longtemps que j'y suis, donc je pense qu'effectivement on me repère bien. Je suis contente, vraiment, du, du partenariat qui se développe là, avec, avec la mairie (Intervention sociale, rural, département, action sociale généraliste)

VIRGINIE : Parce que je fais partie d'un élément, d'un petit élément d'un ensemble de maillage, qui, qui essaie de développer des projets ensemble. Donc, et que j'essaie d'amener les familles vers ces projets là. Donc oui (Éducatif, rural, département, petite enfance)

Ce sentiment peut se limiter au champ professionnel, ou peut s'élargir si le. la professionnel.le vit et est engagé.e par ailleurs sur le territoire.

En revanche, **quelques interviewé.es ont l'impression de ne pas vraiment contribuer à la dynamique du territoire**. Ils.elles considèrent que leur champ d'action est trop spécifique.

D'autres expriment le regret de ne pas être suffisamment sollicités par les partenaires pour travailler ensemble, particulièrement par les communes.

LISE : Parce que voilà, on est dans, dans un service public du territoire, donc forcément on y contribue un petit peu. Mais, j'y intervins de façon tellement spécifique que, je trouve ça un peu prétentieux de dire on participe à la dynamique du territoire, quoi (Éducatif, mixte, département, protection de l'enfance)

MORGANE : Parce que la marge de manœuvre est pas forcément si simple que ça. Notre liberté de, de mouvement, etc., est pas si évidente que ça. Mais jusqu'à, dans ma fonction, dans la place de travailleur social je suis quand même assez limitée dans les interactions que j'ai avec les partenaires. Donc du coup, si on ne le fait pas de façon individuelle et personnelle, c'est quand même assez difficile de, de se sentir inclus dans la vie du pays et du territoire (Intervention sociale, rural, association, enfance-famille)

ESTELLE : Et, bon. Voilà. Alors après, peut-être que le département est représenté, mais nous on n'a pas, en tout cas on nous, on nous sollicite pas, nous en tant que travailleur social, qui vont, une petite partie des jeunes en charges. On nous sollicite pas pour, pour voilà, pour apporter un regard sur les services, comment les jeunes les utilisent, etc. C'est là où je trouve que c'est un peu dommage (Éducatif, rural, département, protection de l'enfance)

La **question du genre** apparaît à plusieurs reprises dans les entretiens sur ce sujet de l'engagement en tant qu'acteur ou actrice du territoire. Alors que les professionnels ayant des engagements politiques et militants en plus de leur métier sont des hommes, plusieurs intervenantes justifient de ne pas pouvoir s'investir personnellement davantage sur le territoire du fait de contingences familiales :

PAULINE : Acteur, actrice, c'est moins, c'est plus difficile. Déjà quand on travaille toute la semaine, c'est compliqué de, de faire du lien avec l'extérieur et puis, on a chacun nos problèmes familiaux et, et donc ... (Intervention sociale, mixte, hôpital, action sociale spécialisée)

STEPHANIE : Je pense que, voilà ce, faire quelques kilomètres, effectivement ça a un coût financier. Après voilà, des fois ça permet aussi de pouvoir décompresser, quand on a des journées qui peuvent être dures. Le fait d'avoir un petit peu de route, des fois, ça permet de, de décompresser avant de rentrer à la maison et d'attaquer la deuxième journée. Parce qu'on attaque aussi notre deuxième journée quand on rentre à la maison (Éducatif, urbain, association, PAPH)

ENQUETEUR.TRICE : Et vous menez des actions, en fait, en tant que habitante de ce territoire ?

STEPHANIE : Non. Non.

ENQUETEUR.TRICE : Non. D'accord. Ok.

STEPHANIE : Non, non. Le travail prend déjà beaucoup de place, c'est vrai que mon temps personnel je le consacre aussi à ma famille (Éducatif, urbain, association, PAPH)

Un sentiment de pouvoir d'agir variable voire ambivalent

Même si 45% des enquêté.es se sentent impuissant.es face aux difficultés de leur territoire d'intervention, **81% pensent pouvoir contribuer au développement de leur territoire.**

Pendant les entretiens, **des professionnel.les expliquent qu'ils ont l'impression de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants** en alertant les décideur.euses au sujet des réalités sociales des personnes, à travers l'accompagnement individuel des personnes dans l'accès aux droits et aux « ressources » du territoire, en développant des projets collectifs sur le territoire ou encore en s'investissant politiquement sur le territoire. Selon les réponses au questionnaire, 39% ont eu l'opportunité d'échanger avec des élu.es locaux.ales sur les réalités sociales de leur territoire et 43 % des répondant.es sont engagé.es en tant qu'élu ou bénévole. Il existe des intervenant.es qui sont très engagés politiquement ou au niveau associatif sur leur territoire d'intervention et qui utilisent leur réseau personnel au service de leur accompagnement et réciproquement utilisent leur réseau professionnel au service de leur mandat politique ou associatif.

On observe néanmoins **un sentiment ambivalent** dans la mesure où les professionnel.les expriment souvent de **faibles marges de manœuvre** face aux politiques publiques ou se sentent parfois très impuissant.es face aux réalités socio-territoriales.

ALICE : J'ai dit bon, votre demande de logement social est toujours en cours, je dis peut-être élargir un peu plus ... Mais voilà. Y a une réalité, en fait, aujourd'hui de, de territoire et de société, en fait. C'est, y a peut-être, y a peut-être un peu d'emploi mais y a, il manque, il manque de logements, et il manque au niveau de, de la mobilité. Et je sais, je sais pas comment faire, en fait, des fois. Je réfléchis à des solutions toute seule, mais bon c'est pas, dans mon coin, mais bon ça ne sert à rien (Intervention sociale, rural, département, insertion)

FLORENCE : Je, je suis obligée de faire avec, avec les, avec les problématiques sur lesquelles je n'ai absolument pas de, absolument pas de moyens d'intervenir, puisque c'est quand même des politiques publiques (Intervention sociale, urbain, département, PAPH)

ENQUETEUR.TRICE : Pensez-vous pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants sur votre territoire d'intervention ?

LISE : Je pense pas avoir ce pouvoir.

ENQUETEUR.TRICE : Pourquoi ?

LISE : Parce que on n'est pas maître de ce qui est mis ou pas en place, et comment c'est mis en place. On peut être source de, force de proposition. Et ça on l'est, je pense, mais après on n'en est pas maître.

THIERRY : Mais, mais j'ai quand même l'impression que c'est quand même, c'est très très modeste cette affaire là, quoi. En tout cas, y a des changements qui nous dépassent et qui, et qui font que le mieux-être dans un quartier c'est encore, c'est, c'est encore, y a encore du boulot, quoi.(...) Je fais ma part, je fais ma part de colibri (Intervention sociale, urbain, département, action sociale généraliste)

Les résultats du questionnaire confirment que **les intervenant.es en milieu rural ont plus souvent l'opportunité d'échanger avec des élu.es que les intervenant.es en milieu urbain**

(49% contre 32%). Par ailleurs, les intervenant.es du groupe « intervention sociale » ont plus souvent l'opportunité d'échanger avec des élu.es sur les réalités sociales du territoire : 44% des professionnel.les du groupe IS contre 29% du groupe « éducatif ».

Les membres du groupe de recherche issus du département font le constat unanime que désormais ce sont surtout les professionnel.les des agences départementales (comme la.le chargé.e de mission DSL par ex.) qui sont sollicité.es par les acteur.trices des communes et des intercommunalités. L'association des travailleurs sociaux et travailleuses sociales de terrain aux projets partenariaux n'est pas toujours évidente pour diverses raisons. Selon des membres du groupe de recherche, avant la mise en place des agences, les ASS étaient en lien plus directs avec les élus locaux « *avant, on avait les élus en direct c'était plus fluide !* » – ce qui pouvait aussi poser un certain nombre de questions comme par exemple quand les élus « s'en prenaient » directement aux ASS quand il y avait des problèmes. Les nouvelles strates que sont par exemple les agences peuvent aussi protéger les « *TS qui pouvaient s'en prendre plein la tête par les élus* ». Cependant face à cette « montée en puissance » des agences dans le travail partenarial avec les comcom', la question de comment mieux associer les TS reste pleine et entière. De plus, ces modalités d'association doivent être pensées de manière différente selon les contextes ruraux et urbains.

LES RAPPORTS DES TRAVAILLEURS.EUSES SOCIAUX.ALES A LEUR TERRITOIRE D'INTERVENTION

CE QU'IL FAUT RETENIR

Alors que pour certain.es professionnel.les, les lieux de vie et les lieux du travail s'entremêlent, d'autres préfèrent mettre de la distance pour pouvoir mieux « couper » avec le travail.

En moyenne, les répondant.es ont travaillé sur quatre territoires d'intervention différents depuis le début de leur carrière de travailleur social. Les professionnel.les interrogé.es ont plutôt tendance à exprimer les bénéfices de la mobilité professionnelle. Même si ces retours d'expériences correspondent pour la plupart du temps à des bénéfices ressentis par les interviewé.es, il est important de les interpréter également à l'aune des normes sociales et professionnelles dominantes qui valorisent la mobilité géographique. D'autres professionnel.les parlent à l'inverse des désavantages de la mobilité professionnelle. Ils.elles sont quelqu'un.es à mettre en avant l'importance de se « poser » sur un territoire.

L'enquête montre une forte mobilité quotidienne et hebdomadaire des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales. Cette mobilité est encore plus forte pour les professionnel.les du secteur de la protection de l'enfance et plus contraignante en terme de distances parcourues pour les professionnelles des territoires ruraux. Alors que la quasi-totalité des intervenant.es ruraux.ales et périurbain.es utilisent la voiture, les moyens de déplacement sont plus diversifiés pour les professionnels des villes. Cela dit, ces dernier.es utilisent aussi beaucoup la voiture dans les quartiers moins bien desservis, si l'emploi du temps est chargé, pour transporter du matériel ou pour véhiculer les personnes accompagnées.

Les représentations socio-spatiales transparaissent régulièrement dans les récits des professionnel.les. Des intervenant.es en milieu rural ont parlé de l'impossibilité pour elles.eux de travailler en ville du fait de l'insécurité qui règnerait dans les quartiers. On observe des discours de revalorisation ou de survalorisation des territoires, entre ceux.celles qui souhaitent réhabiliter l'image des quartiers ou ceux.celles qui considèrent que les solidarités sont plus fortes à la campagne.

Les rapports d'attachement au territoire d'intervention sont différents selon les intervenant.es. Certain.es ont une relation plutôt distanciée, soit neutre, soit critique vis-à-vis de leur territoire d'intervention alors que d'autres montrent un attachement affectif à leur territoire. En général, les professionnel.les se sentent acteurs et actrices du territoire.

Même si la majorité des enquêtés pense pouvoir contribuer au développement de leur territoire, on observe néanmoins un sentiment ambivalent dans la mesure où les professionnel.les expriment souvent de faibles marges de manœuvre face aux politiques publiques ou se sentent parfois très impuissant.es face aux réalités socio-territoriales.

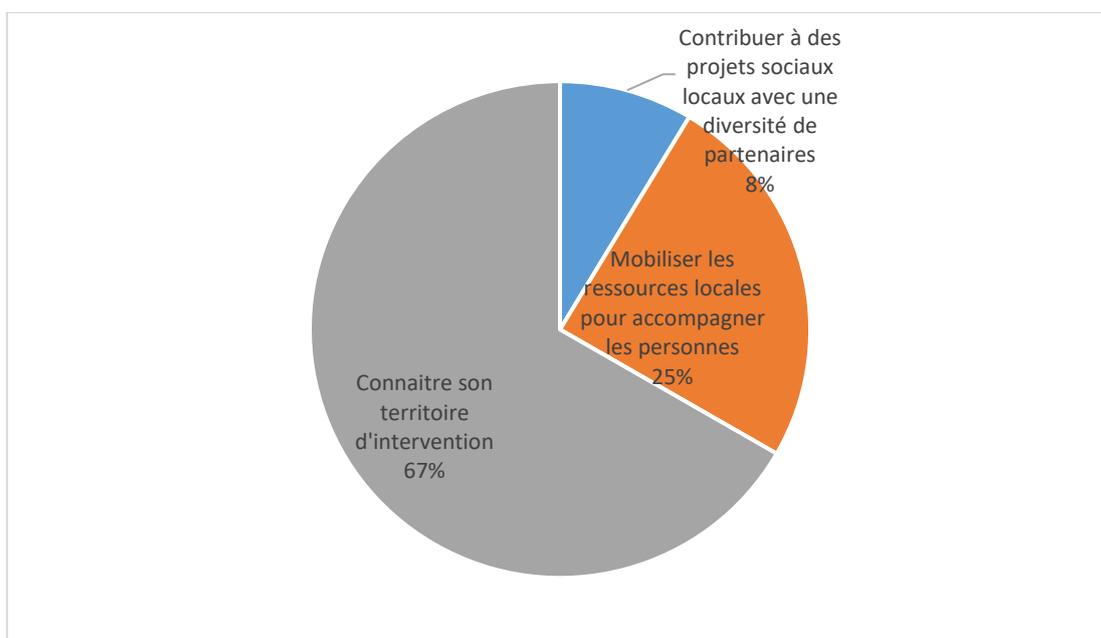
On observe un sentiment d'appartenance au territoire d'intervention et un sentiment de pouvoir agir plus important pour les professionnel.les travaillant dans des départements que dans les associations.

PARTIR 7 – APPREHENDER LA NOTION DE TERRITOIRE EN FORMATION

Signification et intérêt du « territoire » pour les étudiant.es en travail social

Comme pour les professionnel.les en poste, prendre en compte le territoire signifie d'abord pour les étudiant.es en travail social « **connaître son territoire d'intervention** ». 67% des répondant.es au questionnaire classent cet item en première position.

Figure 45 - Prendre en compte le territoire dans le cadre du travail social, c'est d'abord pour vous [Classement 1] (n=324)



Pendant les entretiens collectifs, les étudiant.es rencontré.es expliquent que prendre en compte le territoire, c'est **s'intéresser aux différents acteurs du territoire, aux partenaires mais aussi aux spécificités des populations**. Il s'agit pour ces étudiant.es de repérer les « ressources » qui peuvent être utiles à l'accompagnement. La thématique de la **mobilité** est également mise en avant. Par ailleurs, les étudiant.es font le **lien entre la notion de territoire et l'accompagnement des personnes**.

« C'est prendre en compte les mobilités des professionnel.les vers les gens et les mobilités des gens vers les services » (FG ASS2)

« Le territoire ne peut pas être détaché de l'accompagnement. Dans l'accompagnement le territoire peut faire frein ou ressource. On ne peut pas faire le même accès aux droits si on ne connaît pas le territoire. On ne peut pas évaluer la problématique de la même manière. » (FG ASS2)

Pour certain.es étudiant.es, prendre en compte le territoire, c'est considérer ses **effets sur le quotidien des travailleurs sociaux**. Il est donné l'exemple de la protection de l'enfance et de l'impact de la taille du territoire sur les modalités d'accompagnement des familles malgré le

même nombre de mesures gérées par les intervenant.es de l'association. Des étudiant.es regrettent que ces réalités vécues par les professionnel.les liées aux spécificités du territoire d'intervention ne soient pas davantage prises en compte par les institutions.

« Le sujet brûlant des équipes, les pros ont la même charge, le même nombre de mesures éducatives mais en fait exercer le même nombre de mesures à l'échelle d'un quartier de Rennes ou à l'échelle de la moitié du département on ne fait pas la même intervention (...) C'est une réalité de l'influence du territoire sur la réalité de l'accompagnement ça devrait être pris en compte dans le projet de la structure » (FG ASS2).

Certain.es considèrent que les temps d'échange au sujet du territoire ne sont pas suffisamment formalisés au sein des équipes.

« Nous les TS on le fait de manière habituelle, instinctive sans le faire dans des rituels, des instances – même entre TS sur le territoire qu'est-ce qu'on fait ? Ça serait peut-être bénéfique, de manière plus ou moins régulière, des habitudes de travail sur l'actualisation des données du territoire. Par exemple on fait de l'analyse de pratiques mais on pourrait aussi tous les trois mois se réunir et partager nos données sur le territoire » (FG ASS2)

Selon une étudiante, il faudrait davantage de **passerelles** entre les études plus scientifiques et les connaissances des travailleurs sociaux.

« Il faudrait des allers-retours entre les expériences des TS (savoirs expérientiels) avec les connaissances faites de manière plus objective (d'un point de vue scientifique), il faut que les deux s'alimentent. Les TS ont parfois des représentations sur les problématiques récurrentes sur le territoire et en même temps ça dit quelque chose de la pratique. Le regard du professionnel va être plus actualisé, plus fin car il a les deux pieds dans le plat. Les diagnostics sont plus objectifs et plus larges mais une ASS peut avoir une connaissance plus fine d'un type de problématique sur une commune par exemple » (FG ASS2)

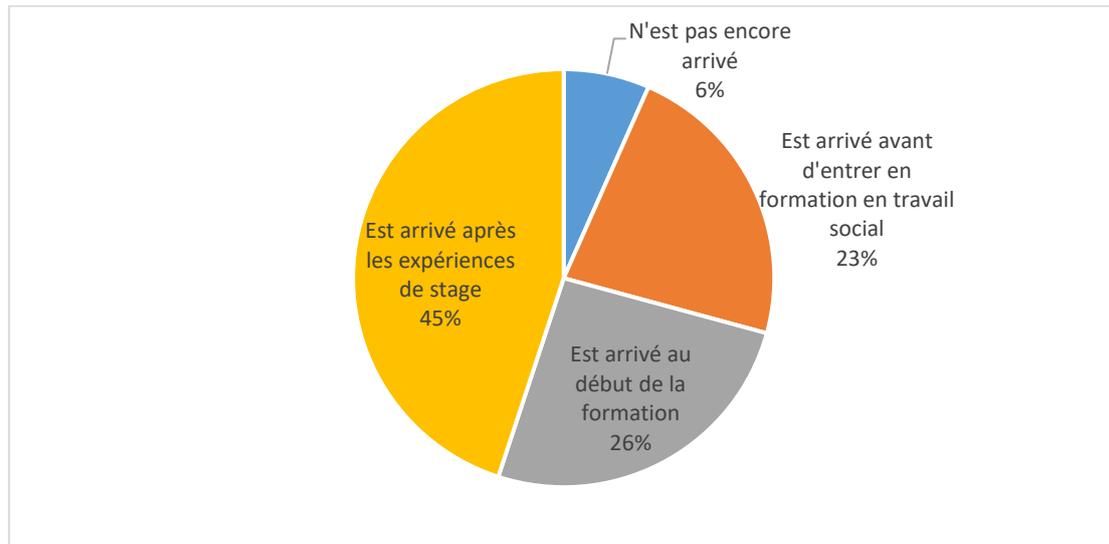
« Des allers- retours entre les différentes façons de regarder le territoire c'est important »

Les étudiant.es mettent en évidence que c'est plus difficile de s'approprier des territoires de grande taille. Une étudiante repère que selon la taille du territoire, le travailleur social n'a pas le même regard. Sur les territoires de grande taille, il s'agit plutôt d'une connaissance par les dispositifs, les partenaires. Sur les territoires plus petits *« l'ASS a une connaissance plus fine des spécificités des municipalités, du chômage, du logement et des situations individuelles de personnes qu'elle relie à des situations collectives ».* (FG ASS2)

Le point de vue des étudiant.es sur les modules de formation au sujet de l'approche territoriale

Pour presque la moitié des répondant.es au questionnaire (45%), **l'intérêt pour la notion de territoire est arrivé après les expériences de stage**. Pour d'autres, cet intérêt est arrivé en début de formation (26%) ou existait avant l'arrivée en formation (23%).

Figure 46 - L'arrivée de l'intérêt pour le territoire (n=318)



Un étudiant explique que **la formation l'a vraiment aidé à comprendre l'intérêt du territoire**. Il témoigne du début de sa formation où ce sujet lui « *prenait la tête* ». L'expérience de stage a été un déclic dans son rapport à ce sujet : « *la notion de territoire ce n'est pas ce qui m'a fait choisir cette formation (rires). Au début c'était compliqué, ça m'a pris la tête, puis en stage j'ai vu un intérêt maintenant je peux y prendre du plaisir. J'y vois un intérêt en voyant tous les impacts sur les situations que j'accompagne et sur mon quotidien de travail* » (FG ASS2)

Un étudiant se demande si la question du territoire n'arrive pas trop tôt dans la formation : « *En première année au moment de l'étude de territoire, je n'y mettais aucun sens, ça me prenait la tête > ça arrivait ptet un peu trop tôt dans mon processus de formation* ». Et pourtant une autre étudiante trouve que c'était nécessaire « *Moi ça m'a permis de mettre du sens. Les questions qu'on s'est posé en groupe sur les territoires rennais > ha oui il y a un lien entre l'étude d'un quartier et le travail social* » (FG ASS2)

Un membre du groupe de recherche explique que le sujet du territoire n'arrive pas avec les mêmes temporalités et les mêmes entrées thématiques selon les formations. Par exemple pour les ES, le sujet arrive plutôt en 2^{ème} année à travers les notions de réseau et de partenariat ; pour les ASS la thématique arrive dès la première année à travers le diagnostic de territoire (connaissance de son secteur d'intervention).

Le graphique ci-dessous montre que **les étudiant.es en travail social trouvent que globalement les modules qui concernent la question territoriale sont utiles** (entre 80 et 90% des étudiant.es). Lorsqu'il s'agit des modules de formation liées au partenariat ou au travail

en réseau, il n’y a pas de différence significative dans l’appréciation selon les types de formation. En revanche, en ce qui concerne le diagnostic de territoire et les actions collectives, on perçoit une nette différence entre les étudiant.es du pôle « intervention sociale » et les étudiant.es du pôle « éducatif ». 49% des étudiant.es du pôle IS ont trouvé le module « outils du diagnostic » très utile contre 29% des étudiant.es du pôle « éducatif ». De même, 51% des étudiant.es du pôle IS ont trouvé le module « techniques de l’action collective » très utile contre 26% des étudiant.es du pôle éducatif. Un membre du groupe de recherche rappelle que les ASS ont des certifications sur ces sujets. Même si l’ensemble des étudiant.es participent à ces modules, ce n’est pas selon les mêmes volumes ou la même exigence.

Figure 47 - Qu'avez-vous pensé des modules de formation suivants ?

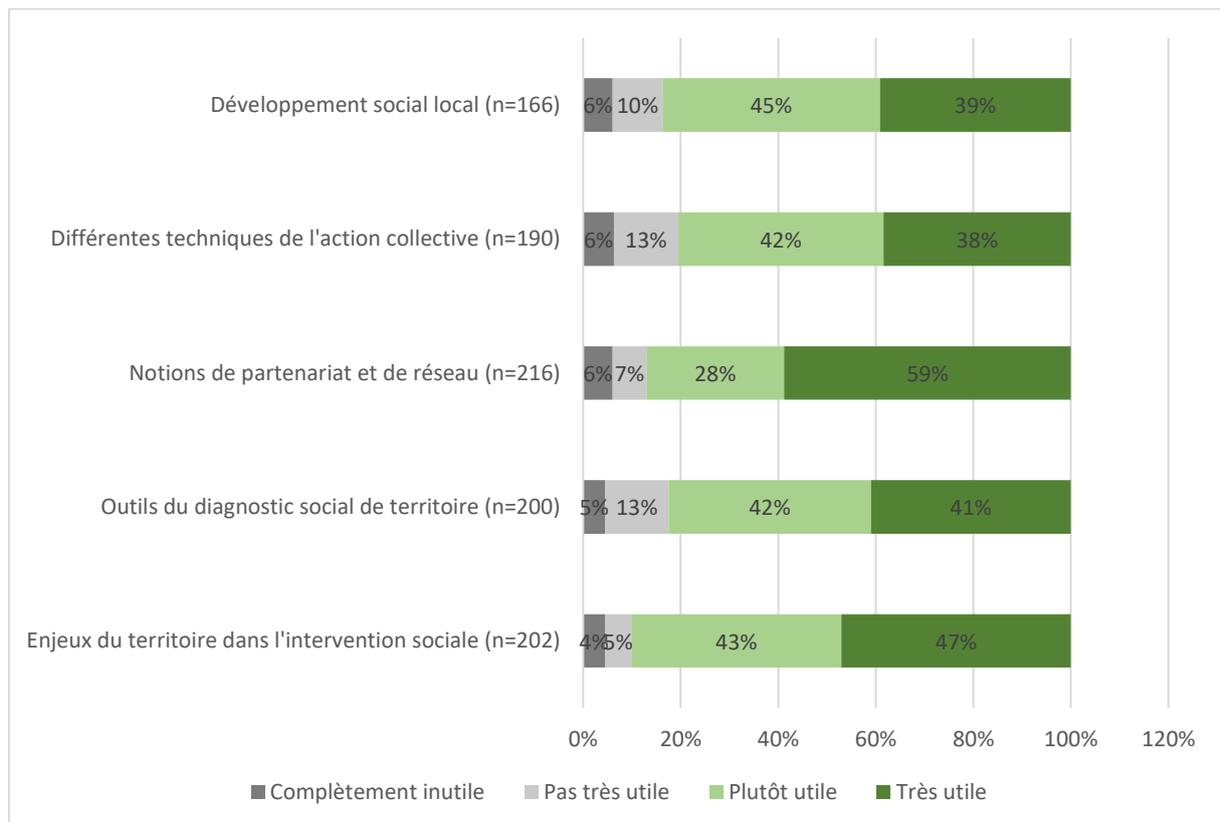
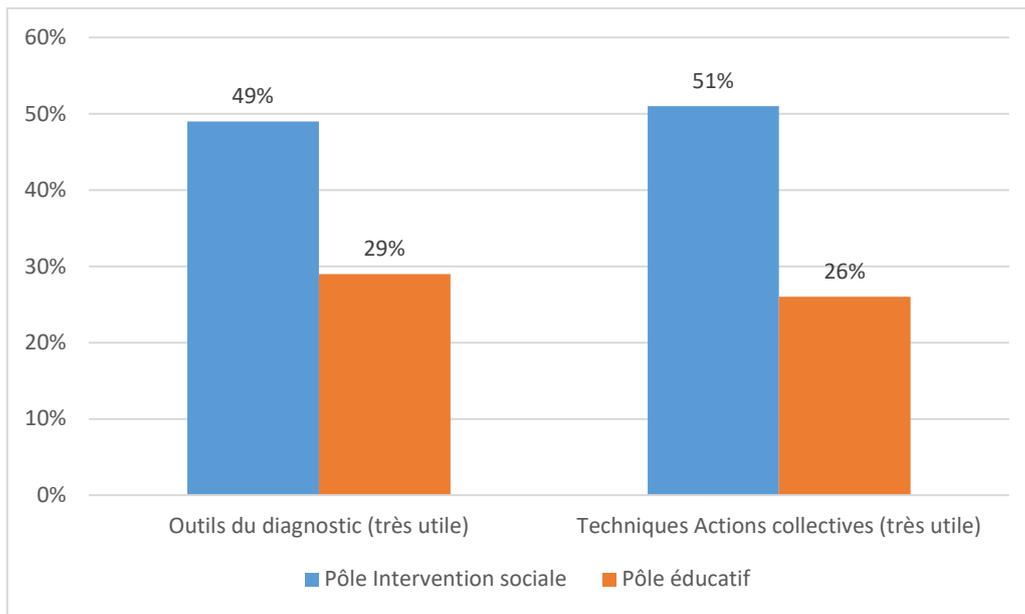


Figure 48 – Appréciations au sujet des modules selon les formations



Pendant les entretiens, parmi les cours en lien avec la notion de territoire, les étudiant.es citent les modules sur l'étude de territoire, les cours en amphi sur la méthodologie du DST (diagnostic social de territoire), les ateliers DST mais aussi les cours où il y a un lien avec le territoire même si ce n'est pas l'entrée principale comme par exemple le partenariat, les actions collectives, les politiques sociales, etc. Travailler sur les situations rencontrées en stage est également cité comme une partie de la formation en lien avec la notion de territoire.

On observe **des vécus différents selon les étudiants au sujet du DST**. Certain.es trouvent que cette démarche leur a beaucoup appris en leur donnant la possibilité de porter un regard différent sur leur territoire d'intervention – en adoptant par exemple une approche globale du territoire (caractéristiques des habitants, partenaires, ressources, dimension économique, etc.). Pour certain.es, le DST a d'ailleurs donné l'idée du sujet de mémoire.

« La méthodologie c'est ce qui me fallait le plus. Je n'aurais pas trouvé mon sujet de mémoire sans faire cette enquête DST. Cela m'a permis de rentrer dans mon territoire de manière plus fine. » (FG ASS2)

D'autres témoignent de leur difficulté à rentrer dans la démarche de DST et certain.es regrettent le manque de temps pour réaliser ce DST.

« En ce qui concerne les DST, j'ai plus de mal à me mettre dedans. Coté méthodologie, je suis pas un expert, c'est pas ce qui me botte le plus » (FG ASS2)

« C'est une démarche, le temps de comprendre la démarche, de s'approprier les outils, de produire un écrit, ça peut mettre beaucoup de temps à murer, je n'aurais pas produit le même DST si j'avais déjà commencé, si j'avais plus de temps. Je trouve ça court la deuxième année. » (FG ASS2)

Des étudiant.es de troisième année trouvent que les interventions au sujet des politiques sociales, de la décentralisation ont été très utiles pour *« mieux comprendre notre cadre de travail et les enjeux qui sont liés »*. En revanche ils sont plus **critiques sur l'intérêt du DST**. Ils ne comprennent pas l'intérêt (la plus-value) de demander à des ASS de construire des

diagnostics. « *Y participer oui, savoir les utiliser oui mais pourquoi demander à des ASS de les faire* » alors que d'autres métiers comme des chercheurs par exemple pourraient les réaliser.

Pour ces étudiant.es, le territoire est primordial « *c'est le socle sur lequel on se base pour travailler* » et ils.elles considèrent que la démarche de diagnostic fera partie de leur métier mais pas de façon aussi « *structurée, poussée* » que la construction d'un DST. Ils.elles relatent le fait que leurs tuteurs et tutrices ne font jamais de diagnostics car ils.elles n'ont pas le temps. Ou encore ils.elles observent que les actions collectives ne s'appuient pas sur des constats de dépôts très étayés mais plutôt sur « *des choses assez vagues* » (FG ASS 3).

Par ailleurs, ils.elles sont plusieurs à penser que **les contenus de formation sont très centrés sur les grandes villes**. « *On est très confronté à nos stages à Rennes, je sors très peu de Rennes* », « *Si je vais travailler à Paris, il faut que je redécouvre tout au final* » (FG ASS2).

Les étudiant.es souhaiteraient être davantage sensibilisé.es aux questions liées aux inégalités socio-territoriales et de pouvoir découvrir d'autres réalités sur d'autres types de territoires (banlieue parisienne, d'autres régions françaises, d'autres pays). Ils.elles trouveraient intéressant de rencontrer des travailleurs sociaux d'autres régions et d'autres pays. Il est aussi proposé de pouvoir lire des DST des étudiant.es d'autres régions.

Des étudiant.es proposent d'aller faire **davantage de sorties sur le terrain** (d'autres territoires, structures, à l'assemblée départementale, à la préfecture, profiter des portes ouvertes...) dans l'idée aussi de mieux connaître les conditions d'accès à ces services et être plus pertinent dans les propositions d'accompagnement « *On oriente les personnes vers ces lieux, si on nous explique comment cela fonctionne on sera plus pertinent* », « *prévoir des temps pour aller sur les lieux publics, découvrir le territoire c'est aussi se déplacer géographiquement, on l'appréhende par tous nos sens en se tapant 15 km pour une visite à domicile* » (FG ASS 3).

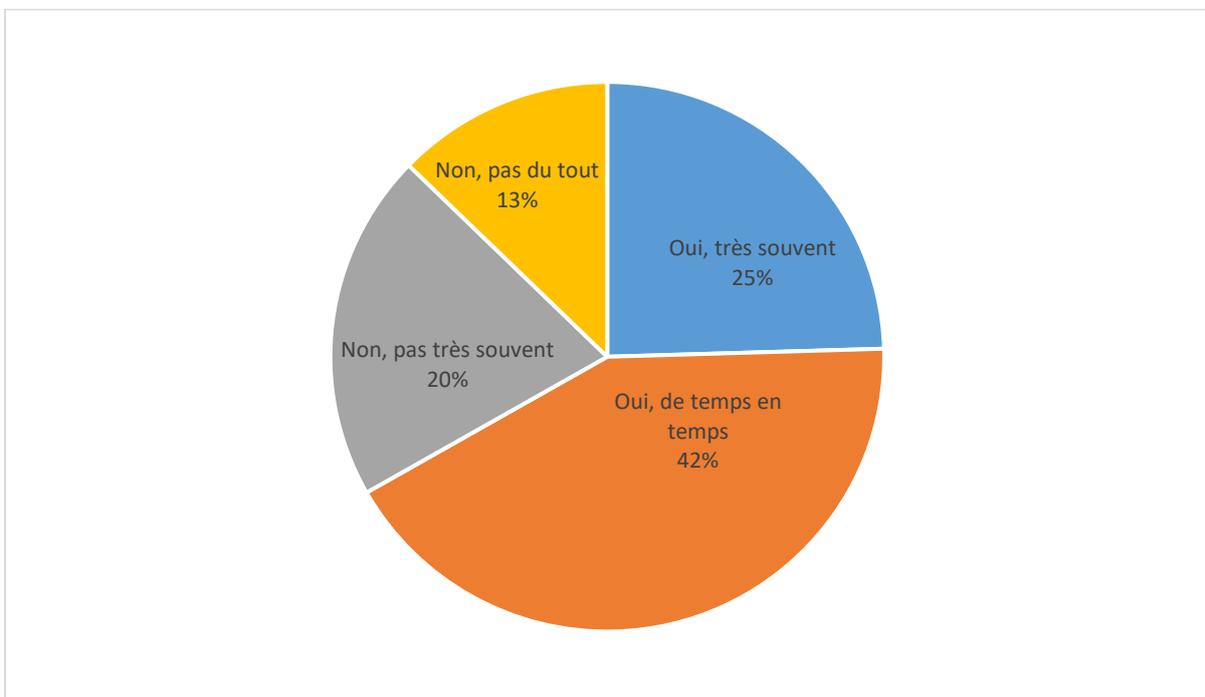
La mise en pratique de l'approche territoriale sur les lieux de stage

D'après les réponses au questionnaire, 35% des étudiant.es ont eu l'occasion de contribuer à la réalisation d'un diagnostic dans le cadre de leur formation. Parmi les troisièmes années, ce chiffre monte à 66%.

En dehors de la réalisation d'un diagnostic de territoire, 67% des étudiant.es disent avoir eu l'occasion d'échanger au sujet du territoire avec les professionnel.les sur les lieux de stage. Ce chiffre s'élève à 80% pour les troisièmes années.

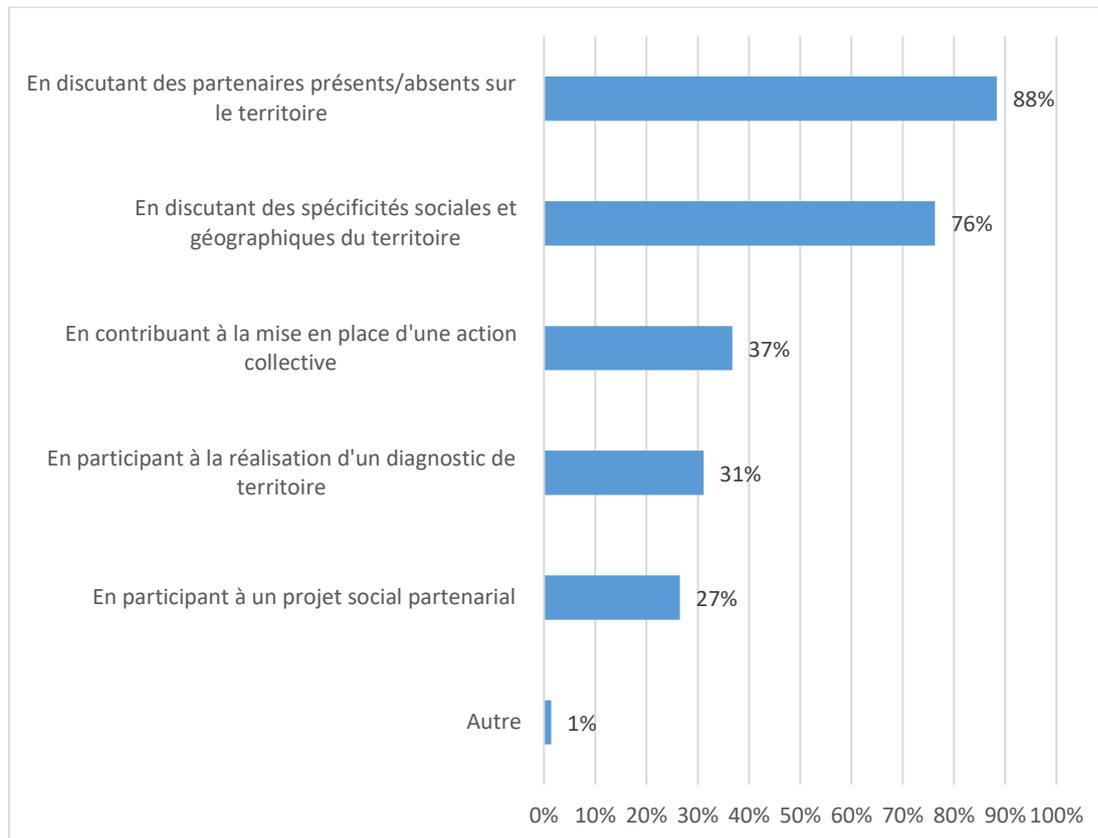
Ils.elles sont moins nombreux.ses parmi les étudiant.es du pôle éducatif à avoir eu l'occasion d'échanger au sujet du territoire sur leur lieu de stage (58%) que les étudiant.es du pôle intervention sociale (78%).

Figure 49 - Avez-vous eu l'occasion lors d'un stage d'échanger avec les professionnel.les au sujet du territoire ? (n=322)



Les échanges au sujet du territoire avec les professionnel.les sur les lieux de stage ont principalement concerné la question des partenaires présents sur le territoire (88%) ou aussi le sujet des spécificités sociales et géographiques du territoire (76%).

Figure 50 - Occasions d'échanger avec les professionnel.les sur les lieux de stage au sujet du territoire (n=215)



62% des étudiant.es souhaiteraient aborder davantage la question du territoire sur leur lieu de stage. **67% des étudiant.es du pôle éducatif auraient souhaité davantage d'échanges au sujet du territoire contre 54% des étudiant.es du pôle IS.**

Pendant les stages, les étudiant.es ont été confronté.es à la question territoriale de diverses façons. Par exemple **le sujet des déplacements et des mobilités** est souvent cité par les étudiant.es : « *Le problème de la mobilité : une difficulté qui en entraîne une autre* ». Le sujet de l'**accessibilité** est également mis en avant. Une étudiante est surprise de voir que les personnes qui vivent dans la commune limitrophe de son lieu de stage ne viennent pas jusqu'à la structure à cause de problématiques liées à la mobilité ce qui oblige les intervenant.es à se déplacer vers les autres communes pour faire des permanences Cette étudiante est étonnée de la disparité des moyens entre les communes avec des locaux plus ou moins pratiques pour accueillir les personnes.

Les conséquences liées à la taille et au périmètre des territoires d'intervention reviennent de manière récurrente (difficulté de faire un diagnostic sur un territoire trop vaste et hétérogène, difficulté de travailler avec des partenaires qui n'ont pas tout à fait le même périmètre d'intervention).

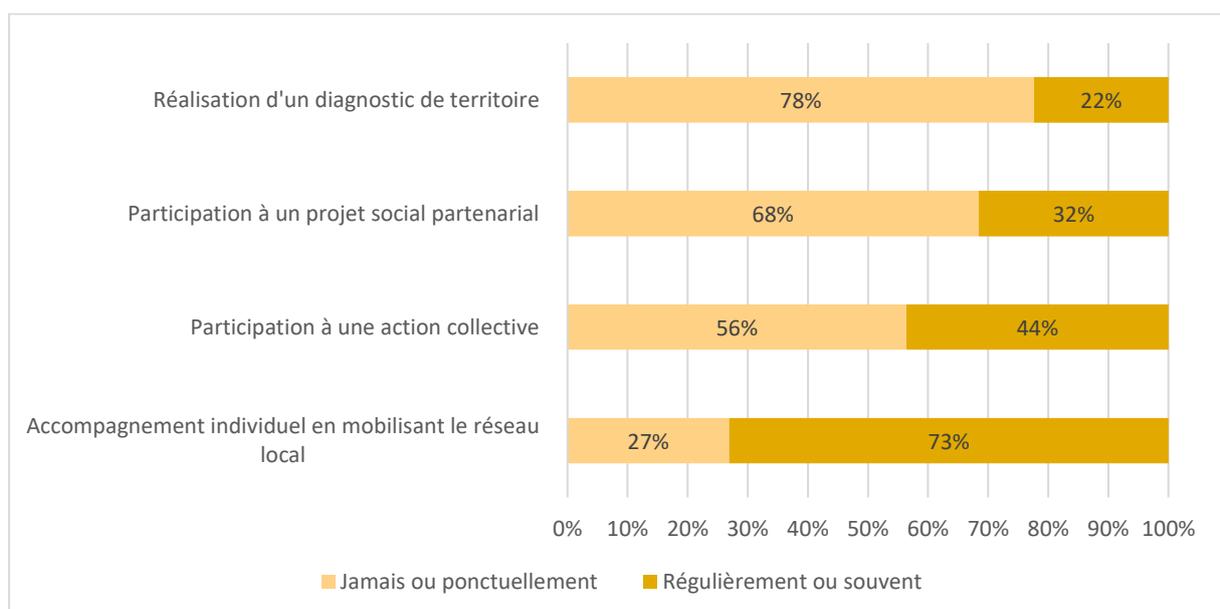
Une étudiante témoigne dans quelles mesures la question du territoire se pose pour les personnes migrantes du CADA dans lequel elle fait son stage. Le CADA propose des logements diffus en dehors de Rennes ce qui éloigne les personnes des ressources présentes à Rennes et oblige les intervenant.es à essayer de trouver des solutions en termes d'accès au transport.

Apparaissent aussi **les questions en lien avec les partenaires** (présence/absence, relations différenciées selon les territoires avec un même type de partenaire (ex : bailleur social), recherche de partenaires).

Selon les étudiant.es rencontré.es, même si les professionnel.les ne parlent pas directement de territoire, ils.elles échangent entre eux.elles des problématiques qu'elles rencontrent souvent et celles qu'ils.elles rencontrent moins souvent. Une étudiante dit à ce sujet qu'il s'agit davantage de ressentis que de données concrètes : *« J'ai entendu parler vaguement du territoire. En me disant que « dans le territoire où tu vas aller » tu vas rencontrer plus de personnes avec des violences sexuelles ou des problèmes liés à l'alcool, c'est plus du ressenti que des données précises et concrètes »* (FG ASS 3).

Les étudiant.es de troisième année qui ont répondu au questionnaire sont très nombreux.ses à considérer qu'ils.elles n'ont **pas eu l'occasion de mettre en application sur leurs lieux de stage leurs connaissances apprises en formation dans le cadre de la réalisation d'un diagnostic de territoire (78%) ou encore dans le cadre d'un projet social partenarial (68%)**. En revanche, ils.elles ont un peu plus souvent l'occasion d'appliquer leurs connaissances dans le cadre d'une participation à une action collective (56%). La tendance s'inverse fortement en ce qui concerne la mobilisation du réseau local pour faire de l'accompagnement individuel : 73% répondent avoir eu l'occasion d'appliquer leurs connaissances sur les lieux de stage dans ce domaine.

Figure 51 - Avez-vous eu l'occasion de mettre en application sur votre (vos) lieu(x) de stage des connaissances et les méthodologies apprises en formation sur les sujets suivants ? (3^{ème} année = 80)



Les étudiant.es ont vu des professionnel.les qui n’ont plus le temps de faire ce travail d’actualisation de leur connaissance du territoire ou d’aller vers les partenaires car ils.elles sont trop pris.es dans les accompagnements individuels. Ils.elles se disent qu’il est important de se demander quel temps préserver pour la connaissance du territoire.

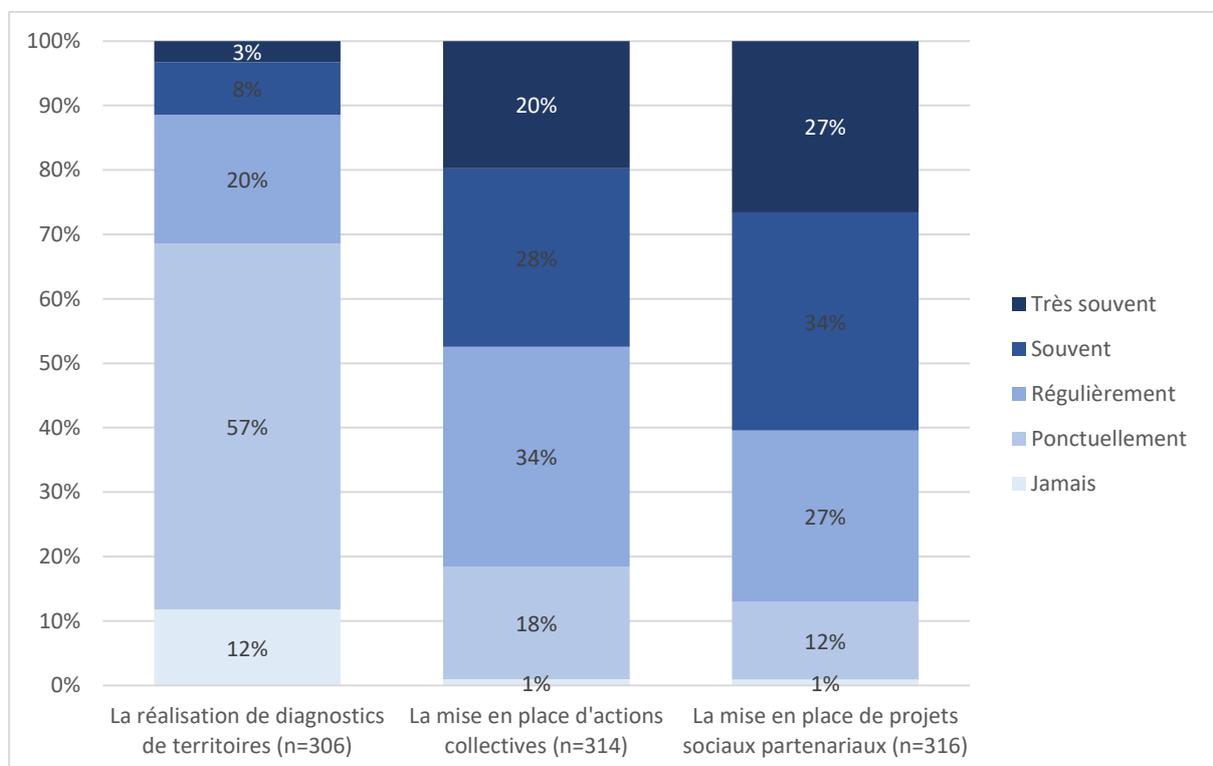
« J’ai vu des TS beaucoup dans les accompagnements individuels, les entretiens, n’ont plus le temps d’aller vers le territoire, les partenaires, or toujours des projets qui se montent, des tiers lieux » (FG ASS 3)

« Quel temps on se permet de donner à la connaissance du territoire » (FG ASS 3).

Un étudiant se dit qu’il faut sans cesse actualiser sa connaissance du territoire mais aussi qu’il est important de le regarder en se décentrant de sa position de travailleur social : « se décentrer de nos lunettes de travailleurs sociaux, voir le territoire comme un habitant, de le voir comme quelque chose de plus vivant, au-delà de voir des personnes avec des problématiques et comment répondre à ces problématiques-là » (FG ASS 3).

Le graphique ci-dessous montre de manière claire que les étudiant.es en travail social considèrent qu’ils.elles contribueront assez rarement à des diagnostics de territoire dans leur futur métier : 69% des répondant.es pensent qu’ils.elles n’y contribueront jamais ou ponctuellement. En revanche, ils.elles se projettent davantage dans les actions collectives ou les projets sociaux partenariaux.

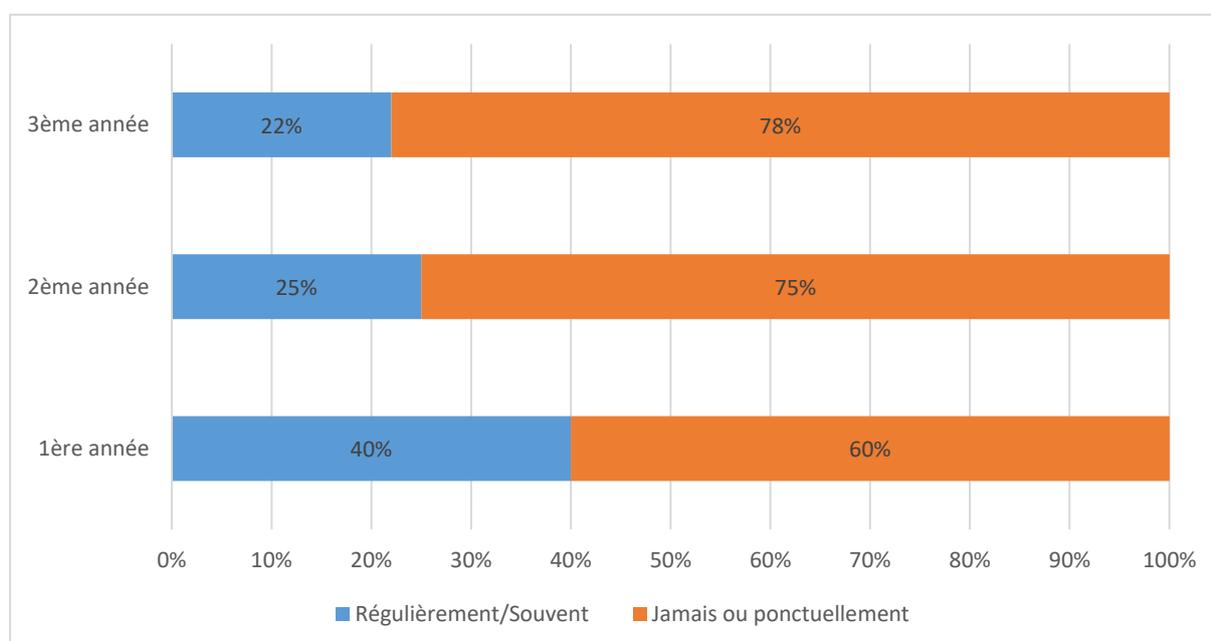
Figure 52 - Quand vous vous projetez dans votre futur métier d’intervenant.e social.e, à quelle fréquence imaginez-vous contribuer à :



Le type de formation n'a en général pas d'effet sur les projections dans le futur métier sauf sur la thématique des projets sociaux partenariaux : 91% des étudiant.es du pôle « éducatif » pensent qu'ils.elles contribueront régulièrement ou souvent à des projets sociaux partenariaux contre 83% des étudiant.es du pôle IS.

Le niveau d'étude peut également avoir un effet sur les projections dans le futur métier : 77% des 3^{ème} années pensent qu'ils.elles contribueront régulièrement ou souvent à des projets sociaux partenariaux dans leur futur métier contre 90% des premières et secondes années. De la même manière, 22% des 3^{ème} années pensent qu'ils.elles contribueront régulièrement ou souvent à des diagnostics de territoire dans leur futur métier contre 40% des premières années.

Figure 53 - Quand vous vous projetez dans votre futur métier d'intervenant.e social.e, à quelle fréquence imaginez-vous contribuer à la réalisation de diagnostics de territoires ?



A la question de comment ils pensent que la question de territoire va se poser dans leur pratique professionnelle, des étudiant.es répondent pendant les entretiens collectifs que cela va se poser dès **le choix du lieu du travail**. Une étudiante explique même que le lieu où elle choisira d'exercer sera un critère qui passera avant le choix d'un public ou d'une structure. Certains n'ont pas de préférence et considèrent qu'il faudra s'adapter : *« Faut s'adapter au public et au territoire, ça fait partie des compétences qu'on a quoi ! »* (FG ASS 3).

Le choix du futur territoire professionnel est pour beaucoup dépendant du choix du lieu de vie étant donné que ces futurs travailleurs sociaux et travailleuses sociales ont en tête de limiter les distances domicile-travail. *« Je suis ouverte, pas de préférences, j'aime bien découvrir de nouveaux lieux. Ça dépendra aussi de là où j'habite »* (FG ASS 3).

Il est intéressant de voir que **plusieurs étudiant.es se projettent dans le lieu de leur futur métier en écho avec leur propre trajectoire spatiale** :

- Soit ils.elles témoignent d'une certaine habitude à vivre sur un type de territoire, ce qui les amène à se projeter dans le même type de territoire : *« Je pense que c'est dans mes habitudes quotidiennes personnelles. Je suis à l'aise dans la ville ; Dans mes stages je fréquente plus l'urbain. Je suis attiré par les quartiers prioritaires. »* (FG ASS2)
- Soit ils.elles se projettent dans un territoire très différent de leur milieu d'origine par choix/rejet *« Moi c'est une question compliquée. Plein de facteurs personnels ; J'ai grandi à la campagne et je me suis promis de ne jamais y habiter. »* (FG ASS2)

Apparaît dans les discours **un autre critère qui semble également très important dans le choix du type de territoire : la question des déplacements.**

- Ceux et celles qui n'aiment pas conduire ou aussi qui n'ont pas le permis se projettent en milieu urbain *« J'ai failli avoir mon permis. Je me suis arrêté. Je ne conduisais pas super bien. Pour l'instant ça va partir sur de l'urbain. Au départ j'aimerais être en urbain et selon comment ma vie personnelle va évoluer j'achèterais ptet une petite maison en campagne. »* (FG ASS2)
- A l'inverse d'autres trouvent que ce sont les déplacements qui donnent de l'intérêt à travailler en milieu rural car cela permet de sortir du bureau : *« J'ai mon permis mais je déteste conduire. Il fallait que je sorte de ma zone de confort pour conduire sur mon lieu de stage. Et en même temps je travaille sur un milieu rural en stage et souvent je me dis que c'est quand même trop bien. Les moments de joie de faire mon travail c'est quand j'amenais des jeunes en voiture. J'ai fait un stage avec plus d'entretiens dans le bureau, j'ai vite senti que je voulais sortir du CDAS. »* (FG ASS2)

Quel sentiment de préparation à l'approche territoriale ?

Les domaines où les étudiant.es en travail social de troisième année se sentent les mieux préparé.es sont la mobilisation des ressources locales pour accompagner les personnes, la compréhension des rapports des personnes à leur territoire de vie et la mise en place d'actions collectives. En revanche, ils.elles se sentent moins bien préparé.es pour participer à des projets sociaux partenariaux, pour contribuer à des diagnostics de territoire et pour s'engager en faveur du développement social sur un territoire. Il faut relativiser ces résultats en les regardant par type de formation. En effet, les étudiant.es du groupe « intervention sociale » se sentent beaucoup plus préparé.es que les étudiant.es du groupe « éducatif » pour réaliser des diagnostics de territoire.

Figure 54 - Quand vous vous projetez dans votre futur métier d'intervenant.e social.e, vous sentez-vous suffisamment préparé.e pour ? (3^{ème} année)

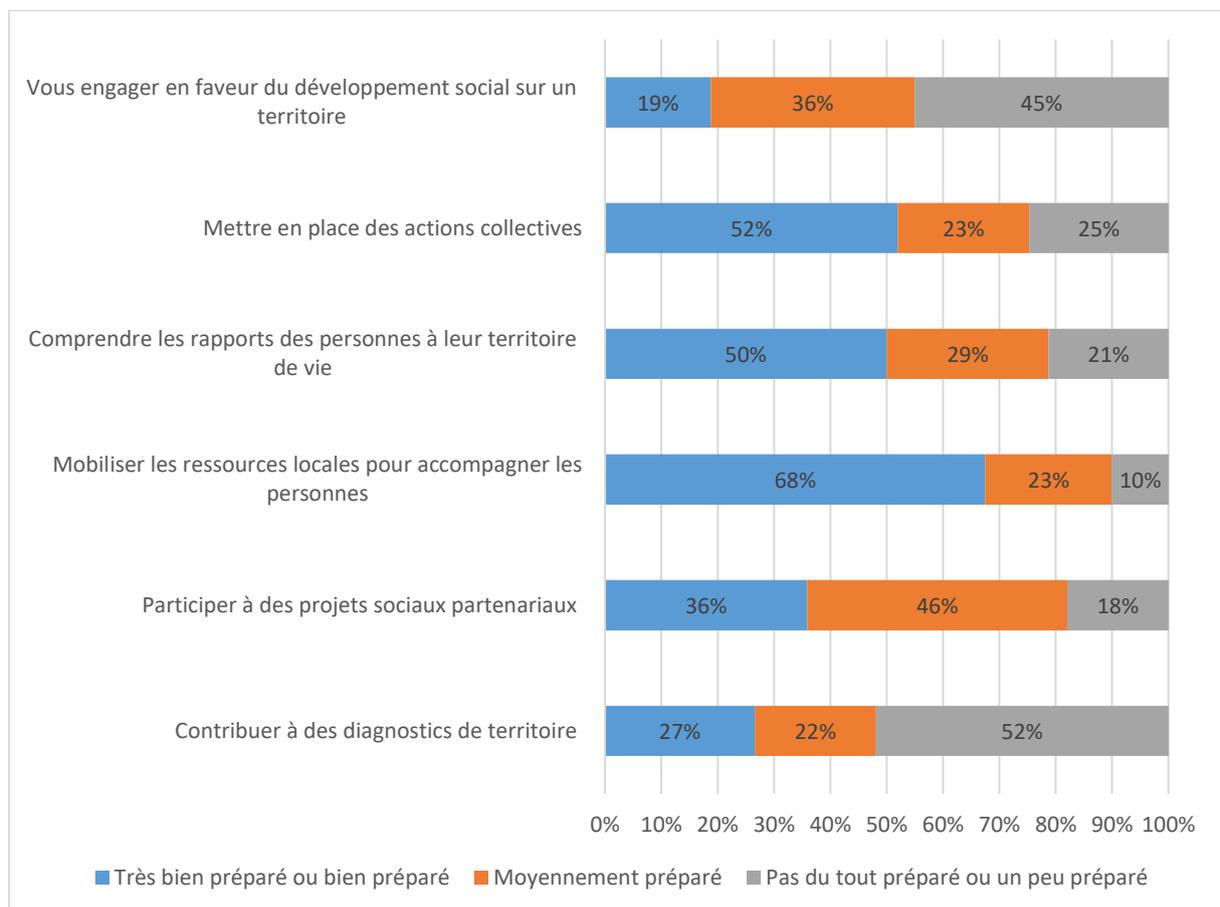
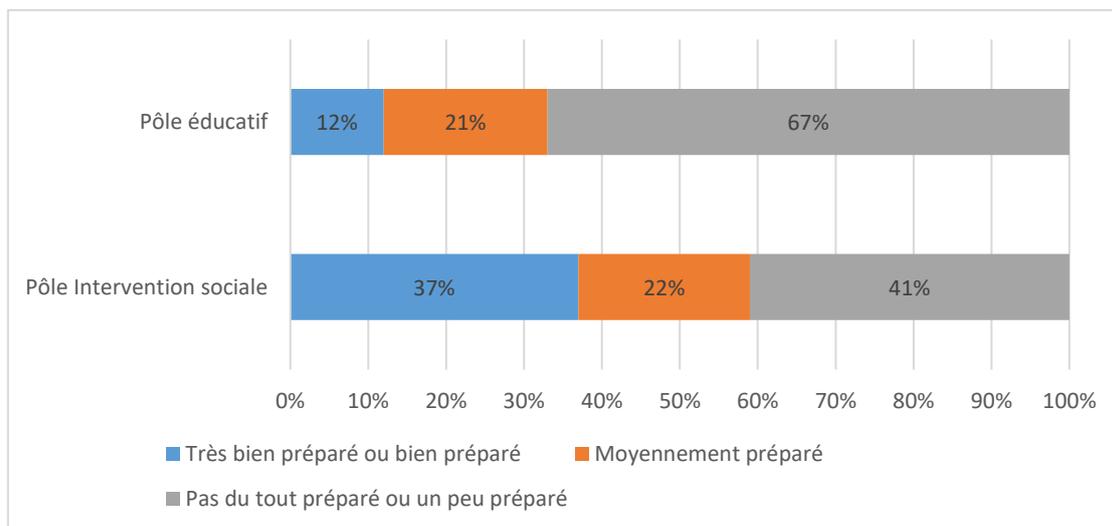


Figure 55 - Quand vous vous projetez dans votre futur métier d'intervenant.e social.e, vous sentez-vous suffisamment préparé.e pour contribuer à des diagnostics de territoire (3^{ème} année)



Pendant les entretiens collectifs, les étudiant.es disent qu'ils.elles se sentent suffisamment préparé.es quant à comprendre l'intérêt de prendre en compte le territoire. En revanche, ils.elles **ont conscience de ne pas maîtriser tous les outils méthodologiques pour réaliser un diagnostic de territoire** mais se sentent prêt.es à être associé.es à des démarches de diagnostics réalisés par des professionnel.les plus compétent.es

« On a suffisamment dessiné le paysage du territoire mais on n'est pas des pros pour manier tous les outils » (FG ASS2)

Une étudiante trouve qu'elle n'a pas été suffisamment préparée aux inégalités territoriales et de traitement des personnes ce qui l'a beaucoup choquée quand elle les a découvertes sur le terrain.

« Quand je suis arrivé en stage, j'ai vu qu'en fonction des mêmes territoires il n'y avait pas les mêmes droits, pas les mêmes accompagnements. Ça m'a choquée. (...) Lla commune où j'ai fait mon stage, il y a 700 habitants, pas de bus, pas de médecin, pas d'infirmier, pas de permanence, pas de travailleur social. C'est hyper compliqué d'aller dans la commune d'à côté » (FG ASS 3).

Ils.elles trouvent aussi que les interventions sont trop centrées sur les agglomérations et qu'il y a peu de choses sur la ruralité et sur les questions de mobilité. Un étudiant explique que même s'il a grandi en milieu rural, il n'a pris conscience des effets du territoire sur les situations des personnes que pendant ses stages.

« Si on n'a pas une sensibilité ou une connaissance de la ruralité, c'est délicat pour les jeunes qui ont parfois des craintes d'aller sur les territoires hors Rennes » (FG ASS 3).

« j'ai pris conscience pendant la formation des difficultés qu'engendrait le milieu rural, comment le territoire aide ou pas les personnes » (FG ASS 3).

APPREHENDER LA NOTION DE TERRITOIRE EN FORMATION

CE QU'IL FAUT RETENIR

On observe une importante hétérogénéité du groupe « étudiant.es » face au sujet « territoire ». Pour certain.es, l'intérêt pour cette dimension existe avant l'arrivée en formation ou dès le début de la formation, pour d'autres (quasi la moitié), cet intérêt arrive plutôt après les expériences de stages. Globalement, les étudiant.es jugent que les modules de formation en lien avec la thématique territoriale sont utiles avec un avis plus mitigé des étudiant.es du pôle « éducatif ». Les étudiant.es souhaiteraient être davantage sensibilisé.es aux questions liées aux inégalités socio-territoriales et de pouvoir découvrir d'autres réalités sur d'autres types de territoires. Certain.es trouvent que les interventions sont trop centrées sur les agglomérations et qu'il y a peu de choses sur la ruralité et sur les questions de mobilité.

On perçoit des vécus différents selon les étudiant.es au sujet du diagnostic social du territoire. Certain.es trouvent que cette démarche leur a beaucoup appris en leur donnant la possibilité de porter un regard différent sur leur territoire d'intervention. D'autres témoignent de leur difficulté à rentrer dans la démarche. Les étudiant.es interviewé.es sont nombreux.ses à considérer que l'exigence méthodologique demandée en formation pour réaliser ces diagnostics n'est pas adaptée. Même s'ils.elles sont prêt.es à contribuer à des diagnostics, ils.elles ne comprennent pas l'intérêt (la plus-value) de demander à des ASS de les construire de A à Z alors que d'autres types de professionnel.les pourraient le faire. Ils.elles observent d'autant plus un décalage que les intervenant.es rencontré.es pendant les stages ne réalisent pas de diagnostics.

Pour les étudiant.es, la question du territoire se pose dès le choix des lieux de stage et du travail. Pour certain.es, le lieu est un critère qui passe avant le choix d'un public ou d'une structure. D'autres n'ont pas de préférence et considèrent qu'il faudra s'adapter. Il est intéressant de voir que plusieurs étudiant.es se projettent dans le lieu de leur futur métier en écho avec leur propre trajectoire spatiale. Soit ils.elles témoignent d'une certaine habitude à vivre sur un type de territoire, ce qui les amène à se projeter dans le même type de territoire. Soit ils.elles se projettent dans un territoire très différent de leur milieu d'origine par choix/rejet. Apparaît dans les discours un autre critère qui semble également très important dans le choix du type de territoire : la question des déplacements. Ceux et celles qui n'aiment pas conduire ou aussi qui n'ont pas le permis se projettent en milieu urbain. A l'inverse d'autres trouvent que ce sont les déplacements qui donnent de l'intérêt à travailler en milieu rural car cela permet de sortir du bureau.

CONCLUSION

Ce document présente les résultats d'une recherche qui s'est déroulée entre 2021 et 2024 au sujet des rapports des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales à la question du « territoire ». La **dynamique collaborative** de ce travail qui s'est incarnée pendant ces quatre années dans les temps d'échange et de réflexion entre les différents membres du groupe de recherche - étudiant.es, professionnel.les, formateurs.trices et chercheuse - a donné la possibilité de problématiser le sujet, de recueillir et d'analyser collectivement de nombreuses données quantitatives et qualitatives. Le supposé désintérêt des professionnel.les du travail social pour le sujet « territoire » a été démenti dès le début de l'enquête avec un niveau de participation inattendu aux questionnaires en ligne.

Les intervenant.es sociaux.ales se définissent par leur métier, le public qu'ils.elles accompagnent mais aussi par leur **territoire d'intervention, périmètre de leur action délimité de manière plus ou moins précise**, tantôt avec des frontières correspondant à des communes, des intercommunalités, tantôt avec d'autres découpages administratifs comme par exemple les territoires de santé.

Pour certain.es, les limites du territoire d'intervention sont plus extensibles car définies par les lieux de résidence des personnes. Ainsi, la taille du territoire d'intervention est variable selon les institutions où travaillent les professionnel.les, ce qui n'est pas sans conséquence sur les modes d'appropriation, de connaissance ou encore de déplacements. Amené.es à parcourir et à pratiquer leur territoire d'intervention au quotidien, les intervenant.es montrent pendant l'enquête dans quelles mesures la configuration de celui-ci - petit/grand, urbain/rural - est déterminant pour l'exercice de leur métier.

Résultat central de cette recherche, **les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales appréhendent le territoire d'abord et avant tout à travers sa dimension humaine**, en lien avec les personnes accompagnées, les habitant.es et les partenaires. Loin d'un portrait statistique qui présenterait les caractéristiques socio-démographiques, le territoire est d'abord regardé par les professionnel.les à partir des gens qui y vivent, leurs habitudes, leurs modes de vie, leurs modes de déplacement. Certain.es ont à cœur de connaître de manière quasi ethnographique ces modes de vie locaux pour être en mesure d'adapter au mieux leurs propositions d'accompagnement. En miroir, le territoire est surtout regardé par les intervenant.es de terrain en termes de possibilités (ou d'impossibilités) qu'il offre aux personnes pour accéder à un emploi, à un service, à une formation. Ainsi, le territoire est très souvent appréhendé à travers **le prisme de l'accompagnement et de l'accès aux droits et aux services** : qu'est-ce qu'on trouve à proximité pour proposer des solutions aux personnes et dans quelles mesures ces personnes vont accepter et/ou avoir la possibilité d'aller sur ces lieux ? Le territoire est alors perçu à travers ses ressources et ses manques pour faciliter ou au contraire rendre plus difficile le travail d'accompagnement. Même si plusieurs enquêté.es mettent un point d'honneur à prendre en considération le point de vue des personnes, c'est souvent le point de vue du.de la professionnel.le sur ce qui fait ressource (pour accompagner) sur le territoire qui est privilégié.

La recherche met aussi en visibilité tout **le travail d'accompagnement réalisé par les intervenant.es auprès des personnes dans leurs rapports à leur territoire de vie**. Soucieux.ses d'apporter des propositions qui soient adaptées aux réalités socio-territoriales des personnes, beaucoup de travailleurs sociaux et travailleuses sociales essaient d'avoir une

connaissance la plus fine possible des territoires de vie par exemple en terme d'offre de transport, d'horaires d'ouverture des services, etc. Ils.elles sont aussi nombreux.ses à inclure dans leur travail la **mission d'aider les personnes à s'approprier leur espace de vie** en leur faisant découvrir des lieux, des événements qui peuvent aider à trouver des solutions, ou tout simplement à aller mieux. Les intervenant.es peuvent accompagner vers ces lieux dans un premier temps tout en visant l'autonomie des personnes pour y retourner ensuite. **Aider les personnes à recréer du lien social** autour d'elles représente aussi une modalité d'accompagnement liée au territoire de vie. Par ailleurs, quand le territoire de proximité ne propose pas de solutions suffisantes en terme de formation, d'emploi, de logement, les intervenant.es sont amené.es à encourager les personnes à « bouger ». On observe cependant dans ces pratiques souvent nommées par les intervenant.es comme un accompagnement à « **l'ouverture vers l'extérieur** », un risque d'imposition de normes socio-culturelles dans la définition des lieux-ressources ou encore dans l'injonction sociale à être mobile.

Ainsi, **les professionnel.les du travail social apprennent à connaître leur territoire d'intervention à partir des accompagnements individuels** des personnes, en cherchant des réponses à leurs besoins. Cette connaissance du territoire est principalement transmise à l'oral entre collègues ou entre partenaires, le plus souvent de manière informelle, ou sinon à l'occasion de réunions partenariales autour de situations individuelles, ou encore dans le cadre de projets plus collectifs. Cette culture de l'oral est interrogée par le groupe de recherche dans la mesure où ces pratiques ne permettent pas de se prémunir des représentations socio-spatiales qui peuvent amener des filtres vis-à-vis de la connaissance et de la compréhension des situations sociales et territoriales. Or, l'enquête montre que **les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales participent rarement à des diagnostics de territoire** ou à des moments plus formalisés de mise en commun d'informations et de données au sujet du territoire alors même qu'ils.elles expriment le souhait d'être davantage associé.es à des temps collectifs d'analyse du territoire. Par ailleurs, on repère un décalage important entre ce qui est demandé aux étudiant.es en travail social en terme de maîtrise d'outils méthodologiques pour concevoir un diagnostic de territoire et la réalité du terrain. La question est alors posée de savoir comment recalibrer d'un côté les exigences de la formation et de l'autre côté, les possibilités pour les professionnel.les de terrain de contribuer à des études de territoire.

Il ne s'agit pas de considérer les observations des intervenant.es comme invalides car liées à des représentations. **La démarche de diagnostic peut s'appuyer sur ces observations tout en les réinterrogeant comme points de départ du processus d'objectivation.** En effet, les entretiens montrent chez les professionnel.les une appréhension très fine des rapports des personnes accompagnées à leur territoire de vie. Les diagnostics peuvent servir à « transformer » ces constats de terrain en connaissances en passant par la « moulinette » de la méthodologie scientifique et ainsi déboucher sur des conclusions utiles pour l'action. De même, pour les membres du groupe de recherche, les stagiaires représentent des « leviers de connaissance des territoires » faiblement actionnés au sein des organisations et des équipes. Quelle place donne-t-on aux stagiaires au sein des réunions d'équipe pour en faire une opportunité de diagnostic partagé du territoire ? L'animation de temps d'échanges en équipe

autour de l'accueil des stagiaires et de leurs travaux de diagnostic du territoire ne semble pas instituée au sein des organisations.

Les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales sont formé.es et attendu.es sur le développement de partenariats, d'actions collectives et de projets sociaux de territoires. L'enquête montre que **la majorité des professionnel.les participe à des projets collectifs**. Loin d'un manque d'intérêt pour l'action collective, ceux et celles qui n'y participent pas ou qui n'y participent plus sont le plus souvent empêché.es par leur charge de travail qui les focalise sur l'accompagnement individuel. Par ailleurs, **le fait de participer ou de ne pas participer à une action collective ne doit pas être analysé que du point de vue individuel, il faut aussi le rattacher à une dynamique d'équipe**. Les récits montrent que, selon les moments de la « vie » des institutions, les structures sont plus ou moins tournées vers l'extérieur ou repliées sur eux-mêmes. Certains employeurs ou services ont d'ailleurs fait le choix de spécialiser des professionnel.les sur la coordination des actions collectives et partenariales (avec le risque que toute l'action collective repose sur une personne et que la dynamique soit perdue à son départ). Les membres du groupe de travail se rejoignent sur le fait qu'il y a trop peu de capitalisation des réseaux individuels au niveau collectif. L'action partenariale des professionnel.les se construit surtout à partir des accompagnements des situations individuelles que dans des logiques collectives de projets sociaux de territoire.

Enfin, en s'appuyant sur l'enquête qualitative, cette recherche permet de proposer une **typologie des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales selon leurs rapports au territoire** dans la continuité de celle de J-F Gaspar (2015). A partir des différentes dimensions de l'approche territoriale que nous avons définies autour de la connaissance et de l'appropriation du territoire, la mobilisation du territoire dans l'accompagnement individuel, et la mobilisation des professionnel.les dans des projets locaux et collectifs, nous avons identifié quatre profils différents : les « accompagnateurs.trices », les « guides », les « ethnologues » et les « politiques ». Cette analyse confirme l'hétérogénéité du groupe socio-professionnel des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales qui, selon les domaines, structures et territoires d'intervention, présente des modalités différentes d'appropriation de l'enjeu territorial au sein de leurs pratiques. Par ailleurs, la question du « genre » que nous n'avons pas choisi d'investiguer est apparue dans les résultats : en effet nous retrouvons plutôt des hommes au sein du profil des « politiques » et des femmes au sein du profil des « accompagnant.es. L'analyse des rapports des professionnel.les du social à leur territoire d'intervention serait donc à approfondir à l'aune de cette variable.

PROPOSITIONS

A destination des acteurs et actrices des formations sociales

- 1. Pour sensibiliser les étudiant.es en travail social à la dimension territoriale, privilégier, dans un premier temps, des entrées au sujet :**
 - des trajectoires résidentielles et des rapports des étudiant.es à leur(s) propre(s) territoire(s) de vie
 - des pratiques professionnelles des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales en terme de prise en compte du territoire et des effets du territoire sur leur quotidien

- 2. Pour mieux préparer les étudiant.es en travail social aux réalités socio-territoriales qu'ils.elles vont rencontrer, développer les contenus de formation au sujet :**
 - des mobilités spatiales des personnes (mobilités quotidiennes, mobilités résidentielles, etc) et des différences socioculturelles dans le rapport à la mobilité spatiale
 - des dynamiques d'ancrage, d'attachement au territoire et de capital social local (capital d'autochtonie)
 - de l'accessibilité et des inégalités socio-territoriales d'accès aux services et aux soins
 - des évolutions des politiques d'aménagement du territoire en terme de logement, de transports..
 - des différences de politiques sociales selon les collectivités locales
 - des représentations socio-spatiales sur les territoires

- 3. Adapter les exigences de la formation en terme de diagnostic de territoire**
 - Former les professionnel.les du social à repérer, comprendre et mobiliser les analyses statistiques et territoriales existantes plutôt qu'à devenir des expert.es en méthodologie du diagnostic.
 - Préparer les étudiant.es à participer et à prendre leur place dans des dynamiques de co-construction de connaissances et de projets de territoire (diagnostics, évaluations, recherches-action, etc.) auprès d'autres types d'acteurs.trices (personnes accompagnées, élu.es, cadres, autres métiers, etc.).
 - Préparer les étudiant.es en travail social à jouer un rôle de facilitateur.trice de la participation des personnes vulnérables/précaires à des démarches de diagnostics et de recherche, et dans le cadre du montage de projets collectifs locaux.

- 4. Diversifier les modalités et supports pédagogiques pour (aussi) appréhender le territoire à partir de l'analyse des « espaces vécus » des habitant.es**
 - Développer la formation au sujet des démarches de cartographie participative, de parcours commentés ou encore de diagnostics itinérants.
 - Prévoir par exemple des ateliers de réalisation de films documentaires, de podcasts, de reportages photographiques dans le cadre des diagnostics sociaux de territoire

A destination des acteurs et actrices de l'action sociale

5. Animer et formaliser davantage des temps d'échanges en équipe au sujet des ressources, des besoins et des évolutions sur le territoire

- Prévoir par exemple des temps de réunions spécifiques sur un rythme défini au sujet du territoire en s'appuyant sur un croisement des savoirs entre les professionnel.les
- Saisir l'opportunité de la présence et des travaux des stagiaires pour animer des temps de partage d'informations au sujet du territoire
- Organiser des « diagnostics itinérants » sur le territoire en mixant le profil des participant.es (personnes accompagnées, professionnel.les, partenaires, élu.es, etc.)

6. Donner la possibilité et les moyens aux travailleurs sociaux et aux travailleuses sociales de participer davantage à des diagnostics, des recherches-action ou des études de territoire

- Soutenir et animer des démarches de diagnostics de territoire ou de recherches-action localisées qui s'appuient davantage sur les savoirs des intervenant.es de terrain et des habitant.es à partir de méthodologies qui permettent de réinterroger les représentations et de coconstruire des connaissances
- Encourager les acteurs et actrices des communes et des intercommunalités à associer des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales de terrain dans le cadre des projets locaux afin de bénéficier de leur expertise au sujet des personnes vulnérables et/ou discriminé.es

7. Soutenir au niveau de l'équipe et/ou de la structure les liens partenariaux des professionnel.les

- Favoriser des liens et des temps de rencontre entre les professionnel.les et les élu.es locaux.ales sur les problématiques territoriales
- Dégager du temps aux travailleurs sociaux et travailleuses sociales qui souhaitent s'investir dans le montage des actions collectives et des projets sociaux locaux
- Favoriser la participation des professionnel.les à des formations interinstitutionnelles locales
- Prévoir des facilitateurs.trices (encadrant.es, chargé.es de mission, intervenant.es de terrain dédié.es, ...) qui soutiennent les intervenant.es de terrain dans le développement de projets collectifs et partenariaux (coordination..)

8. Penser l'organisation territoriale des structures et du travail de sorte que :

- la taille des territoires d'intervention donne la possibilité aux intervenant.es de pouvoir se l'approprier, de le connaître pour y développer plus facilement des liens partenariaux et pour mieux adapter l'accompagnement au profil des populations
- le niveau de déplacements soit adapté aux capacités des professionnel.les
- le travail intersectoriel soit facilité au niveau local (ex des agences départementales)

A destination des acteurs et actrices de la recherche sur le travail social

9. Participer à des recherches-actions locales

- En soutenant méthodologiquement les démarches de co-construction de connaissances sur les territoires
- En construisant des passerelles entre connaissances scientifiques, savoirs professionnel.les des intervenant.es et savoir d'expériences des habitant.es et des personnes accompagnées

10. Développer les travaux de recherche scientifique en sciences sociales au sujet des :

- Pratiques de mobilité et d'ancrage des populations selon les milieux sociaux et les territoires de vie
- Différences sociales et spatiales dans le recours et l'accès aux services d'aide sociale
- Normes socio-culturelles dans la définition des lieux-ressources sur un territoire

BIBLIOGRAPHIE

- Autès, M. (2005). Territoires et subjectivités : Les nouveaux défis de l'action sociale. *Recherches et Prévisions*, 81(1), 9-17. <https://doi.org/10.3406/caf.2005.2161>
- Baud, P., Bourgeat, S., Bras, C. (2003). Dictionnaire de géographie. Hatier, coll. « Initial » [rééd. 2013].
- Bresson, M., Colomb, F., & Gaspar, J.-F. (Éds.). (2015). *Les territoires vécus de l'intervention sociale*. Presses universitaires du Septentrion.
- Brunet, R., & Théry, H. (1993) « Territoire », in Brunet, Ferras et Théry (dir.), *Les mots de la géographie*. Dictionnaire critique. Reclus, La Documentation française
- CRTS de Bretagne (2015), *Les évolutions des métiers et des formations sociales*, Rapport en ligne
- Fourdrignier, M., & Molina, Y. (2014). Logiques territoriales et professionnalisations dans le champ de l'intervention sociale. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 133-148.
- Frémont, A. (1976). *La région : Espace vécu*. Flammarion.
- Gaspar, J.-F. (2015). Chapitre 7. Les territoires vécus des travailleurs sociaux. In M. Bresson, F. Colomb, & J.-F. Gaspar (Éds.), *Les territoires vécus de l'intervention sociale* (p. 97-108). Presses universitaires du Septentrion
- Groupe de recherche « Gouvernance territoriale du social » sous la coordination d'Eugénie TERRIER, *Le rôle de chef de file du Département et les modes de coopération avec les acteurs communaux*, Rapport de recherche-action, Convention Askoria-Département d'Ille-et-Vilaine, 2021
https://www.askoria.eu/voy_content/uploads/2024/04/RA_Gouv_Terr_Social_Rapport_Final_210115.pdf
- Guéry, H., & Maurin, L. (2013). Les enjeux de l'observation sociale locale. *Informations sociales*, 179(5), 76-83. Cairn.info.
- Halifax, J., & Terrier, E. (2023). Les effets des contextes territoriaux pour les intervenant·es de l'Aide sociale à l'enfance. *Sociétés et Jeunesses en Difficulté*, 29.
- HCTS. (2019). *Guide d'appui aux interventions collectives du travail social en faveur du développement social*.
- Ion, J. (2005). *Le travail social à l'épreuve du territoire*. Découverte.
- Jaeger, M. (2013). Crise du travail social et territoires : Quelques pistes de réflexion. *Informations sociales*, n° 179(5), 58.
- Léon, S., & Rey, C. (2019). Interpréter le domicile, évaluer le danger. Les visites à domicile dans le champ de la protection de l'enfance. *Espaces et sociétés*, 176-177(1-2), 87-101. Cairn.info.

Moine, A., & Sorita, N. (2015). *Travail social et territoire. Concept, méthode, outils*. Presses de l'EHESP; Cairn.info.

Molina, Y. (2015). Chapitre 8. Le territoire, entre espace public et espace privé de l'intervention sociale. In M. Bresson, F. Colomb, & J.-F. Gaspar (Éds.), *Les territoires vécus de l'intervention sociale* (p. 109-118). Presses universitaires du Septentrion.

Palier, B. (1998). La référence au territoire dans les nouvelles politiques sociales. *Politiques et management public*, 16(3), 13-41.

Penven, A. (2024). Les territoires mouvants de la prévention spécialisée. *Sociologies*.

Ripoll, F., & Veschambre, V. (2005). Introduction : L'appropriation de l'espace comme problématique. *Norois*, 195, 7-15.

Terrier, E. (2019). L'observation socio-territoriale par les acteurs du secteur social : catégories d'analyse et choix méthodologiques. *Espaces et sociétés*, 176-177, 15-32.

Terrier, E. (2023). Le « territoire » pour les acteurs du secteur social : Des approches et des intérêts différenciés selon les niveaux d'intervention. In *Inégalités et rapports de pouvoir en ville* (L'oeil d'or, p. 251-273).

LISTE DES SIGLES

AES : Accompagnant.e éducatif et social

ASS : Assistant.e de Service social

BPJEPS : Brevet professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et du Sport

CAFDES : Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale

CAFERUIS : Certificat d'Aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale

CDAS : Centre Départemental d'Action Sociale

CESF : Conseiller.ère en Economie Sociale et Familiale

CRTS : Comité Régional du Travail Social

DEASS : Diplôme d'Etat Assistant.e de Service Social

DECESF : Diplôme d'Etat Conseiller.ère en Economie Sociale et Familiale

DEEJE : Diplôme d'Etat Educateur.trice de Jeunes Enfants

DEES : Diplôme d'Etat Educateur.trice Spécialisé.e

DEETS : Diplôme d'Etat Educateur.trice Technique Spécialisé.e

DEIS : Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale

DEJEPS : Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et du Sport

DSL : Développement Social Local

DST : Diagnostic Social de Territoire

EJE : Educateur.trice de jeunes enfants

ES : Educateur.trice spécialisé.e

ETS : Educateur.trice Technique Spécialisé.e

GIS : Groupement d'Intérêt Scientifique

IME : Institut Médico-Educatif

MA : Moniteur.trice Educateur.trice

ME : Moniteur.trice Educateur.trice

PAPH : Personnes Agées Personnes Handicapées

PMI : Protection Maternelle Infantile

TISF : Technicien.ne en Intervention sociale et familiale

ANNEXES

Annexe 1 - Colloque Hybrida IS -synthèse des échanges Symposium

Colloque international interdisciplinaire du GIS HYBRIDA IS
« Transformation des activités et des métiers du secteur social. Travail des frontières dans
l'intervention sociale et la recherche », Rennes, les 18, 19 et 20 mai 2022

Symposium

L'APPROCHE TERRITORIALE CHEZ LES TRAVAILLEURS SOCIAUX : REPRESENTATIONS, FORMATIONS ET PRATIQUES PROFESSIONNELLES

Coordination : Alexandre MOINE¹ et Eugénie TERRIER²

Synthèse des échanges

Le symposium démarre par une **brève introduction** permettant de rappeler l'origine de cette proposition de symposium qui donne la possibilité de croiser les points de vue (formation, recherche, action sociale) au sujet d'une question commune : dans quelles mesures/conditions, l'approche territoriale fait-elle sens pour les travailleurs sociaux – à partir de leurs pratiques, de leurs formations, de leurs contextes d'intervention ?

La discussion a pu s'appuyer sur quatre interventions différentes³ :

- De l'action collective au développement social : freins et opportunités, Virginie PERHERIN⁴, Cécile DEFOIS⁵, Xavier FOURNIER⁶
- La pratique du territoire : enquête auprès des cadres du travail social, Claire REGNIER⁷
- Le placement en MECS au prisme du territoire, Fleur GUY⁸
- Evolutions et défis de la formation des travailleurs sociaux à l'approche territoriale, Marie-Elisabeth COSSON⁹

¹ Professeur de géographie, Laboratoire ThéMA – UMR 6049 CNRS Université de Bourgogne - Franche-Comté

² Chargée de recherche, Askoria et chercheure associée Laboratoire ESO (Espaces et Sociétés) - UMR 6590 CNRS

³ Les textes complets sont disponibles en annexe de la synthèse

⁴ Chargée de mission vie sociale sur le Pays de Redon-Vallons, département d'Ille-et-Vilaine

⁵ Chargée de mission vie sociale, département d'Ille-et-Vilaine

⁶ Délégué à la vie sociale et aux CDAS au pôle territoires et services de proximité, département d'Ille-et-Vilaine

⁷ Cadre pédagogique, IRTS de Franche-Comté et doctorante en géographie (Laboratoire ThéMa) et en sociologie (Laboratoire LASA), Université Bourgogne - Franche-Comté

⁸ Docteure en géographie, chercheure à Ocellia Santé-Social et responsable de formation

⁹ Formatrice à Askoria et référente sur la thématique « territoire »

Des contextes institutionnels et d'intervention qui se « territorialisent »

L'approche territoriale de l'action sociale a une histoire. Par exemple, au Département d'Ille-et-Vilaine, se sont succédées **différentes étapes de territorialisation du social** via la mise en place des CDAS dans les années 80, la création de nouveaux métiers comme les chargés de mission développement social local, l'organisation en agences départementales à partir de 2010, etc.

Le **développement social local** bénéficie d'ailleurs d'un important portage politique. La collectivité mise aussi beaucoup sur la **transversalité** en encourageant les projets locaux qui articulent action sociale, sport, action culturelle, etc.

Par ailleurs, la territorialisation du social se lit également dans le soutien (financier, ingénierie...) du Département aux communes dans le développement des actions sociales. Ce sujet fait d'ailleurs écho à l'enjeu de la **gouvernance territoriale du social** : comment les différents acteurs en présence sur un même territoire réussissent à se concerter pour mettre en place des politiques sociales congruentes ? Comment le Département peut-il jouer son rôle de chef de file du social au sein de ces systèmes d'acteurs locaux ? (cf. Recherche-action précédente sur la gouvernance territoriale du social). Par exemple, actuellement le Département d'Ille-et-Vilaine pilote plusieurs projets, dont le déploiement de l'accueil numérique et de l'accueil social inconditionnel de proximité auprès des différents acteurs locaux sur les territoires (EPCI, communes). **Les territoires se superposent** (département, communes, intercommunalités) et les acteurs n'arrivent pas toujours à se mettre d'accord lorsqu'il s'agit de définir le périmètre géographique d'un projet social (ex. d'une plateforme d'aide à la mobilité qui n'a pas pu se mettre en place à cause de ce type de désaccord).

Une intervenante fait aussi remarquer que les **logiques de désinstitutionnalisation et d'inclusion** ont beaucoup remis la question du territoire sur le devant de la scène. Claire Régnier note par ailleurs que la notion de territoire est réactualisée par le référentiel du moment, celui de **parcours**. Fleur Guy perçoit une attente forte sur la question du territoire. Elle est très sollicitée en tant que géographe.

L'expertise de terrain des travailleurs sociaux peu valorisée au sein des démarches d'observation sociale locale

En ce qui concerne la place des travailleurs sociaux, il s'avère que ceux-ci sont souvent éloignés des démarches d'observation sociale locale. Ils ont davantage une expertise par domaine ou par public (ex. insertion, personnes âgées...) mais qui est insuffisamment valorisée dans les travaux d'observation qui sont davantage statistiques que qualitatifs.

Cependant, les travailleurs sociaux sont amenés à partager leurs connaissances du territoire ou à aller chercher des données statistiques, par exemple au moment du **montage des actions collectives**. Dans la pratique, un participant explique aussi que les travailleurs sociaux font un diagnostic du territoire, surtout quand ils arrivent sur leur poste.

En termes de diagnostics de territoires, beaucoup d'informations sont échangées à l'oral entre les professionnel.les, « on échange facilement » mais il y a **peu de formalisation ou de synthèse de ces expertises**.

Il arrive par ailleurs régulièrement que les institutions fassent remplir des tableaux aux travailleurs sociaux et que ceux-ci aient peu de retours, ce qui ne permet pas de donner du sens à ces données chiffrées. Selon Claire Régnier, il manque « une coordination des regards » qui permettrait de partager les savoirs.

Le rapport des travailleurs sociaux à leur territoire est fortement structuré par leur réseau professionnel et donc par leur trajectoire personnelle

Fleur Guy repère que le recours par les intervenant.es aux ressources locales est très **perso-dépendant**. Elle met l'accent sur la « force des réseaux personnels » des professionnel.les dans leur capacité à connaître et à mobiliser les ressources/partenaires locaux en donnant l'exemple d'une éducatrice qui avait travaillé dans un centre social avant d'arriver dans la MECS. Elle fait le lien avec la notion de « **capital d'autochtonie** » de Nicolas Rénahy¹⁰.

Le **turn-over** dans les équipes est souvent présenté comme un frein pour maintenir les partenariats qui sont plus ou moins formalisés/institutionnalisés. En général, le réseau des professionnel.les apparaît sous forme de liste, d'annuaire. Il est rarement cartographié. Claire Régnier observe peu de « spatialisation des acteurs ».

Il est rappelé qu'il peut y avoir beaucoup de différences entre les métiers dans l'appréhension et la prise en compte du territoire dans la pratique.

La lente sensibilisation des étudiant.es en travail social à la dimension territoriale

ME Cosson explique que les étudiant.es ASS arrivent en première année souvent avec assez peu d'intérêt pour la question territoriale. Puis, les **périodes de stage** leur permettent de découvrir un ou plusieurs territoires, ce qui les sensibilise aux enjeux qui y sont liés. Elle observe que la notion de territoire prend sens très progressivement pour les étudiant.es.

Une formatrice note que ce qui parle le plus aux éducateurs.trices qu'elle a rencontré.es en formation, ce sont les questions liées aux « territoires vécus ». Par ailleurs, lui est souvent posée la question de comment on passe d'un territoire à un accompagnement. Elle voit aussi que de nombreux territoires sont stigmatisés et que les représentations que nous avons sur les territoires posent problème lorsqu'il s'agit de réaliser des diagnostics. Fleur Guy observe au cours de son enquête que les éducateurs.trices ont parfois des représentations sur le « territoire supposé » des jeunes.

¹⁰ Rénahy, N. (2010), Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion, Regards sociologiques, n°40, pp.9-26 [RS 40 2 \(5ex\)](#) (regards-sociologiques.fr)

En ce qui concerne les interventions pédagogiques au sujet du « territoire », la question « d'où je viens » est souvent un bon point de départ pour entrer dans le sujet et intéresser les étudiant.es.

Fleur Guy ne parlerait pas de désintérêt des étudiant.es en travail social vis-à-vis de la notion de territoire mais plutôt de méconnaissance. La formation permet de les sensibiliser à une nouvelle manière de penser les problèmes sociaux.

Le débat autour de la ou des définitions de la notion de « territoire »

Les échanges débutent par une remarque d'Alexandre Moine sur le fait que la notion de territoire ne serait pas suffisamment définie par les acteurs. En effet, les intervenant.es issu.es de métiers différents (action sociale, formation, recherche) ont pu montrer différents enjeux et donc différentes approches du « territoire » :

- Celui-ci devient « périmètre administratif » lorsqu'il s'agit de présenter l'organisation territoriale du Département d'Ille-et-Vilaine découpé en agences départementales et en CDAS. Il désigne aussi les acteurs locaux comme les collectivités locales que sont les communes et les intercommunalités. C'est pourquoi, le territoire est souvent associé aux dynamiques de « partenariat » et de « réseau »
- Le « territoire » est parfois plutôt étudié à partir de l'espace vécu des personnes, à travers leurs représentations, et leurs pratiques spatiales. Or, ces « territoires vécus », en général, ne coïncident pas avec les limites des territoires administratifs.

Alexandre Moine considère qu'il manque souvent dans l'appréhension du territoire par les acteurs une vision globale et systémique qui prendrait en compte toutes les dimensions en même temps (politique, géographique, économique, sociale...) afin de mieux saisir le « fonctionnement » d'un territoire et ensuite agir sur ce territoire de manière plus décloisonnée. Il s'étonne que la définition qu'il propose dans son ouvrage (Travail social et territoire, 2015) ne soit pas davantage mobilisée par les acteurs pour définir le territoire et outiller les diagnostics. Cependant, Fleur Guy rappelle qu'il existe différentes manières d'aborder la dimension spatiale des sociétés comme en atteste la diversité des courants géographiques. Par exemple, elle préfère utiliser le terme d'espace plutôt que celui de territoire. En effet, ses travaux s'appuient beaucoup sur le concept d'espace vécu de Frémont (1976). Par ailleurs, la notion de territoire renvoie davantage, pour elle, à une délimitation administrative.

Annexe 2 – Analyse des référentiels (phase exploratoire)

Référentiels « Assistant.es de service social »

Dimension territoriale ?	Activités/compétences	Extraits des référentiels et plans de formation
Connaissance du territoire d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> > Réaliser des diagnostics de territoire > Repérer les atouts et les limites d'un territoire > Connaître les partenaires et les relations interinstitutionnelles > Recueillir et analyser des données territorialisées > Identifier une problématique commune à un groupe/un territoire > Elaborer des diagnostics partagés/concertés avec les partenaires > Apporter son expertise 	<p>« Analyser les atouts et limites d'un territoire en lien avec une problématique identifiée » ; « Recueillir et analyser des données territoriales qualitatives et quantitatives » ; "Mettre en oeuvre de manière concertée la réalisation de diagnostics sociaux au niveau de l'institution et du territoire" ; "Contribuer à une connaissance partagée des problématiques d'un territoire"(ref compétences)</p> <p>"Il réalise un diagnostic partagé avec les personnes ou les partenaires pour définir le projet et mobilise différentes méthodologies d'intervention collective en les adaptant au contexte des situations rencontrées et aux territoires » ; « L'assistant de service social propose son expertise à partir de ses connaissances des problématiques sociales, des politiques sociales et territoriales et de leur application » ; "Contribuer à la réalisation de diagnostics sociaux au niveau d'une institution ou d'un territoire" (ref activités)</p> <p>"Identifier et comprendre les missions, les fonctions, les enjeux des partenaires interinstitutionnels du territoire ; "Identifier les différents niveaux d'intervention des acteurs sur un territoire" "(ref compétences)</p> <p>« Comprendre une question sociale sur un territoire donné » (Ref certif)</p> <p>« Recueillir les données nécessaires à l'analyse d'un territoire et d'une situation sociale sur un territoire » (Plan de formation)</p>
Mobilisation et prise en compte du territoire dans les choix d'accompagnement individuel	<ul style="list-style-type: none"> > Mobiliser les ressources du territoire pour orienter les personnes vers les partenaires > Agir sur le rapport des personnes à leur territoire/lieux de vie 	<p>"Définir avec les personnes les axes d'intervention possibles au regard de leur situation globale et du territoire" (Ref compétences)</p> <p>« "Dans le cadre de l'évaluation, il identifie les ressources du territoire pour orienter la personne vers les partenaires adaptés » (Ref pro)</p> <p>"L'accompagnement social collectif vise à la promotion et à l'autonomie des personnes dans leur environnement et sur leur territoire" (ref activités)</p>
Mobilisation sur/dans le territoire au sein de démarches collectives et de projets sociaux	<ul style="list-style-type: none"> > Développer le travail partenarial : mobiliser les acteurs, coopérer avec les acteurs locaux, exercer un rôle de conseil auprès des partenaires (expertise), négocier avec les partenaires, se positionner > Mettre en place des actions collectives > Contribuer au développement social local 	<p>« Mobiliser les réseaux de partenaires appropriés sur le territoire ». (Ref activités)</p> <p>« Négocier les priorités d'action avec tous les partenaires adaptés et formuler des objectifs » (Ref compétences)</p> <p>« Positionnement professionnel dans les relations institutionnelles, interinstitutionnelles et Partenariales » (ref formation)</p> <p>"Il initie, participe, pilote des actions collectives et de groupes, dans une dynamique d'équipe, de partenariat et de réseau en favorisant l'implication des personnes. " (Ref pro)</p>

	<p>« Il promeut des actions de prévention et participe au développement social en complémentarité avec d'autres intervenants » (Ref pro)</p> <p>"Il réalise un diagnostic partagé avec les personnes ou les partenaires pour définir le projet et mobilise différentes méthodologies d'intervention collective en les adaptant au contexte des situations rencontrées et aux territoires. (Ref activités)</p> <p>"savoir être force de propositions auprès des instances locales" (Ref compétences)</p>
--	---

Référentiels « Educateurs.trices spécialisé.es »

Dimension territoriale ?	Activités/compétences	Extraits des référentiels et plans de formation
Connaissance du territoire d'intervention	<p>Méthodes d'analyse territoriale</p> <p>Identifier et situer les acteurs du territoire</p> <p>Co-construction de connaissances</p>	<p>"Méthodes et outils d'analyse d'un territoire et d'un contexte » (ref formation)</p> <p>« Méthodes et techniques de transmission et de partage de connaissances professionnelles, d'échanges de pratiques et de co-construction de connaissances partenariales" (ref form)</p>
Mobilisation et prise en compte du territoire dans les choix d'accompagnement individuel	<p>Mobiliser les ressources du territoire</p> <p>Choix et mobilisation des lieux et des espaces (formels ou informels)</p> <p>d'accompagnement/d'établissement de la relation éducative/ comme support d'accompagnement éducatif</p> <p>Agir sur le rapport des personnes à leur territoire/lieux de vie</p> <p>Renforcer les liens sociaux de proximité</p> <p>Accompagner la personne à se situer sur son territoire</p>	<p>"L'éducateur spécialisé établit une relation éducative à partir de ses observations et de situations du quotidien dans des espaces institutionnels formels et informels" (ref pro)</p> <p>"Créer des espaces et lieux à visée éducative " (ref comp)</p> <p>"Mobiliser les ressources de l'environnement et du territoire " (Ref compétences)</p> <p>"Action éducative et territoire" (ref form)</p> <p>"Il favorise le renforcement des liens sociaux et des solidarités dans l'environnement des personnes et de la société" (Ref pro)</p> <p>"Accompagner la personne à se situer dans son environnement " (Ref comp)</p> <p>"Les espaces de socialisation" (ref form)</p>
Mobilisation sur/dans le territoire au sein de démarches collectives et de projets sociaux	<p>Construction de projets partenariaux</p> <p>Mise en place d'actions collectives</p> <p>Contribution au DSL</p>	<p>"Il est en lien avec des partenaires et des réseaux d'acteurs du territoire."(Ref pro)</p> <p>"Identifier et situer les acteurs de l'environnement professionnel" (ref comp)</p> <p>"L'approche territoriale des partenariats et des réseaux"; (ref form)</p>

Annexe 3 - Questionnaire en ligne professionnel.les



Partie A: Connaître et pratiquer son territoire d'intervention

A1. Prendre en compte le territoire dans le cadre du travail social, c'est d'abord pour vous : (Classez les réponses suivantes de la plus importante à la moins importante)

Connaître son territoire d'intervention

Contribuer à des projets sociaux locaux avec une diversité de partenaires

Mobiliser les ressources locales pour accompagner les personnes

A2. Globalement, comment évaluez-vous votre connaissance des thématiques suivantes sur votre territoire d'intervention ?

	Les caractéristiques socio-démographiques de la population	Les besoins des habitants	Les ressources/acteurs de services sociaux existants (hors professionnels du secteur social)	Les ressources locales en dehors du secteur social
Très faible connaissance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Faible connaissance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connaissance moyenne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bonne connaissance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très bonne connaissance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A3. D'après vous, combien de temps faut-il pour bien connaître son territoire d'intervention ?

Quelques mois

1 ou 2 ans

De 2 à 4 ans

Plus de 4 ans

A4. Quelles sont les ressources/sources d'information qui vous permettent d'approfondir la connaissance de votre territoire ? (3 réponses possibles)

Vos collègues

Un professionnel dédié au montage de projets collectifs/ d'un chargé de mission dvp social local

Les personnes que vous accompagnez

Vos déplacements sur le terrain

Les partenaires



Internet

Presse locale

Autre

Autre

A5. Quels sont, pour vous, les principaux obstacles qui peuvent rendre plus difficile la connaissance de votre territoire d'intervention ? (3 réponses possibles)

La taille de mon territoire d'intervention (trop vaste)

Le manque de travail en équipe en terme de diagnostic territorial des besoins

La mobilité professionnelle

Le manque de méthodologie

Le manque de temps

Le manque d'intérêt pour l'approche territoriale

La difficulté à comprendre les statistiques et les cartes

Autre

Autre

A6. Depuis 4 ans, avez-vous eu l'occasion de prendre connaissance des données statistiques sociales, démographiques voire économiques qui concernent votre territoire d'intervention ?

Non, pas du tout

Oui, un peu

Oui, régulièrement

Oui, très souvent



A7. Depuis 4 ans, avez-vous eu l'opportunité de participer à une démarche de diagnostic de territoire ou d'analyse des besoins sur votre territoire ?

Oui

Non

A8. Si oui, à quelle(s) occasion(s) ? (3 réponses possibles)

Lors d'une réunion de service

Lors d'une réunion de préparation d'une action collective

Lors d'une réunion partenariale

Autre

Autre

A9. Actuellement, souhaiteriez-vous être davantage associé à des démarches de diagnostics de territoire ?

Oui, tout-à-fait

Oui, pourquoi pas

Non, pas vraiment

Non, pas du tout

A10. Depuis 4 ans, avez-vous eu l'opportunité d'échanger avec des élu.es locaux sur les réalités sociales de votre territoire ?

Oui

Non

A11. Que pensez-vous de ces affirmations ?

	<small>Le logement est un droit de tous et doit être accessible à tous.</small>	<small>Le logement est un droit de tous et doit être accessible à tous.</small>
Pas-du-tout d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas vraiment d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Complètement d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



A12. Réalisez-vous des temps de permanence au sein d'autres structures que la vôtre ?

Oui

Non

A13. Si oui, considérez-vous que ces temps de permanence vous permettent de développer des liens avec des partenaires du territoire ?

Non, pas du tout

Non, pas vraiment

Oui, un peu

Oui, beaucoup

A14. A quelle fréquence vous déplacez-vous sur votre territoire d'intervention (en dehors de votre trajet domicile-travail) ?

Plusieurs fois par jour

Environ une fois par jour

Plusieurs fois par semaine

Plusieurs fois par mois

A15. Quel(s) moyen(s) de transport utilisez-vous le plus souvent pour vous déplacer sur votre territoire d'intervention ?

En voiture

En transports en commun

A vélo

A pieds

Autre

Autre

A16. Combien de visites à domicile faites-vous (environ) par semaine ?

Aucune

Moins de 3

De 3 à 7

De 8 à 12

Plus de 12



A17. Que diriez-vous de votre territoire d'intervention ?

	C'est un territoire peu dynamique	C'est un territoire plutôt socialement favorisé	C'est un territoire en crise	C'est un territoire qui souffre de projets et d'acteurs engagés	C'est un territoire marqué par des enjeux d'inégalité sociale
Pas-du-tout d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas vraiment d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Complètement d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A18. Que pensez-vous de ces affirmations ?

	Les situations sont stabilisées sans différences visibles entre les territoires (sauf les zones d'attente)	Les situations (pour les zones d'attente) sont plutôt stables mais des différences sont observables	En ville, les personnes accompagnées rencontrent souvent leur droit qu'en milieu rural	Le rôle des acteurs (les communes en particulier) est déterminant pour les villes	La proximité géographique est un facteur à considérer dans l'accompagnement social des personnes	Les besoins des personnes accompagnées sont plus similaires à ceux des personnes en ville
Pas-du-tout d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas vraiment d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Complètement d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie B: Mobiliser et se mobiliser sur le territoire

B1. Sur votre territoire d'intervention, pouvez-vous estimer le nombre de partenaires (tous secteurs confondus) avec qui vous travaillez au moins une fois par semaine dans le cadre de l'accompagnement des personnes/familles ?

Entre 1 et 5

Entre 6 et 10

Plus de 10

B2. Depuis 4 ans, vous est-il arrivé de contribuer à la mise en place d'actions collectives et/ou de projets sociaux partenariaux ?

Oui

Non

B3. Si non, pourquoi ? (3 réponses possibles)

Par manque de temps

Par manque de connaissance des méthodologies

Par manque de soutien de la part de vos encadrants

A cause de la complexité des démarches pour monter le projet

Par manque de soutien de vos collègues

Par manque d'idées



Autre

Autre

B4. *Si oui, qu'est-ce qui a été soutenant pour réaliser cette ou ces actions/projets ? (3 réponses maximum)*

Le soutien de l'encadrant

Les méthodologies apprises en formation

Le soutien d'un professionnel dédié au montage de projets collectifs/ d'un chargé de mission dvp social local

Le soutien d'un partenaire

Les collègues

La réalisation préalable d'un diagnostic partagé

La participation des personnes accompagnées/habitants

Autre

Autre

B5. **Avez-vous déjà été à l'initiative d'une action collective ou d'un projet social partenarial ?**

Oui

Non

B6. **Depuis 4 ans, avez-vous déjà eu l'opportunité de contribuer à un projet local qui était à l'initiative d'un partenaire hors travail social (par ex. arts, santé, urbanisme...)**

Oui

Non



B7. Que pensez-vous de ces affirmations ?

	Je considère que le territoire implémente correct mes pratiques d'intervention	Je me sens appartenir à ce territoire d'ailleurs/étranger	Je me sens impliqué(e) à ce territoire par mes actions d'intervention	Je pense que le territoire pourrait être davantage implémente de nos pratiques d'intervention	Je souhaiterais changer de territoire d'intervention
Pas-du-tout d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas vraiment d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Complètement d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B8. Quelle place prend le territoire dans vos accompagnements ?

	Je suis les personnes à l'appui des réseaux sociaux sur le territoire	Je suis les personnes à l'appui des réseaux sociaux sur le territoire	Je suis les personnes à l'appui des réseaux sociaux sur le territoire	Je suis les personnes à l'appui des réseaux sociaux sur le territoire	Je suis les personnes à l'appui des réseaux sociaux sur le territoire	Je suis les personnes à l'appui des réseaux sociaux sur le territoire
Jamais	<input type="checkbox"/>					
Ponctuellement	<input type="checkbox"/>					
Régulièrement	<input type="checkbox"/>					
Très souvent	<input type="checkbox"/>					

B9. Pour vous l'action sociale doit permettre prioritairement de (de 1 à 3 – par ordre de priorité) :

- Procurer une aide matérielle d'urgence aux plus démunis
- Répondre aux besoins des populations vulnérables (personnes âgées, personnes handicapées, enfants, personnes victimes de violences ...)
- Concourir au développement de la cohésion sociale sur le territoire

Partie C: Votre profil

C1. Depuis quand exercez-vous en tant que travailleur social ?

- Moins d'un an
- De 1 à 3 ans
- De 4 à 7 ans
- 8 ans ou plus de 8 ans

C2. Quelle est votre formation (plusieurs réponses possibles) ?

- BPJEPS - animateur social
- CAFERUIS - Cadre intermédiaire responsable d'unité d'intervention sociale
- DEAES - Accompagnant éducatif et social
- DEASS - Assistant de service social
- DECESF - Conseiller en économie sociale familiale
- DEEJE - Educateur de jeunes enfants



DEES - Édicateur spécialisé

DEETS - Édicateur technique spécialisé

DEJEPS - Animateur-coordonateur de projets d'animation sociale

DEME - Moniteur éducateur

DEMF - Médiateur familial

DETISF - Technicien de l'intervention sociale et familiale

MA - Moniteur d'atelier

Autre

Autre

C3. Dans quels domaines ou auprès de quel(s) public(s) travaillez-vous ?

Protection de l'enfance/PMI

Petite enfance

Personnes âgées

Personnes handicapées

Insertion/logement

Action sociale généraliste/polyvalence de secteur

Action sociale spécialisée

Autre

Autre



C4. Dans quelle institution exercez-vous ?

Au sein du département d'Ille-et-Vilaine

Au sein d'un autre département

Au sein d'une association

Au sein d'un grand opérateur public (CAF, MSA, CARSAT,...)

Au sein d'une commune/intercommunalité

Au sein d'un service social spécialisé (hôpital, éducation nationale, justice, police, etc.)

Autre

Autre

C5. Sur quel type de territoire exercez-vous ?

Un territoire à dominante urbaine

Un territoire à dominante rurale

Un territoire à dominante périurbaine

C6. Depuis quand travaillez-vous sur votre territoire d'intervention actuel ?

Moins d'1 an

De 1 à 3 ans

De 4 à 5 ans

Plus de 5 ans

C7. Au cours de votre trajectoire professionnelle, sur combien de territoires d'intervention différents avez-vous été amené à travailler :

C8. Habitez-vous actuellement sur le territoire où vous intervenez ?

Oui

Non

C9. Nom de la commune principale de votre lieu de travail



C10. Code postal de la commune principale de votre lieu de travail	<input type="text"/>
C11. En dehors de votre activité professionnelle, êtes vous engagé :	
En tant que bénévole au sein d'une association ou d'un collectif	<input type="checkbox"/>
En tant qu'él.u.e au sein d'une collectivité	<input type="checkbox"/>
Pas de bénévolat associatif ou de mandat	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="text"/>
C12. Seriez-vous d'accord pour participer à un entretien individuel ou collectif dans le cadre de cette recherche ?	
Oui	<input type="checkbox"/>
Non	<input type="checkbox"/>
C13. Pouvez-vous nous indiquer votre adresse mail sur laquelle vous contacter :	<input type="text"/>

Annexe 4 - Questionnaire en ligne étudiant.es



Partie A: Le territoire : quel(s) intérêt(s) ? Quelle(s) définition(s)?

A1. Prendre en compte le territoire dans le cadre du travail social, c'est d'abord pour vous : (Classez les réponses suivantes de la plus importante à la moins importante)

Connaître son territoire d'intervention

Contribuer à des projets sociaux locaux avec une diversité de partenaires

Mobiliser les ressources locales pour accompagner les personnes

A2. Qu'avez-vous pensé des modules de formation suivants ?

Si vous n'avez pas participé au module, cocher "sans réponse"

	Enjeux du territoire dans l'intervention sociale	Outils du diagnostic social de territoire	Notions de partenariat et de réseau	Différentes techniques de l'accompagnement collectif	Developpement social local
Complètement inutile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas très utile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plutôt utile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très utile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A3. Pour vous, l'intérêt pour la question du territoire :

Est arrivé avant d'entrer en formation en travail social

Est arrivé au début de la formation

Est arrivé après les expériences de stage

N'est pas encore arrivé

A4. Que pensez-vous de ces affirmations ?

	Les situations socio-familiales les plus difficiles et les types de crises et de crises accompagnées	Les situations qui ne sont pas prises en compte par les dispositifs sociaux et familiaux	En ville les personnes accompagnées ont des besoins spécifiques	Le rôle de la famille est plus important que celui de l'accompagnement en ville	Le personnel de terrain est plus important que celui de l'accompagnement en ville	Les besoins des personnes accompagnées sont plus importants que ceux de l'accompagnement en ville
Pas-du-tout d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas vraiment d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Complètement d'accord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A5. Pour vous l'action sociale doit permettre prioritairement de (de 1 à 3 – par ordre de priorité) :

Procurer une aide matérielle d'urgence aux plus démunis



Répondre aux besoins des populations vulnérables (personnes âgées, personnes handicapées, enfants, personnes victimes de violences ...)

Concourir au développement de la cohésion sociale sur le territoire

Partie B: Le territoire en pratiques

B1. Avez-vous déjà eu l'occasion de contribuer à la réalisation d'un diagnostic de territoire ?

Oui

Non

B2. Si oui, à quelle(s) occasion (s) ?

Dans le cadre de la formation

Lors d'un stage

Lors d'une expérience professionnelle précédente

Autre

Autre

B3. Si oui, qu'avez-vous pensé de cette expérience ? (plusieurs réponses possibles)

J'ai beaucoup apprécié cette expérience

J'ai apprécié cette expérience

J'ai moyennement apprécié cette expérience

Je n'ai pas apprécié cette expérience

B4. Avez-vous eu l'occasion lors d'un stage d'échanger avec les professionnel.les au sujet du territoire ?

Oui, très souvent

Oui, de temps en temps

Non, pas très souvent

Non, pas du tout

B5. Si oui, de quelle(s) manière(s) ? Plusieurs réponses possibles

En discutant des partenaires présents/absents sur le territoire



- En discutant des spécificités sociales et géographiques du territoire
- En participant à un projet social partenarial
- En contribuant à la mise en place d'une action collective
- En participant à la réalisation d'un diagnostic de territoire
- Autre

Autre

B6. Auriez-vous souhaité aborder davantage la question du territoire sur votre (vos) lieu(x) de stage ?

- Oui
- Non

B7. Avez-vous eu l'occasion de mettre en application sur votre (vos) lieu(x) de stage des connaissances et les méthodologies apprises en formation sur les sujets suivants ?

	Accompagnem ent individuel en mobilisant le réseau local	Participation à une action collective	Participation à un projet social partenarial	Réalisation d'un diagnostic de territoire
Jamais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ponctuellement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Régulièrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Souvent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très souvent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B8. Quand vous vous projetez dans votre futur métier d'intervenant.e social.e, à quelle fréquence imaginez-vous contribuer à :

	La réalisation de diagnostics de territoires	La mise en place d'actions collectives	La mise en place de projets sociaux partenariaux
Jamais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ponctuellement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Régulièrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Souvent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très souvent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



B9. Quand vous vous projetez dans votre futur métier d'intervenant.e social.e, vous sentez-vous suffisamment préparé.e pour ?

	Contribuer à des diagnostics de territoire	Participer à des projets sociaux partenariaux	Mobiliser les ressources locales pour accompagner les personnes	Comprendre les soutiens des personnes à leur niveau de vie	Mettre en place des actions collectives	Vous engager en fonction de développement social sur un territoire
Pas du tout préparé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un peu préparé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Moyennement préparé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bien préparé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très bien préparé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie C: Votre profil

C1. Dans quelle formation êtes vous inscrit.e actuellement ?

- BPJEPS - Animateur.trice social.e
- CAFERUIS - Cadre intermédiaire responsable d'unité d'intervention sociale
- DEAES - Accompagnant.e éducatif et social
- DEASS - Assistant.e de service social
- DECESF - Conseiller.e en économie sociale familiale
- DEEJE - Éducateur.trice de jeunes enfants
- DEES - Éducateur.trice spécialisé
- DEETS - Éducateur.trice technique spécialisé
- DEJEPS - Animateur.trice-coordonateur.trice de projets d'animation sociale
- DEME - Moniteur.trice éducateur.trice
- DEMF - Médiateur.trice familial.e
- DETISF - Technicien.ne de l'intervention sociale et familiale
- MA - Moniteur.trice d'atelier
- Autre

Autre



C2. Quelle est votre année de formation ?

1ère année

2ème année

3ème année

C3. Lors de vos différents stages, sur quels types de territoire avez-vous travaillé ?

Urbain

Périurbain

Rural

Plusieurs types de territoire

C4. Dans quel(s) type(s) d'institution(s) avez-vous eu l'occasion de faire un stage ? (Plusieurs réponses possibles)

Au sein du département d'Ille-et-Vilaine

Au sein d'un autre département

Au sein d'une association

Au sein d'un grand opérateur public (CAF, MSA, CARSAT...)

Au sein d'une commune/intercommunalité

Au sein d'un service social spécialisé (hôpital, éducation nationale, justice, police, etc..)

Autre

Autre

C5. En dehors de votre formation, êtes-vous engagé :

En tant que bénévole au sein d'une association ou d'un collectif

En tant qu'élue au sein d'une collectivité

Pas de bénévolat ou de mandat

Autre

Autre



C6. Seriez-vous d'accord pour participer à un entretien individuel ou collectif dans le cadre de cette recherche ?

Oui

Non

C7. Si oui, pouvez-vous nous indiquer votre adresse mail pour que nous puissions vous contacter ?



Etudiants en travail social

On vous en parle tout le temps, mais au fait :

le Territoire, c'est quoi pour vous ?



MERCI DE PRENDRE QUELQUES MINUTES POUR RÉPONDRE À CE QUESTIONNAIRE, AFIN D'ÉTOFFER LA RECHERCHE MENÉE PAR ASKORIA EN LIEN AVEC LE DÉPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE, SUR LA NOTION DE TERRITOIRE DANS LE TRAVAIL SOCIAL.

ASKORIA
activateur de solidarités



Ille & Vilaine
LE DÉPARTEMENT

Annexe 6 - Guide entretiens individuels professionnel.les

Recherche Travail social & territoires

Guide entretien individuel – Travailleurs sociaux

1- PRESENTATION DE LA RECHERCHE	2- CONDITIONS DE L'ENTRETIEN ET DEMANDE DE CONSENTEMENT
<ul style="list-style-type: none">• Une recherche pour mieux connaître les manières dont les travailleurs sociaux définissent et prennent en compte le « territoire »• Une enquête par questionnaires et entretiens réalisée par un groupe de recherche collaborative constituée de professionnel.les du Département d'Ille-et-Vilaine, de formateurs.trices et d'étudiant.es d'Askoria - coordonnée par une chercheuse géographe du Centre de recherche d'Askoria• Durée de la recherche : 3 ans (2022-2024)• Des résultats qui seront présentées à une diversité d'acteurs de la formation et de l'intervention sociale pour faire connaître les pratiques et les conditions d'intervention des travailleurs sociaux, faire évoluer les représentations et les modes d'animation des projets sociaux de territoire et nourrir les contenus de formation.	<ul style="list-style-type: none">• L'enquête veille à préserver l'anonymat des participant.es. Lors de la diffusion des résultats, aucun.e des participant.es à l'enquête ne pourra être identifié.e.• Une fois retranscrits, les enregistrements seront détruits. Les données brutes (transcription des entretiens) seront conservées pour une durée de 3 ans avant d'être détruites. Seule la chercheuse aura accès aux données brutes. Le groupe de recherche aura accès à des extraits d'entretiens anonymisés.• Possibilité d'accéder aux données recueillies, et de demander à modifier et/ou supprimer tout ou partie des réponses par le biais d'un message adressé à eugenie.terrier@askoria.eu• Possibilité d'arrêter l'entretien à tout moment.• Etes vous d'accord pour que j'enregistre l'entretien ?• (Dictaphone allumé) Etes vous d'accord pour démarrer l'entretien ?

CE QUE L'ON CHERCHE A MIEUX CONNAITRE	QUESTIONS PRINCIPALES	QUESTIONS DE RELANCE/DE PRECISIONS
Question d'introduction pour démarrer l'échange	Pouvez-vous me présenter en quelques mots votre territoire d'intervention actuel ?	<i>Périmètre ? Lieu(x) de d'intervention ? Plusieurs sites ? Caractéristiques principales</i>
La trajectoire géographique professionnelle et ses effets	Pouvez-vous me raconter votre parcours à partir des lieux/territoires où vous avez travaillé ? Avez-vous observé des différences entre ces différents territoires (publics accompagnés, pratiques professionnelles...) ? Avez-vous l'impression que cette mobilité géographique a été plutôt bénéfique ou source de difficultés ?	<i>Préciser pour chaque lieu cité : période en années (environ) et missions</i>
Les significations de la prise en compte du territoire pour les TS	Pour vous, que signifie « prendre en compte le territoire » quand on est travailleur social ?	<i>Pouvez-vous me donner des exemples concrets dans votre pratique actuelle en tant que professionnel.le pendant lesquels cette question du territoire est présente ?</i>
La confrontation de l'approche de notre groupe de recherche	Dans cette recherche, nous considérons que « prendre en compte le territoire » signifie : connaître son territoire, mobiliser les ressources locales pour	

avec les points de vue des TS	accompagner, monter des projets partenariaux > Que pensez-vous de cette définition ?	
Les manières de connaître son territoire selon les TS	Pour vous > que veut dire « bien connaître son territoire » ?	
	Avez-vous l'impression de bien connaître votre territoire d'intervention ?	<i>Qu'est-ce que vous connaissez le mieux de votre territoire ? Le moins ?</i>
	Comment avez-vous appris à mieux connaître votre territoire ?	<i>A votre arrivée sur votre poste ? puis par la suite ?</i>
	A quelles occasions partagez-vous vos connaissances au sujet de votre territoire avec d'autres professionnel.les ?	
	Avez-vous eu l'occasion de prendre connaissance de certains chiffres au sujet de votre territoire ?	<i>Si oui lesquels et à quelles occasions ? Qu'avez-vous pensé de ces moments, de ces chiffres ?</i>
	Qu'est-ce qui vous aide aujourd'hui à mieux connaître votre territoire ? A l'inverse, qu'est-ce qui vous empêche de mieux connaître votre territoire ?	
	Souhais amélioration /Propositions	
Mobiliser les ressources locales	Pour vous, que signifie « ressources du territoire » ?	

pour accompagner les personnes	Que diriez-vous de votre territoire au sujet de ces ressources locales ?	
	Avec quelles structures travaillez-vous régulièrement ?	<i>Secteur social/hors secteur social Sur votre territoire/ Hors territoire d'intervention. Grandes structures/plus petites</i>
	Y-a-t-il des partenaires avec qui il est plus facile/difficile de travailler que d'autres	<i>Et pourquoi ?</i>
Actions collectives/ projets partenariaux	Avez-vous eu l'occasion ces 4 dernières années de participer à des actions collectives ? des projets partenariaux ?	<i>Lesquels ? Avec qui ? Votre rôle dans ces projets ? Qu'avez-vous pensé de ces expériences ? Et si non > pour quelles raisons ?</i>
	Pouvez-vous me dire ce qui a été facilitant ou au contraire difficile pour mettre en œuvre ces projets ?	
	Souhais amélioration/Propositions	
Les personnes accompagnées et leurs territoires de vie	Selon vous, est-ce que le territoire peut avoir des effets pour les personnes que vous accompagnez ?	<i>Si oui quel(s) effet (s) ? Peut-il apporter des difficultés ? Ou à l'inverse des soutiens ?</i>
	Dans la pratique, de quelles manières essayez-vous d'agir sur ces difficultés ou ces ressources liées au territoire de vie des personnes ?	

4

Pratiques et rapports au territoire d'intervention	Parlez-moi de vos déplacements sur votre territoire d'intervention ?	<i>Lieux où vous allez régulièrement</i> <i>Lieux où vous allez moins (et pourquoi)</i> <i>Moyens pour y aller/fréquence de ces déplacements</i> <i>Vécus de ces déplacements</i>
	Habitez-vous loin de votre lieu d'intervention ? Cette distance avec votre lieu de résidence vous convient-elle ?	
	Vous sentez-vous appartenir à ce territoire ? Etre acteur.trice de ce territoire ?	<i>Si oui, pourquoi ?</i> <i>Si non, pourquoi ?</i>
	Pensez-vous pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants sur votre territoire d'intervention ?	<i>Si oui, pourquoi ?</i> <i>Si non, pourquoi ?</i>
	Souhaiteriez-vous rester sur ce territoire ou en changer ?	<i>Et pourquoi / est-ce lié la nature du territoire ?</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Ancienneté en tant que travailleur social et sur le territoire • Territoire d'intervention • Domaine d'intervention • Institution d'appartenance • Diplôme TS et intitulé du poste actuel 		

Annexe 7 - Guide entretiens collectifs étudiant.es

Recherche Travail social & territoires

Guide entretien collectif – Etudiant.es en travail social

1- PRESENTATION DE LA RECHERCHE	2- CONDITIONS DE L'ENTRETIEN ET DEMANDE DE CONSENTEMENT
<ul style="list-style-type: none">• Une recherche pour mieux connaître les manières dont les travailleurs sociaux et les futurs travailleurs sociaux définissent et prennent en compte le « territoire »• Une enquête par questionnaires et entretiens réalisée par un groupe de recherche collaborative constituée de professionnel.les du Département d'Ille-et-Vilaine, de formateurs.trices et d'étudiant.es d'Askoria - coordonnée par une chercheuse géographe du Centre de recherche d'Askoria• Durée de la recherche : 3 ans (2022-2024)• Des résultats qui seront présentées à une diversité d'acteurs de la formation et de l'intervention sociale pour faire connaître les pratiques et les conditions d'intervention des travailleurs sociaux, faire évoluer les représentations et les modes d'animation des projets sociaux de territoire et nourrir les contenus de formation.	<ul style="list-style-type: none">• L'enquête veille à préserver l'anonymat des participant.es. Lors de la diffusion des résultats, aucun.e des participant.es à l'enquête ne pourra être identifié.e.• Une fois retranscrits, les enregistrements seront détruits. Les données brutes (transcription des entretiens) seront conservées pour une durée de 3 ans avant d'être détruites. Seule la chercheuse aura accès aux données brutes. Le groupe de recherche aura accès à des extraits d'entretiens anonymisés.• Possibilité d'accéder aux données recueillies, et de demander à modifier et/ou supprimer tout ou partie des réponses par le biais d'un message adressé à eugenie.terrier@askoria.eu• Possibilité d'arrêter l'entretien à tout moment.• Etes-vous d'accord pour que j'enregistre l'entretien ?• (Dictaphone allumé) Etes-vous d'accord pour démarrer l'entretien ?

QUESTIONS :

- Pouvez-vous me dire votre prénom, votre formation (diplôme et année) et votre commune de résidence ?
- Pour vous, qu'est-ce que signifie « prendre en compte le territoire » quand on est travailleur social ?
- Vous suivez une formation à Askoria :
 - Pouvez-vous me citer les modules/cours qui sont en lien avec la question du territoire ?
 - Parmi ces modules, lesquels ont été les plus utiles pour vous ? Qu'est-ce qui vous a manqué ?
- Quand vous vous projetez dans votre futur métier, dans quelles circonstances imaginez-vous que la question du territoire va-t-elle se poser pour vous ?
- Pendant vos stages, dans quelles circonstances la question du territoire s'est-elle posée ? Pouvez-vous donner des exemples ? Comment cela s'est-il passé ?
- Vous sentez-vous suffisamment préparé.es par rapport à ces différents sujets en lien avec l'approche territoriale (réaliser des diagnostics, mobiliser les ressources locales, montrer des projets en partenariat...) ?
- Avez-vous eu l'impression d'évoluer par rapport à cette question du territoire entre le début de votre formation et maintenant ? Si oui, de quelles manières ? Si non, pourquoi ?
- Vous reste-il des interrogations par rapport à cette notion ? Si oui, lesquelles ?
- Auriez-vous des propositions à faire pour améliorer la formation (théorie/pratique ; contenus/modalités pédagogiques) au sujet de la question du territoire au sein du travail social ? Si oui, lesquelles ?
- Dans quels types de territoires (urbains, ruraux, périurbains) souhaiteriez-vous travailler plus tard et pourquoi ?

